N°25
MARS
2013
REVUE POLITIQUE MENSUELLE DU PCF

P.4 POÉSIES
MOUHAMMAD AL-NAWÂDJÎ OU L'AMOUR DES GARÇONS EN TERRE D'ISLAM
Franck Delorieux

P.26 LE GRAND ENTRETIEN
LE COMMUNISME DE NOUVELLE GÉNÉRATION, UN CHANTIER EXALTANT ET ESSENTIEL
Pierre Dharréville

P.32 MOUVEMENT RÉEL
UNE FILMOGRAPHIE DE PARTI : LA NÉCESSITÉ ET L'ENVIE
Julie Cazenave

LA REVUE DU PROJET

P.6 LE DOSSIER

BIEN NOURRIR LA PLANÈTE

Parti communiste français

Emparez-vous de *La Revue du projet*
Abonnez-vous
Abonnez autour de vous !

Réagissez aux articles, exposez votre point de vue. Écrivez à
revue@pcf.fr

SOMMAIRE

4 POÉSIES
Franck Delorieux Mouhammad al-Nawâdjî ou l'amour des garçons en terre d'Islam

5 REGARD
Étienne Chosson « Fais un effort pour te souvenir. Ou, à défaut, invente »

6 ▸ 21 LE DOSSIER
BIEN NOURRIR LA PLANÈTE
Édito : **Xavier Compain, Éric Coquard** Pourquoi l'agriculture est-elle un enjeu de civilisation ?
Olivier de Schutter Vers un Fonds mondial pour la protection sociale
Guillaume Quashie-Vauclin Le cheval, le bœuf et le capitaliste
Ambroise Mazal Politiques alimentaires : y a-t-il un pilote dans l'avion ?
Michel Griffon Comment nourrir la planète ?
André Chassaigne Répondre aux besoins humains, c'est notre ambition agricole
Gérard Le Puill Produire mieux pour manger tous, sans épuiser les sols
Marc Dufumier Nourrir correctement et durablement l'humanité tout entière
Maxime Bergonso Construire une autre chaîne alimentaire
Jean-Pierre Boinon Enjeux fonciers et alimentation
Jean-Pierre Leroux Agriculture, pesticides et santé publique
Geneviève Savigny La politique agricole au mépris de l'alimentation
Georges Thin Allier : expériences, incertitudes, actions et objectifs
Jean-Luc Bindel Pour une agriculture sociale et progressiste
Gérard Pigois, Serge Pagnier, Yohann Vigner Enseigner autrement pour produire autrement…
Frédéric Landy L'heure est-elle encore à la révolution verte en Inde ?

24 FORUM DES LECTEURS

26 ▸ 29 TRAVAIL DE SECTEURS
LE GRAND ENTRETIEN
Pierre Dharréville Le communisme de nouvelle génération, un chantier exaltant et essentiel

30 COMBAT D'IDÉES
Gérard Streiff Retour sur l'eurocommunisme

32 MOUVEMENT RÉEL
Julie Cazenave Une filmographie de Parti : la nécessité et l'envie

34 HISTOIRE
François Jarrige Briseurs de machines au XIXe siècle

36 PRODUCTION DE TERRITOIRES
Anne Martin Agriculture urbaine, outil de lien social ou projet de société ?

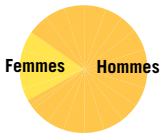
38 SCIENCES
Aliette Geistdoerfer Pour une gestion durable de la biodiversité marine

40 SONDAGES
Gérard Streiff Oui, prendre aux riches !

41 STATISTIQUES
Michaël Orand Après le travail, encore 3 heures de travail pour les Français…

42 REVUE DES MÉDIA
Alain Vermeersch La France a peur

44 CRITIQUES
Coordonnées par **Marine Roussillon**
• LIRE : Un éditeur au cœur de la lutte
• Rémy Cazals, *Bonaparte est un factieux ! Les résistants au coup d'État, Mazamet, 1851*
• Notes de la Fondation Gabriel-Peri, *Désirs, répressions et liberté. Dialogue avec Dany-Robert Dufour*
• Danielle Tartakowsky, Joël Biard, *La Grange-aux-Belles. Maison des syndicats*
• Michel Biard et Philippe Bourdin, *Robespierre. Portraits croisés*
• « Claude Levi-Strauss », *Europe, n°1005-1006*



Part de femmes et part d'hommes s'exprimant dans ce numéro.
Parce que prendre conscience d'un problème, c'est déjà un premier pas vers sa résolution, nous publions, chaque mois, un diagramme indiquant le pourcentage d'hommes et de femmes s'exprimant dans la revue.

Patrice Bessac, directeur de la Revue du projet

AU REVOIR !

Comme disait l'autre. Mais trêve de plaisanteries. Le Congrès vient de se passer. Et de bien se passer. Je suis appelé à d'autres responsabilités. Et l'avenir de Montreuil occupe mon temps et mon esprit.

Bref, je quitte l'esprit léger, et même avec une pointe de fierté, la Revue. Une équipe s'est constituée. Des chefs de rubriques, des réunions de rubriques… au total, plusieurs dizaines de personnes collaborent chaque mois à la réalisation de la revue. Beaucoup de jeunes intellectuels, mais pas seulement, avec beaucoup de diversité politique et surtout un vrai enthousiasme et le sentiment, justifié, de participer à une aventure qui construit l'avenir de l'engagement communiste.

Tout cela tient beaucoup aux efforts constants et patients de notre rédacteur en chef, Guillaume Quashie-Vauclin. Ce n'est pas un remerciement de forme : c'est lui qui fait véritablement cette revue avec toute l'équipe. Alors bon vent à eux !

Pierre Laurent, notre secrétaire national, a proposé de lancer un travail d'une ampleur tout à fait nouvelle sur le projet. Sage décision, impérieuse nécessité. Un groupe de pilotage sera bientôt désigné et notre revue engagera toutes ses forces dans cet effort collectif.

Sur ce sujet, le problème est double et nous n'avons cessé de le diagnostiquer. D'une part, nous devons affronter la question de la crédibilité de ce que nous proposons et d'autre part, nous devons affronter la nécessité d'une élaboration ouverte, faisant appel aux nombreux acteurs tant syndicaux, qu'associatifs, populaires ou intellectuels disponibles pour le travail commun.

Cela pose, à tous niveaux, et pour tous les combats que nous menons, la question de la qualité de notre relation politique aux « corps intermédiaires », aux « relais d'opinion », à celles et ceux qui sont investis d'une responsabilité sociale. La revue apporte chaque mois sa pierre à l'édifice en ouvrant ses pages sans complexe à la diversité de la gauche communiste et de transformation sociale.

Dernier mot, pour saluer l'excellent travail de décryptage de l'accord Medef, réalisé par *l'Humanité Dimanche*. Il faut vraiment que chacune, chacun prenne le temps de se pencher dans la complexité de cet accord qui est profondément régressif et attentatoire au principe même de la loi républicaine en matière de droit du travail.

Que la lectrice et le lecteur ne s'y trompent pas : le paragraphe précédent a été écrit sans exagération, sans excès : cet accord qui sera bientôt la loi, si nous ne résistons pas, est un bond en arrière pour les salariés de ce pays et aucune mesure de cet accord, fût-elle celle portant sur les complémentaires santé, ne peut être considérée comme une avancée : tout est recul.

Chères lectrices, chers lecteurs,

À très bientôt. ■

Mouhammad al-Nawâdjî

ou l'amour des garçons en terre d'Islam

Mouhammad al-Nawâdjî naquit au Caire en 1383 et mourut en 1455. Surnommé « Soleil de la Religion », voici ce qu'en dit René R. Khawam dans l'introduction qu'il donne à son édition de *La Prairie des gazelles. Éloge des beaux adolescents* : « On rapporte qu'il consacrait le plus clair de ses loisirs à l'histoire naturelle et à la poésie. La religion n'était pas oubliée : notre homme étudia à son heure les Traditions islamiques (aux collèges al-Housayniyya et al-Djamâliyya), et il lui arriva de diriger des séances de prières mystiques – appartenait-il à quelque confrérie soufie ? on peut le supposer. »

La Prairie des gazelles, dédiée à Allah et au prophète, est divisée en chapitres thématiques dont les titres sont comme des programmes poétiques : « Des garçons qui exercent un art ou un métier », « Les porteurs de duvet » ou « Les porteurs de grains de beauté »... À la beauté des garçons, répond la volupté des images – et inversement. René R. Khawam souligne que dans cette poésie « les cinq sens trouvent de quoi se repaître en abondance : et le toucher, l'odorat et le goût (si négligés par l'imaginaire occidental) presque autant que l'ouïe ou le regard. » Il ajoute que cette poésie « s'invite enfin à jouer sur les mots non moins que sur les corps. Mais les mots eux-mêmes, façonnés par la langue, offerts par les lèvres, n'ont-ils pas un corps ? Ce que le sage Nawâdji se fait un plaisir de nous rappeler à l'occasion, attentif qu'il est à célébrer, par-delà la chair promise aux caresses, le corps écrit, le corps subtil du désir. » Notons que ce recueil fait écho à une anthologie grecque de l'époque de l'empereur romain Hadrien (117-138), *La Muse adolescente* de Straton de Sardes, également consacrée aux jeunes hommes et dans lequel les métaphores florales abondent tout autant : les « fleurs naturelles sont beautés garçonnières ».

Franck Delorieux

Mouhammad al-Nawâdjî, *La Prairie des Gazelles. Éloge des beaux adolescents.* Texte établi sur les manuscrits originaux par René R. Khawam. Éditions Phébus, 1989. Publié avec leur aimable autorisation .

Pour un [garçon], qui dirigeait la prière :
Je n'oublierai jamais
ce que j'entrevis de sa beauté
la nuit où je le visitai en son oratoire.

Devant le mihrâb,
tourné vers La Mecque il récitait,
pieusement entouré
par la foule : « Ne tuez pas vos semblables,
Dieu les a rendus sacrés ! »

Je songeai : « As-tu réfléchi
à ce que tu récites ? Toi le meurtrier,
toi dont les yeux assassinent ! »

*

Il a cueilli au jardin
une rose pour moi,
plus belle que sa belle
promesse non tenue.

Trempant sa tige dans la coupe
de vin que tenait sa paume,
au parfum plus fort
que celui de l'ambre gris, il dit :

« Toi, mon amour, bois agréablement
de ma paume
cette eau de ma bouche
répandue sur ma joue ! »

*

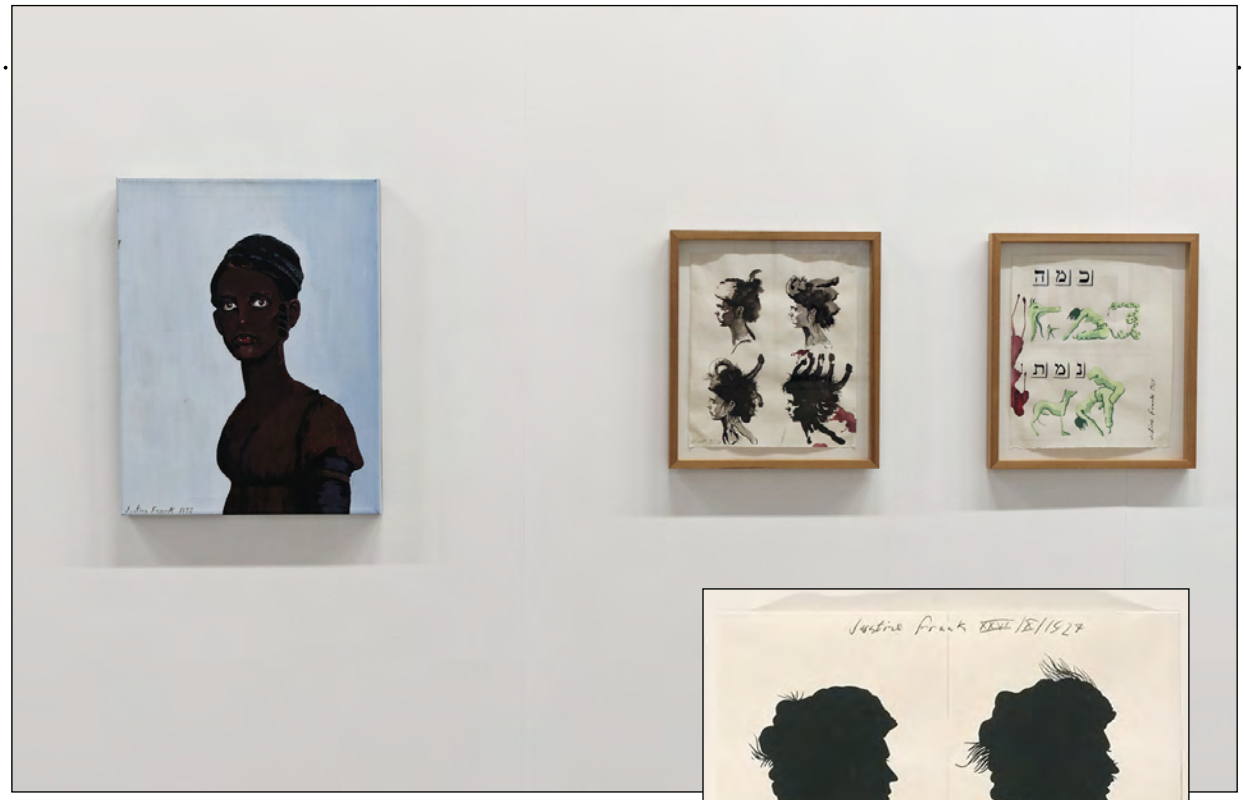
J'ai fouetté avec des roses les joues
de celui que j'aime à la passion.
Fleurs accordées par leur couleur
et leur parfum, au discours
de ces joues mêmes !

Il me fit cette réponse : « Étrange,
que tu n'aies pas osé atteindre
plus directement ta cible !
À moins que ton geste n'ait voulu en secret
réconcilier ces fleurs et les miennes… »

*

J'ai vu la tige du narcisse
prendre une nouvelle vigueur
entre les doigts de celui que j'aime !

On eût dit un rameau d'émeraude
au bout duquel eût éclaté
un bouton d'argent et d'or !



© Justine Frank, *The Stained Portfolio,*
dessin et gouache sur papier, 33x38 cm, 1927-1928.
Courtesy : Rosenfeld Gallery, Tel Aviv.

« Fais un effort pour te souvenir. Ou, à défaut, invente »

L'exposition se tient à Bétonsalon, récemment installé au sein de l'université Paris Diderot, espace d'art visuel proposant une rencontre entre création contemporaine et recherche universitaire.

Le commissariat a été réalisé par Aliocha Imhoff et Kantuta Quiros membres de la plate-forme curatoriale *Le peuple qui manque* dont l'ambition est de confronter art contemporain et théorie critique. Ainsi, cette exposition part d'une réflexion de la poétesse américaine Robin Morgan autour de la possible création d'une *herstory*, c'est-à-dire d'une histoire à rebours des discours officiels et qui serait consacrée à celle des femmes et des minorités. Courageuse et passionnante, cette exposition interroge les procédés de recherche et de transmission de l'Histoire à travers une série d'installations, de dessins, d'archives et de vidéos tentant d'exister dans une zone d'ombre de l'historiographie.

Étienne Chosson

L'actualité nous le rappelle – et nous avons trouvé bon d'y revenir sous la forme d'une petite fable humoristique (p. 8) – : production, transformation et commercialisation des produits agricoles sont pilotées par l'aveugle loi de l'argent, insensible à toute autre considération. À l'heure de la négociation de la future Politique agricole commune, le dossier explore les voies d'une nouvelle chaîne alimentaire qui réponde enfin aux besoins de toute l'humanité.

ÉDITO

POURQUOI L'AGRICULTURE EST-ELLE UN ENJEU DE CIVILISATION ?

Par Xavier Compain, Éric Coquard*

À travers la diversité des produits et des savoir-faire, l'agriculture a assuré à l'humanité tout entière ses possibilités d'évolutions et d'échanges. Dans l'histoire longue, l'agriculture a d'abord une fonction alimentaire au sens le plus fruste, celle d'assurer la survie. C'est encore cette fonction qui présente l'enjeu majeur pour une grande partie du monde actuel. Un milliard d'êtres humains souffrent de malnutrition par insuffisance alimentaire.

Mais rester sur cette acception quantitative porte en soi les fondements d'une réponse productiviste qui peut être destructrice pour la santé publique et l'environnement, tout autant qu'aliénante pour le paysan et le consommateur. À la tyrannie de la faim, on substituerait la tyrannie de l'exploitation d'une population « nourrie » pour produire plus et non pour vivre mieux et s'épanouir. Aujourd'hui, une alimentation saine et diverse reste le fondement de la santé publique et sociale des populations, consommateurs comme agriculteurs. Toutes les études montrent combien la diversité intrinsèque des régimes alimentaires influe sur la santé des individus et groupes humains.

Dans tous les pays on voit se développer une classe qui ne souffre plus de la faim sur le plan quantitatif, mais souffre d'une aliénation alimentaire conduisant à des problèmes de santé publique majeurs : obésité, diabète, pathologies cardiovasculaires… L'alimentation ne peut être uniquement dévolue aux seuls besoins caloriques/jour de chaque humain. Elle est enjeu fondamental de santé publique mondiale, alliant quantité et qualité, diversité, savoir-faire, bien-être social, échanges locaux, équilibre des territoires et de l'environnement. Incontournablement, il faut, dans la chaîne de production agricole et alimentaire, mettre fin à l'utilisation massive de pesticides qui en est le principal danger. Les politiques ultralibérales tentent d'imposer partout une concentration de l'agriculture sous le pouvoir de gros propriétaires, multinationales agrochimiques et de la grande distribution. Ces derniers s'approprient les terres et agissent pour l'interdiction du contrôle démocratique du processus de production agricole (génie génétique, pesticides, nanotechnologies…). En Asie, en Afrique, elles développent avec violence l'expropriation des paysans et la déstructuration des régimes alimentaires. La spéculation sur les matières premières agricoles, l'absence de stocks alimentaires nourrissent les bulles financières et la volatilité des marchés. En Europe, c'est pour « rester compétitif », réformes après réformes de la Politique agricole commune (PAC), que sont éliminées les exploitations familiales. Ce qui conduit à la standardisation de l'alimentation des masses. L'Europe doit tourner le dos aux « signaux des marchés », afin de ne pas sacrifier sa préférence communautaire et ses outils de régulation.

Nous défendons une agriculture paysanne et le droit à la souveraineté alimentaire pour tous. Il revient aux politiques publiques de définir une répartition territoriale des productions qui empêche la concentration agro-industrielle. Nous soutenons la pêche artisanale. Ces politiques doivent favoriser la relocalisation des productions, les circuits courts, le développement de l'emploi, l'aménagement environnemental… Le financement des activités agricoles de production doit être renouvelé. Ces politiques publiques doivent également assurer des prix rémunérateurs garantissant une vie sociale stable et enrichissante pour les agriculteurs. Pour la PAC 2014-2020, nous appelons une politique volontaire d'appui pour un maillage dense d'exploitations familiales sur les territoires pour favoriser la qualité et la diversité des produits, la relocalisation des productions, la régulation des marchés et du foncier. Nous condamnons l'agriculture coloniale qui accapare des terres par la violence militaire, politique ou financière, au détriment de celles et ceux qui la cultivent et des peuples qui l'entretiennent. L'agriculture doit sortir de l'OMC actuelle ainsi que du cadre des politiques libérales au service des marchés spéculatifs. En ce sens, nous portons l'émergence d'une nouvelle organisation mondiale de l'agriculture, une nouvelle politique agricole et alimentaire.

Le Parti communiste français puise dans son histoire et son identité rurale pour avancer aujourd'hui vers les chemins du possible. L'enjeu agricole et alimentaire en est un. Nous encourageons, dans l'action, la gauche à afficher son ambition agricole et alimentaire. Le présent nous appelle à l'urgence d'un autre devenir de l'humanité, émancipé des guerres, des dominations et de la faim. C'est ce sillon que nous empruntons.

***Xavier Compain** est membre du conseil national du PCF, chargé du secteur agriculture, pêche, forêt.
Éric Coquard est consultant international en agriculture.

VERS UN FONDS MONDIAL POUR LA PROTECTION SOCIALE

En complément de l'indispensable reconquête des pays pauvres de leur capacité à se nourrir eux-mêmes, il est nécessaire de répondre aux besoins des populations pauvres, de plus en plus majoritairement urbaines.

PAR OLIVIER DE SCHUTTER*

Au cours des cinq dernières années, se sont succédé trois flambées des prix alimentaires. Les crises de 2008, 2010 et 2011, présentent chacune leurs spécificités propres. Mais, dans leur répétition, elles appellent en même temps plusieurs constats communs.

Un : nous sommes entrés dans une ère nouvelle, où la volatilité des prix devient la règle, et où l'évolution des prix agricoles sur les marchés internationaux a interrompu la baisse structurelle entamée à la fin des années 1970. La pression de plus en plus forte sur les ressources naturelles et les chocs météorologiques liés au changement climatique en sont les causes principales ; la spéculation financière sur les produits dérivés des matières agricoles, un facteur d'aggravation.

Deux : il est impératif, précisément pour renforcer la résilience du système alimentaire et afin, en particulier, de réduire la vulnérabilité des pays pauvres importateurs nets de denrées alimentaires, de déconcentrer la production alimentaire – éviter, par exemple, que l'Afrique de l'Ouest tout entière dépende du Vietnam, de l'Inde et de la Thaïlande pour l'importation de son riz, ou que les marchés mondiaux tremblent à l'idée de mauvaises récoltes de blé autour de la mer Noire. Cela appelle un réinvestissement massif dans la production dans les pays en développement là où les niveaux de productivité demeurent très bas, notamment en Afrique subsaharienne. Au cours des trente dernières années, très peu a été fait pour soutenir l'agriculture vivrière dans ces régions : il était plus aisé pour les gouvernements d'importer des denrées alimentaires à bas prix – car incluant des subsides massifs soutenant les agriculteurs des pays de l'OCDE – que de se consacrer à la tâche, difficile et moins rentable politiquement, de soutenir les petits producteurs locaux. Chacun convient aujourd'hui que cette trajectoire doit être inversée : il faut redonner aux petits producteurs des pays en développement les moyens de produire, y compris en favorisant leur accès au marché, et rompre enfin avec cette dépendance du Sud par rapport au *dumping* pratiqué par le Nord. On achetait la paix sociale sans garantir aux populations une véritable sécurité sociale.

Trois : la sécurité alimentaire n'est pas affaire d'agriculture seulement, mais suppose également une croissance inclusive, et la mise sur pied de systèmes de protection sociale performants. Pour les petits agriculteurs, le droit à l'alimentation suppose qu'on respecte leur capacité de produire, et qu'on la renforce. Ceci peut non seulement faire reculer la pauvreté rurale de manière spectaculaire, en augmentant les revenus des plus pauvres dans les zones rurales, mais également bénéficier aux autres secteurs de l'économie locale, car cela favorise l'émergence de filières agro-industrielles et la création d'emplois dans la transformation, le conditionnement et la commercialisation des denrées alimentaires.

> ***« Il faut redonner aux petits producteurs des pays en développement les moyens de produire, y compris en favorisant leur accès au marché, et rompre enfin avec cette dépendance du Sud par rapport au dumping pratiqué par le Nord. »***

Mais les petits agriculteurs ne sont pas seuls à souffrir de la faim et de la malnutrition. Partout, l'urbanisation avance, et la pauvreté extrême présente un visage qui, s'il est encore majoritairement rural, est de plus en plus celui des bidonvilles, ces chancres dans lesquels 1,3 milliard de personnes s'entassent aujourd'hui, à la lisière des grandes cités des pays en développement. En 2050, 69% de la population mondiale habitera dans les villes. Pour ces populations, il faut créer des emplois décents, et il faut mettre sur pied des systèmes de protection sociale performants. Les politiques du passé misaient tout sur des prix bas pour les denrées alimentaires : l'on saignait les campagnes afin de calmer l'impatience des villes, et l'on achetait la paix sociale sans garantir aux populations une véritable sécurité sociale. Cela ne vaut plus aujourd'hui. Ce qui s'impose à présent, c'est une approche multisectorielle visant à réduire l'insécurité alimentaire qui, tout à la fois, soutienne les producteurs agricoles, protège les acheteurs nets de nourriture par des politiques redistributives, et garantisse les uns et les autres contre les effets de la volatilité des prix des denrées alimentaires. La protection sociale devient indispensable à la sécurité alimentaire, au même titre que les efforts visant à dynamiser la production agricole.

À L'ÉCHELLE MONDIALE, 80 % DES FAMILLES N'ONT DROIT À AUCUNE FORME DE PROTECTION SOCIALE

Certains pays en développement ont montré la voie. Au Mexique, *Oportunidades* – qui a succédé à *Progresa* en 2002 – couvre près de 6 millions de ménages ruraux et urbains, bénéficiant à plus de la moitié des familles dans les trois États les plus pauvres du Mexique, et jusqu'à 61% dans le Chiapas. En Afrique du Sud, 10 millions de personnes bénéficient du *Child Support Grant*, qui vise à soutenir l'éducation, la santé et l'alimentation des enfants. Au Brésil, la combinaison d'un ensemble de programmes sociaux – dont *Bolsa Familia*, qui va aux familles les plus pauvres, et un programme d'alimentation scolaire qui bénéficie à 49 millions d'enfants à travers le pays – a permis de réduire de 73% la malnutrition infantile entre 2002 et 2008. En Inde, le *National Rural Employment Guarantee Act* lancé fin 2005, et destiné à garantir aux ménages ruraux pauvres au moins cent jours de travail par an sur des travaux publics rémunérés à hauteur du salaire minimum, couvre aujourd'hui 52 millions de familles.

Mais, à côté de ces quelques avancées remarquables, la population de nombreux pays pauvres demeure sans protection sociale quelconque. À l'échelle mondiale, 80% des familles n'ont droit à aucune forme de protection sociale : la perte d'emploi, la maladie ou la vieillesse les laissent sans aucun secours, au moment où les anciennes solidarités familiales ou communautaires se dissolvent.

L'absence de progression de la protection sociale dans les pays pauvres tient à trois facteurs. La volonté politique fait défaut parfois, les gouvernements ne voyant pas

> SUITE PAGE 8

SUITE DE LA PAGE 7 >

la protection sociale comme une priorité. Les budgets publics sont souvent insuffisants, notamment en raison du poids de la dette extérieure, et l'administration peut ne pas avoir la capacité de mettre en œuvre de tels programmes. Enfin, pour les pays pauvres à l'économie la moins diversifiée, s'ajoute une crainte spécifique : celle de ne pouvoir financer des programmes couvrant une large partie de la population en temps de crise, si un choc exogène (par exemple, une chute brutale des revenus d'exportations, ou une soudaine hausse de la facture des denrées alimentaires importées) ou endogène (par exemple une sécheresse) venait soudain à frapper une économie fragile. Est-ce un hasard si les exemples cités de pays en développement ayant su mettre sur pied des régimes de protection sociale sont des pays démocratiques, bénéficiant d'une forte croissance économique, et suffisamment vastes pour que les chocs que subit une région du pays puissent être compensés par d'autres régions ?

INCITER LES GOUVERNEMENTS À ÉRIGER LA PROTECTION SOCIALE EN PRIORITÉ

Le Fonds mondial pour la protection sociale que nous avons proposé, la rapporteuse spéciale des Nations Unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme et moi-même, vise à lever ces obstacles. Nous suggérons un mécanisme permettant aux pays pauvres qui souhaitent mettre sur pied un socle de protection sociale de recevoir un appui financier de la communauté internationale à cette fin, de manière à inciter les gouvernements à ériger la protection sociale en priorité, et de manière à surmonter les difficultés de financement. Le Fonds comprendrait en outre un volet de « réassurance », ouvrant aux pays pauvres la possibilité de s'assurer contre le risque de n'être plus en mesure – par leurs ressources propres, à la suite de certains chocs, même avec le soutien de la communauté internationale – de financer l'augmentation de la demande de protection sociale. Tandis que le premier volet – le « fonds » proprement dit – devrait permettre de lever l'obstacle du financement de la protection sociale, dont l'Organisation internationale du travail estime qu'elle coûterait entre 2 et 6 % du PIB pour la plupart des pays les moins avancés, le second volet qui lui serait associé – le mécanisme de « réassurance » – viserait à protéger ces pays spécifiquement contre le risque de ne pouvoir tenir leurs promesses à l'égard des populations, face à des évolutions imprévisibles – ce qui ne veut pas dire que le risque ne serait pas calculable, selon les méthodes actuarielles classiques.

Plusieurs gouvernements et plusieurs agences internationales ont déjà exprimé leur soutien à cette proposition. Ils comprennent que la lutte contre la faim ne peut plus se ramener à l'aide humanitaire ponctuelle, et qu'elle ne peut plus se concevoir comme une opération visant à fournir de la nourriture aux pays qui ne parviennent pas à se nourrir eux-mêmes : une réponse structurelle à la volatilité des prix sur les marchés internationaux passe par la reconquête des pays pauvres de leur capacité à se nourrir eux-mêmes, et par l'établissement de socles robustes de protection sociale pour leurs populations. Il est temps de les y inciter. ■

***Olivier De Schutter** est juriste. Il est professeur de droit à l'Université de Louvain (Bruxelles). Ancien responsable de la Fédération internationale pour les droits de l'homme, il est depuis 2008 rapporteur spécial des Nations-unies sur le droit à l'alimentation.

AFFAIRE FINDUS, BILLET D'HUMEUR

LE CHEVAL, LE BŒUF ET LE CAPITALISTE

PAR GUILLAUME QUASHIE-VAUCLIN

Un pauvre et vieux cheval sous le faix de grands ans,
Gémissant et courbé marchait à pas pesants.
Tirant sa triste vie, plaignant sa destinée,
Il se prend à rêver et murmure et maugrée :

Je voudrais être un œuf
Ou même mieux : un bœuf !
Que ne suis-je promis à la belle mâchée,
Que mon corps devienne une heureuse dînée ?

Le malheureux implorait tous les jours
En vain et sans secours.

Lorsque, par les clameurs, enfin émoustillée
Âme capitaliste accoucha d'une idée.

Beau cheval, bel équidé, ne pleure plus voici
Une solution. Tes problèmes : fini !
Tu pourras fondre aussi dans la bouche des êtres
Humains. Comme bon bœuf aux gens tu vas paraître.

– Ô nouvel alchimiste ? Où est ton athanor ?
– Ma magie, belle bête, a autre nom : c'est l'or.
Il transforme le sot en expert à deux têtes,
Et du cheval galleux, il fait une autre bête.

Sitôt dit, sitôt fait. Cheval à l'abattoir.
Et dans la grande usine, sous les coups de hachoir,
La vieille carne chevaline
Devient viande fraîche et bovine.
L'étiquette en sera témoin
Qui a le plus, il peut le moins.

Ce qu'il advint quand un vieux rat
Le même sort fort demanda
Tu imagines la réponse
Tant de kilos et puis tant d'onces.
Quatre plats de ratsagnes vendus à fort bon prix.
Pour le capitaliste, pas de petit profit.

Ainsi va notre monde, plein de nouveaux Ovide
D'infâmes *Métamorphoses*, auteurs impavides.
Qui veut les destituer, est tôt démantelé :
DGCCRF[1] meurt dans l'austérité.

Capitalistes font ainsi
De notre univers lieu pourri.
Puisse leur règne mortifère
Finir bientôt dans la poussière.

1) - Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes

POLITIQUES ALIMENTAIRES : Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ?

Signant l'échec de la libéralisation des marchés agricoles mondiaux depuis ces trente dernières années, la crise alimentaire de 2007-2008 a suscité la mise en œuvre d'une régulation mondiale de l'alimentation. Un processus salutaire et prometteur, mais qui n'enlève rien à l'exigence de luttes sociales pour la terre et des conditions de vie dignes.

PAR AMBROISE MAZAL*

En octobre dernier, les États ont adopté un cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire auquel a contribué la société civile, dans le cadre onusien du Comité de la sécurité alimentaire à Rome. Ce document-cadre international contribuera à favoriser la cohérence des politiques partout dans le monde. Il place en son cœur le droit à l'alimentation, plaide en faveur de l'agroécologie et reconnaît que, pour atteindre la sécurité alimentaire, les petits producteurs, les artisans pêcheurs, les pastoralistes et les populations indigènes ont un rôle central.

> *Loin des sommets à Rome, les sociétés civiles ont encore de belles luttes des classes devant elles…*

Cela aura ainsi été un des rares « mérites » de la crise alimentaire et des émeutes de la faim de 2007-2008 : rouvrir enfin le débat sur les modèles agricoles et sur la régulation mondiale de l'alimentation, après trente ans de *doxa* néolibérale dont la Banque mondiale et le FMI auront été les promoteurs les plus zélés. Cette pensée unique s'est traduite, à l'échelle national, par des plans d'ajustement structurel dans le secteur agricole, un désinvestissement massif dans le secteur, l'extension de l'agriculture industrielle aux dépens de l'agriculture familiale. Sur le plan international, cela a ouvert la voie à la libéralisation des échanges (l'agriculture est entrée dans le champ de l'OMC en 1994) et la financiarisation des marchés agricoles et sa conséquence, la spéculation.

UNE REMISE EN CAUSE DU TOUT LIBÉRALISME ?

Certes, des voix se sont élevées pour dénoncer les conséquences sociales et environnementales désastreuses du libéralisme dans le secteur agricole : en 1996, trois ans après sa création, la Via campesina (organisation internationale des mouvements de petits producteurs) proposait en alternative au libre-échange le concept de souveraineté alimentaire, c'est-à-dire le droit des peuples et des pays à définir leur propre politique agricole, notamment grâce à des marchés communs protégés et l'intervention des pouvoirs publics. En France, de nombreuses organisations de terrain défendent depuis des décennies des alternatives de pratiques agricoles durables, et sur le plan politique, des organisations, à l'instar du Parti communiste, ont farouchement défendu la préférence communautaire à l'échelle européenne. Force est de constater néanmoins que ces mouvements ne semblaient guère avoir de prise sur la marche en avant du libéralisme dans le secteur agricole.

La hausse brutale des cours des principales denrées alimentaires et les manifestations contre la vie chère ont tout à coup obligé la communauté internationale à regarder en face le résultat des politiques décrites ci-dessus : une personne sur six dans le monde souffre encore de la faim, tandis que nombre de pays ont sacrifié leurs propres intérêts agricoles en abandonnant leur souveraineté au profit d'une dépendance aux marchés mondiaux et aux acteurs de l'agro-industrie.

Par ailleurs, le monde ouvrait les yeux sur les conséquences récentes de la dérégulation des marchés mondiaux : programmes massifs d'investissements dans les agrocarburants aux dépens de l'alimentation ; achats massifs des meilleures terres des pays en développement par l'agro-industrie pour profiter des hausses des cours mondiaux ; spéculation des sphères financières sur les marchés agricoles engendrant une désastreuse volatilité des cours…

> *Résoudre la faim, instaurer des pratiques agricoles durables et équitables n'est pas une utopie mais à portée de main : cela suppose simplement de mettre « l'humain d'abord » au cœur des politiques économiques et sociales.*

Dans ce moment de remise en question de l'avancée du libéralisme, les pays du Sud ne sont pas les seuls concernés. Depuis 1992, les pays européens ont également cédé aux sirènes néolibérales et entrepris au fil des réformes un démantèlement de la Politique agricole commune : brèches dans le principe de préférence communautaire et ouverture aux

> SUITE PAGE 10

SUITE DE LA PAGE 9 >

marchés mondiaux au sacrifice de filières locales, suppression d'outils de régulation de la production et des prix, diktat de la grande distribution et confiscation de la plus-value aux producteurs, ruine des « petits producteurs » au profit d'exploitations de plus en plus grandes, tentatives de certains pays (essentiellement anglo-saxons) d'opérer de larges coupes dans le budget de la PAC…

LOIN DE ROME, LA LUTTE DES CLASSES DANS LES CAMPAGNES…

La reconstruction d'une régulation mondiale de l'alimentation et, partant, la confrontation du modèle néolibéral aux objectifs affichés de sécurité alimentaire représentent donc une avancée importante pour permettre d'éclairer les choix politiques. Engagée à partir de 2009, la réforme du Comité de la sécurité alimentaire (CSA) regroupant les 183 États de la FAO ouvre des perspectives intéressantes. Sur la forme, elle associe enfin l'ensemble des acteurs en joignant aux États la vingtaine d'institutions internationales concernées et, enfin (!) les acteurs de terrain, organisations paysannes et ONG. Surtout, le nouveau CSA se dote d'un panel scientifique de haut niveau qui a pour mission, à l'image du GIEC pour le climat, de faire la synthèse des connaissances scientifiques mondiales pour guider les politiques. Sur le fond, le CSA a, depuis 2010, publié des règles de bonne régulation foncière pour l'achat et la location de terres, s'est emparé de questions aussi essentielles que la volatilité des prix, les effets du changement climatique ou la place des femmes dans l'agriculture, en reconsidérant les politiques actuelles au prisme du droit à l'alimentation.

Ainsi, la réforme du CSA était nécessaire, elle est bienvenue… Pour autant, elle n'est certainement pas la réponse à tous les problèmes car les *mauvais choix* réalisés par les élites au pouvoir ne proviennent pas d'un manque de connaissances, mais sont bien le résultat de conflits entre des intérêts particuliers et l'intérêt général. Résoudre la faim, instaurer des pratiques agricoles durables et, équitables n'est pas une utopie mais à portée de main : cela suppose *simplement* de mettre « l'humain d'abord » au cœur des politiques économiques et sociales. Le Parti communiste prend toute sa place dans ce débat : il interpelle sur le plan politique les décideurs français et européens et il soutient les mobilisations des mouvements sociaux et citoyens. Loin des sommets à Rome, les sociétés civiles ont encore de belles luttes des classes devant elles… ■

*Ambroise Mazal est consultant sur les questions de sécurité alimentaire dans les pays en développement.

COMMENT NOURRIR LA PLANÈTE ?

PAR MICHEL GRIFFON*

La Terre : Ceux qui ont pour vocation de nourrir l'humanité, les paysans du monde, sont les premières victimes de la faim. Comment expliquer ce paradoxe ?

Michel Griffon : Les causes sont multiples, mais fondamentalement c'est un problème de civilisation : dans l'histoire de l'humanité les classes paysannes ont été déconsidérées, dévalorisées, abandonnées, rejetées. Comme si elles n'étaient pas dignes d'intérêt ! En France même, la revendication de la parité de revenu et de condition sociale avec le reste de la société est relativement récente. Dans les pays en développement où s'est développée la propriété individuelle privative, je pense notamment à l'Amérique latine, la question foncière est une grande cause de la pauvreté et de la constitution d'un véritable « sous-prolétariat » paysan. Là, c'est la colonisation espagnole qui a créé une classe paysanne exploitée. Mais ailleurs dans le monde, il reste encore une pauvreté « malthusienne », due à la rareté de la terre pour une paysannerie nombreuse qui n'a pas accès aux outils d'une agriculture plus productive.

Demain, quels seront les défis majeurs pour l'agriculture ?

Il y a deux défis essentiels. Le premier c'est de passer de 6 à 9 milliards d'êtres humains avec les pressions sur les ressources et l'environnement que cela entraîne. Le second défi, c'est que l'agriculture dont la fonction était essentiellement de produire des aliments va devoir produire de l'énergie. Il y a là une opportunité historique pour sortir de la pauvreté 2 milliards de personnes sur la Terre. L'agriculture devra produire beaucoup plus, et avec la rareté de la terre cela devrait accroître les prix agricoles, les revenus paysans, la concurrence foncière. Qui va pouvoir saisir cette opportunité ? Qui va en profiter ? Est-ce que cela sera l'occasion historique de confier enfin un espace de croissance économique à l'agriculture familiale et aux paysans presque sans terre ? Ou est-ce que ceux qui possèdent la terre vont en profiter pour se l'approprier encore plus et en chasser les paysans ?

Où est le risque majeur pour l'environnement ?

L'énorme risque c'est que l'on ne peut pas nourrir 9 milliards d'habitants avec les technologies très productives actuelles, produire des biocarburants à la hauteur des espérances des industriels et des gouvernements et conserver en même temps la biodiversité. Les seuls espaces hyper-productifs possibles qui existent sur la planète sont les zones tropicales humides où existe la plus riche biodiversité. Il faudra donc faire des choix. Ou bien on laissera faire le marché et les intérêts des plus nantis s'imposeront aux dépens des paysans et des écosystèmes. Ou alors les sociétés organiseront et contrôleront socialement et politiquement ces choix à travers un aménagement de l'espace, du paysage, incluant des zones pour la biodiversité dans les systèmes productifs, et l'on trouvera les technologies qui conviennent.

Dans le cadre actuel de la mondialisation, comment se dessine la carte des besoins alimentaires et de l'agriculture du XXIe siècle ?

Il y aura de fortes disparités entre les grandes régions productives du point de vue de la population et des surfaces disponibles, du potentiel que la nature autorise en terme de rendements, des structures agricoles, des capitaux etc. L'Asie n'aura pas assez de ressources, en espace et en productivité naturelle, pour faire face à ses propres besoins : elle va devoir importer beaucoup. Le Moyen-Orient et le Maghreb qui manquent d'eau, également. L'Amérique latine qui a des surfaces gigantesques, planes, des capitaux et des ressources productives considérables au regard de sa population, va être un grand exportateur du monde futur. Le Brésil est en train de devenir le champion des exportations agricoles mondiales, mais avec un risque écologique gigantesque : en détruisant une grande partie de l'Amazonie, il peut déclencher un mécanisme peut-être irréversible de

dégradation des écosystèmes, accentué éventuellement par le réchauffement climatique. L'Afrique augmente sa production à peu près au rythme de l'accroissement de sa population, elle ne pourra pas être globalement exportatrice. Les grands pays céréaliers extensifs, comme l'Australie et le Canada disposent de très grandes surfaces mais avec des contraintes climatiques et de coûts. Les Etats-Unis comme l'Europe, dont l'agriculture intensive est extrêmement utilisatrice d'énergie, seront coincés par l'augmentation du prix du pétrole. Dans une logique de marché, aucun ne serait aussi compétitif que le Brésil sur les nouveaux marchés ; ni que les pays d'Europe de l'Est où les capacités d'accroissement de la production et de la productivité sont immenses.

Que faut-il changer pour assurer la production nécessaire tout en ménageant l'environnement ?

Il faut d'abord réduire la pauvreté, donc les inégalités de répartition des moyens d'existence dans la société. Et dans les pays en développement, réduire la sous-alimentation passe d'abord par la distribution des terres à ceux qui en manquent. Il faut aussi inventer une nouvelle technologie de production des cultures qui soit économe en énergie et en intrants chimiques. Avec des techniques utilisant de manière intensive l'ensemble des fonctionnalités écologiques des écosystèmes productifs, permettant une croissance des rendements. Cette agriculture, intensive en écologie et en connaissances mais économe en capital, serait accessible aux agriculteurs familiaux. La recherche agronomique, qui a privilégié jusqu'ici les voies de l'agriculture chimique et hyper-productive classique pour l'amélioration de la productivité, en mesure aujourd'hui les limites : en termes de prix et de pollution. Une nouvelle révolution technologique agricole, fondée sur l'écologie, implique une connaissance fine des terroirs, de leur spécificité, et donc une participation des producteurs locaux. En France, c'est une carte à jouer dans la nouvelle donne de l'agriculture mondiale. ■

*__Michel Griffon__ est ingénieur agronome, économiste. Ancien directeur scientifique du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), il est directeur général adjoint de l'Agence nationale de la recherche (ANR).

Entretien réalisé pour Denis Recoquillon pour *La Terre*, reproduit avec l'aimable autorisation du journal.

RÉPONDRE AUX BESOINS HUMAINS, C'EST NOTRE AMBITION AGRICOLE

Il y a urgence en plein débat sur la nouvelle Politique agricole commune à faire bouger toute l'Europe sur cette politique essentielle aux Européens.

Par André Chassaigne*

Si l'on refuse clairement l'austérité pour l'Europe, alors il faut également refuser l'austérité pour l'agriculture et le monde rural en Europe. Cela tombe bien. Nous sommes en plein débat sur la nouvelle Politique agricole commune pour la période 2014-2020. Mais le projet de la commission européenne et l'accord intervenu entre les chefs d'État et de gouvernement sur le budget européen entendent continuer sur la voie de l'ouverture des marchés et du désengagement des politiques publiques agricoles. Il s'agit d'une véritable provocation, alors que la question alimentaire hante à nouveau les 500 millions d'Européens et que 25 % des exploitations agricoles de l'Union ont disparu en seulement dix ans.

> *Un véritable rééquilibrage et une dégressivité des aides compensatrices, en primant les premiers hectares et en les plafonnant de façon juste et efficace.*

Tout reste donc à faire pour que, dans quelques semaines, le parlement européen donne autre chose à voir qu'un budget de la PAC amputé de plus de 60 milliards d'euros sur six ans, et un lot de « mesurettes » sans effet sur la dérégulation du secteur. Notre tâche est donc bien de faire bouger toute l'Europe sur cette politique essentielle aux Européens. Comment conduire notre travail ?

SE DÉFAIRE DES CHAÎNES DE LA PENSÉE LIBÉRALE

En expliquant que les parlementaires du Front de gauche, au parlement européen, comme au parlement français, mettront en avant des propositions essentielles pour l'avenir de l'agriculture européenne. Ils défendront un droit à l'alimentation de qualité pour tous les citoyens européens et, dans le même temps, un droit au revenu pour tous les agriculteurs et notamment pour les petites et moyennes structures, avec un véritable rééquilibrage et une dégressivité des aides compensatrices, en primant les premiers hectares et en les plafonnant de façon juste et efficace. Ils affirmeront le besoin de soutiens publics tournés vers le développement de l'emploi agricole et agroalimentaire, et la réorientation des pratiques agricoles pour favoriser une plus grande autonomie des exploitations. Ils agiront pour lancer de vrais programmes à l'échelle communautaire pour se libérer de la dépendance protéique et des importations abusives.

> *Une gauche courageuse doit s'attaquer dès maintenant aux intérêts particuliers de la distribution, qui se bâtissent en vidant les poches des plus pauvres de nos concitoyens.*

À l'opposé des orientations qui se dessinent, une majorité de gauche en France doit porter l'ambition d'une politique agricole et alimentaire d'une tout autre dimension avec une politique agricole commune renouvelée et renforcée, qui ose se défaire des chaînes de la pensée libérale.

DES OUTILS IMMÉDIATEMENT APPLICABLES

Nous avons à notre disposition des outils immédiatement applicables, concrets et efficaces, qu'une majorité de gauche peut adopter pour concrétiser le changement en agriculture.

Sans être exhaustif, je pense en premier lieu, à l'encadrement des prix des produits alimentaires et à la détermination de prix indicatifs au niveau européen. Avec l'instauration d'un coefficient multiplicateur entre le prix d'achat au producteur et le prix de vente au consommateur, sous la forme d'un taux plafond, nous avons un levier pour contraindre à mieux payer les producteurs et permettre aux consommateurs d'accéder aux produits alimentaires à des prix raison-

> SUITE PAGE 12

SUITE DE LA PAGE 11 >

nables. Pour une efficacité optimale, cette mesure s'appliquerait évidemment à toute la chaîne des intermédiaires et aux productions importées. Disons-le à nos interlocuteurs : une gauche courageuse doit s'attaquer dès maintenant aux intérêts particuliers de la distribution, qui se bâtissent en vidant les poches des plus pauvres de nos concitoyens.
Je pense également à la question de la spéculation sur les matières agricoles. Ces pratiques prédatrices ont des effets directs sur le quotidien des éleveurs. Elles créent les conditions de véritables crises alimentaires mondiales comme en 2007-2008. Il faut stopper la course de vitesse des investisseurs financiers vers les marchés de produits dérivés agricoles en interdisant la spéculation sur les contrats à terme et les produits bancaires structurés sur une matière première agricole. Il faut dans ce domaine des réponses législatives extrêmement rapides et fortes. C'est ce que nous proposons dans le cadre des débats sur le projet de loi de séparation des activités bancaires et sous la forme d'une proposition de loi.
Je pense aussi à l'information des consommateurs et des producteurs français et européens, en imposant l'obligation d'origine des produits alimentaires pour tous les produits bruts ou transformés. C'est une exigence indispensable pour défaire l'opacité qui règne dans les échanges, alors que « l'affaire Findus » vient d'éclater.
Je pense enfin à l'indispensable mobilisation pour renforcer la protection sociale et sanitaire des agriculteurs, comme la solidarité à l'égard des retraités agricoles, avec l'exigence d'une retraite au moins égale à 85 % du SMIC assise sur de nouvelles contributions du secteur bancaire et de l'assurance, et de la grande distribution. Ce sont là aussi des mesures de justice sociale très attendues, que nous porterons dans le débat agricole en France. ■

***André Chassaigne** est député PCF du Puy-de-Dôme. Il préside le groupe GDR (Gauche démocrate et républicaine) à l'Assemblée nationale.

PRODUIRE MIEUX POUR MANGER TOUS, SANS ÉPUISER LES SOLS

Les défis majeurs auxquels vont être confrontées les agricultures du monde en ce XXIe marqué par le réchauffement climatique ne seront relevés qu'en utilisant le triptyque suivant : souveraineté alimentaire, règle verte et planification écologique.

PAR GÉRARD LE PUILL*

« On peut exploiter indéfiniment des ressources renouvelables pour autant qu'on les emploie à un niveau inférieur à celui de leur régénération sous peine sinon de les épuiser comme l'or de la mine. Si toutefois on exploite les forêts, les poissons et la terre arable à des taux dépassant leur taux de renouvellement, eux aussi sont menacés d'extinction, tout comme l'or de la mine ».

En deux petites phrases, dans son livre *Effondrement*, le géographe américain Jared Diamond nous éclaire sur les enjeux agricoles et alimentaires du XXIe siècle. Ces enjeux sont mondiaux. Mais les solutions seront multiples, variées et surtout locales. À condition de définir des politiques qui favorisent leur mise en œuvre. Nous sommes soumis au défi de produire plus tout en prenant soin d'améliorer l'état des terres agricoles au lieu de les épuiser comme aujourd'hui par des monocultures de rente.

VALORISER AU MIEUX LES RICHESSES NICHÉES DANS LA DIVERSITÉ DES TERRITOIRES

Dans la campagne pour l'élection présidentielle de 2012, Jean-Luc Mélenchon a parlé de « règle verte » et de « planification écologique ». Il s'agit là de deux concepts essentiels auxquels il convient d'ajouter un troisième : la souveraineté alimentaire. La France peut, en utilisant ces trois leviers, jouer un rôle pionnier au sein de l'Union européenne pour définir une politique agricole commune qui valorise au mieux les richesses nichées dans la diversité des territoires. Ce qui suppose des complémentarités et des coopérations intelligentes en lieu et place d'une concurrence intracommunautaire et mondiale de plus en plus dévastatrice.
Un colloque, tenu à Paris le 18 décembre à l'initiative du ministre de l'Agriculture Stéphane Le Foll, a donné la parole à des paysans qui ont opté pour la systématisation des bonnes pratiques agronomiques à la fois productives et économes en intrants chimiques et énergétiques. C'est ce qu'ont montré des éleveurs qui cultivent les légumineuses pour produire du lait et de la viande à moindre coût comme des céréaliers qui améliorent la structure et l'état de leurs sols par le non labour. C'est aussi le cas des arboriculteurs qui ont appris à réduire l'utilisation des produits chimiques.

> *« Il faudrait une réforme qui impose de produire davantage de protéagineux et d'oléagineux de manière à ne plus dépendre du soja importé, transgénique de surcroît. »*

Alors que les carburants et les engrais chimiques vont être de plus en plus chers tandis que le réchauffement climatique rendra les récoltes annuelles de céréales plus aléatoires, il va falloir réapprendre à cultiver la diversité dans la proximité. Dès lors, la souveraineté alimentaire doit être vue comme le droit pour un pays d'utiliser de façon durable le potentiel diversifié de son agriculture pour nourrir sa population sans pour autant opter pour l'autarcie. Pour la France, cela consiste notamment à rechercher l'autosuffisance en production de viande bovine, ovine, porcine et de volaille. Mais en nourrissant ces animaux avec de l'herbe et du grain, voire des fruits de certains arbres comme le châtaignier, produits sur le territoire national. Ce qui n'est que très partiellement vrai aujourd'hui en raison des importations massives de tourteaux de soja.
Alors que la discussion sur la réforme de la Politique agricole commune pour la période 2014-2020 entre dans sa phase décisive en ce premier semestre 2013, la France devrait faire des contre-propositions susceptibles de favoriser la souveraineté alimentaire, la règle verte et la

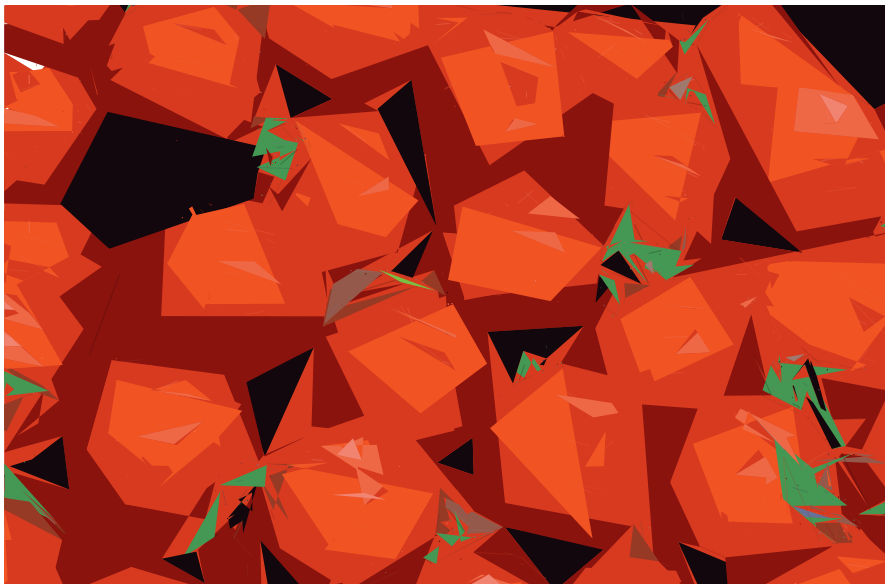
planification écologique en partant des propositions du commissaire Dacian Ciolos en charge de l'agriculture.

UNE ACTUALITÉ ESSENTIELLE : LA NÉGOCIATION SUR LA NOUVELLE POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

Un premier succès a été obtenu avec l'accord de la commission – après quatre ans de bataille à contre-courant – pour maintenir dans une version amendée les droits de plantation en viticulture. Par ailleurs, plutôt que d'accepter telle quelle la proposition de la commission d'imposer un minimum de trois cultures sur chaque exploitation céréalière en limitant la plus importante à 70 % de la superficie de l'exploitation et en hissant la plus marginale à 5 %, il faudrait une réforme qui impose de produire davantage de protéagineux et d'oléagineux de manière à ne plus dépendre du soja importé, transgénique de surcroît.

Plutôt que d'accepter de sortir 7 % des terres agricoles de la production par diverses mesures dites « agri-environnementales » – mais non réfléchies car tout droit sorties des cerveaux embrumés des idiots surdiplômés qui peuplent la Direction générale de l'agriculture à Bruxelles – il faudrait que la France proposât que l'agro-écologie et l'agroforesterie fussent aidées par la PAC en orientant une partie des aides pour promouvoir la mise en place de haies et de rangées d'arbres dans les plaines céréalières. On renforcerait ainsi le captage du carbone par les terres agricoles. On enrichirait les sols par les éléments nutritifs que les arbres puisent dans la roche mère pour les restituer en surface. On purifierait l'eau qui migre vers les nappes phréatiques car les racines des arbres récupèrent l'azote que les céréales n'ont pas consommé. Les essais réalisés sont assez probants pour affirmer que cette forme d'agroforesterie sera un atout majeur pour produire plus en freinant le réchauffement climatique. Nous voyons donc qu'il est possible d'avoir une application concrète de « la règle verte » en agriculture. Quant à la planification écologique, elle pourrait trouver sa concrétisation dans des contractualisations entre les producteurs, les transformateurs et les metteurs en marché, quitte à légiférer en ce sens. Ces contractualisations existent déjà pour les cultures de légumes destinées à la conserve et à la surgélation. Il est possible de les étendre à beaucoup d'autres productions. ■

*__Gérard Le Puill__ est journaliste honoraire et spécialiste des dossiers agricoles.



NOURRIR CORRECTEMENT ET DURABLEMENT L'HUMANITÉ TOUT ENTIÈRE

De nouvelles pratiques agricoles peuvent permettre de satisfaire une demande croissante en produits diversifiés, tout en ayant soin de ne pas sacrifier les potentialités productives des écosystèmes cultivés et pâturés. Mais la malnutrition est avant tout un problème de pouvoir d'achat.

PAR MARC DUFUMIER*

Nous sommes déjà plus de 7 milliards d'humains dans le monde et nous serons un peu plus de 9 milliards d'habitants en 2050. L'apparition de nouvelles couches moyennes dans les pays émergents d'Asie et d'Amérique latine (Chine, Inde, Brésil, etc.) et la hausse progressive de leur pouvoir d'achat se manifestent par une consommation accrue de produits animaux (œufs, lait et viandes). Et comme il faut de 3 à 10 calories végétales pour produire une calorie animale, il est à prévoir une augmentation encore plus rapide de la demande en produits végétaux. On peut raisonnablement anticiper un doublement de la demande en productions alimentaires végétales au cours des 40 prochaines années. Pourra-t-on satisfaire cette demande croissante en produits diversifiés, tout en ayant soin de ne pas sacrifier les potentialités productives des écosystèmes cultivés et pâturés au nom de la satisfaction des besoins immédiats ?

DES ÉCUEILS À ÉVITER

Il nous faudra, autant que possible, éviter :

- l'élargissement inconsidéré des surfaces cultivées ou pâturées au détriment des dernières forêts vierges et autres réserves naturelles de biodiversité ;
- l'épuisement des ressources en eaux de surface et souterraines découlant d'irrigations exagérées et mal conduites ;
- la contamination de l'air, des eaux, des sols et de nos aliments par les engrais de synthèse et les produits pesticides ;
- le recours exagéré aux énergies fossiles (produits pétroliers et gaz naturel) pour le fonctionnement des équipements motorisés ainsi que pour la fabrication des produits phytosanitaires et des engrais chimiques (urée, ammonitrates, sulfate d'ammonium, etc.) ;
- les émissions de gaz à effet de serre : gaz carbonique produit par la combustion des carburants, méthane issu de la rumination de nombreux herbivores, protoxyde d'azote dégagé lors de l'épandage des engrais azotés de synthèse, etc. ;
- la dégradation de la fertilité des sols (érosion, compactage, salinisation, etc.), suite à des labours trop fréquents et mal conduits ou résultant d'irrigations insuffisamment maîtrisées ;
- la prolifération inopportune de mauvaises herbes, d'insectes ravageurs et de champignons pathogènes pouvant cau-

> SUITE PAGE 14

SUITE DE LA PAGE 13 >

ser de graves dommages aux plantes cultivées et aux animaux domestiques.

DES TECHNIQUES AGRICOLES INSPIRÉES DE L'AGROÉCOLOGIE

Fort heureusement, il existe d'ores et déjà des techniques agricoles inspirées de l'agroécologie permettant d'accroître sensiblement les rendements à l'hectare, sans recours excessif aux énergies fossiles et aux produits phytosanitaires ; elles consistent en premier lieu à associer simultanément dans un même champ diverses espèces et variétés aux physiologies différentes (céréales, tubercules, légumineuses et cucurbitacées), de façon à ce que l'énergie solaire puisse être au mieux interceptée par leur feuillage et transformée en calories alimentaires au moyen de la photosynthèse. Ces associations et rotations de cultures protègent les sols de l'érosion, limitent la propagation des insectes ravageurs et diminuent les risques de très mauvaises récoltes en cas d'intempéries. L'intégration de plantes de l'ordre des légumineuses (haricots, fèves, soja, trèfle, luzerne, etc.) dans ces associations culturales permet de fixer l'azote de l'air pour la synthèse des protéines et la fertilisation des sols.

La présence d'arbres ou arbustes au sein même des parcelles cultivées ou le maintien de haies vives sur leur pourtour protège les cultures des grands vents et d'une insolation excessive, avec pour effet de créer un microclimat favorable à la photosynthèse et à la fixation de carbone. Grâce à leur enracinement profond, ils sont capables d'intercepter les éléments minéraux dans les sous-sols, au fur et à mesure de l'altération des roches mères. Transférés dans la biomasse aérienne des arbres et arbustes, les éléments minéraux sont ensuite déposés à la surface même des terrains lors de la chute des feuilles et branchages et peuvent alors contribuer à leur fertilisation. Les arbres et arbustes hébergent aussi de nombreux insectes favorables aux cultures, favorisent la pollinisation de celles-ci et contribuent à limiter la prolifération d'éventuels insectes prédateurs.

L'association des élevages à l'agriculture facilite par ailleurs l'utilisation des sous-produits végétaux dans les rations animales et favorise aussi la fertilisation organique des sols grâce aux excréments animaux.

POUVOIR D'ACHAT ET MALNUTRITION

Mais le problème de la faim et de la malnutrition n'est pas d'abord une question technique. C'est la faiblesse du pouvoir d'achat qui en est à l'origine. Les populations les plus pauvres ne parviennent toujours pas à se procurer des aliments disponibles sur le marché international qui sont vendus à des fabricants d'aliments du bétail et des usines d'agrocarburants. Ainsi en est-il chez nous des personnes qui fréquentent le Secours populaire et les Restaurants du cœur. Ainsi en est-il aussi et surtout des centaines de millions de personnes sous-alimentées des pays du Sud. Le plus urgent est donc de parvenir à une répartition plus équitable des revenus à l'échelle mondiale. ■

*Marc Dufumier est ingénieur agronome. Il est professeur émérite en agriculture comparée et développement agricole à AgroParisTech (Institut des sciences et industries du vivant et de l'environnement).

CONSTRUIRE UNE AUTRE CHAÎNE ALIMENTAIRE

En 2007, les spéculateurs financiers s'étaient emparés des déséquilibres de l'offre et de la demande pour provoquer une succession tragique d'envolées et d'effondrements des cours mondiaux agricoles. Pour autant, les différents types de marchés sont-ils tous néfastes ? Surtout, quelles mesures structurelles pourraient être adoptées pour réguler les prix et les marchés ?

PAR MAXIME BERGONSO*

Quelque chose ne tourne pas rond dans le fonctionnement de notre système alimentaire ? Alors que dans les pays du Nord le gaspillage est caractéristique de la « chaîne alimentaire », les pays du Sud subissent la famine et les émeutes de la faim éclatent. Notre relative situation d'abondance nous fait oublier à quel point une réorganisation de notre système alimentaire est une priorité politique.

LA CRISE ALIMENTAIRE

Elle a de multiples causes : les crises de surproduction dans les pays du Nord, l'absence de planification et de stocks de sécurité, la libéralisation totale des marchés agricoles dans le cadre des accords de l'OMC et sa conséquence, la spéculation financière sur les biens alimentaires. Les phénomènes spéculatifs ne sont pas nouveaux dans l'agriculture. La première explosion de bulle spéculative, au XVIIe siècle, concernait les bulbes de tulipes en Hollande. Le phénomène spéculatif n'est ni plus ni moins qu'un pari : un acteur va tenter de prévoir l'évolution du marché et intervenir sur ce marché, à l'achat ou à la vente, en espérant tirer un bénéfice de l'évolution des cours. Les nouvelles technologies ont permis de dématérialiser à très grande échelle presque tous les marchés et les matières premières agricoles n'ont pas fait exception.

En France, on parle du MATIF : le Marché à terme des instruments financiers, qui a été ouvert en 1986. Le fonctionnement est très simple. Par exemple un agriculteur X plante 50 hectares de blé. Il anticipe une récolte future de 400 tonnes. Comme les cours au moment de ses semis lui semblent rentables par rapport à ses coûts de production et son ambition de revenu, il va vendre une partie de sa récolte à ce moment sur le marché à terme. À la récolte, il vendra son blé sur le marché physique et soldera en même temps sa position sur le marché à terme. En face, on peut imaginer qu'un meunier ou un éleveur a acheté cette quantité, en réalisant les opérations inverses, toujours dans le même but. Remarquons que cette opération n'est pas de la spéculation : l'agriculteur se protège d'une potentielle chute des cours. Même si ces outils ne correspondent pas à l'agriculture paysanne que nous défendons, il faut reconnaître une certaine utilité dans le cadre d'un système capitaliste où la volatilité peut être anxiogène pour beaucoup d'agriculteurs.

Le lecteur averti par des années de lutte contre le capitalisme a pourtant évidemment compris que, comme pour tous les outils créés par les financiers, ils sont avant

tout pour les financiers. Il n'y a pas que les agriculteurs et les professionnels de l'agroalimentaire qui ont accès à ces outils ; les premiers sont mêmes peu nombreux car les outils en question nécessitent une formation adéquate, une production adaptée et beaucoup de temps. Les banques, les fonds de pension, d'investissement et autres acteurs financiers ont aussi accès à ce marché. Même si le *trader* ne connaît pas forcément la différence entre blé et orge, si ce n'est la différence de cours, il peut acheter et vendre sur ce marché sans jamais intervenir sur le marché physique. Au milieu des années 2000, alors que la crise des *subprimes* engendre la crise financière que nous connaissons, les *traders* ont momentanément le moral en berne. Le marché action n'est pas assez rémunérateur et la financiarisation de l'appareil industriel semble l'avoir tué. Il faut rapidement trouver une solution et, en 2007-2008, les prix des matières premières s'envolent, tout comme le nombre d'acteurs financiers actifs sur ces marchés. Il serait pourtant inexact de leur imputer intégralement la hausse des prix des matières premières.

> ***L'enjeu alimentaire et agricole était le premier souci pratique des révolutionnaires de 1789 et de 1917, il devra aussi l'être pour les communistes d'aujourd'hui.***

De nombreux facteurs sont concomitants : l'augmentation de la demande des pays émergents, l'émergence des biocarburants, l'absence de stocks d'intervention et les aléas climatiques sont à prendre en considération. On peut penser que dans un contexte très nettement haussier, les acteurs financiers ont accentué l'augmentation des prix en se positionnant à l'achat. Les conséquences tragiques de cette hausse des prix sont connues : les crises alimentaires et les émeutes de la faim se sont succédé ces dernières années. Ceux qui consacraient une grande partie de leur revenu à l'alimentation ont durement subi cette hausse.

UNE POLITIQUE INTERVENTIONNISTE FORTE POUR CONSTITUER DES STOCKS MONDIAUX

Les communistes n'ont cessé de tirer la sonnette d'alarme tout au long de ce phénomène et ont apporté des propositions pour permettre à chacun de manger à sa faim. L'idée qui guide nos propositions est simple : les produits agricoles sont avant tout des biens alimentaires et doivent être utilisés en conséquence. Pour contrer cette hausse, nous proposons donc d'arrêter l'utilisation des céréales pour la fabrication de biocarburants et de constituer des stocks d'intervention pour réguler les marchés. Quid de la spéculation ? Nous nous opposons à l'intervention des acteurs financiers dans ce délire spéculatif, mais pas seulement en vaines paroles. Nous avons besoin d'une politique interventionniste forte de la part de la puissance publique en constituant des stocks mondiaux, régionaux et nationaux pour endiguer la hausse. La constitution de ces stocks permettrait de réguler les prix, à la hausse comme à la baisse et surtout de s'assurer que la planète mange à sa faim. C'est aussi par la réorganisation et la régulation de ces stocks que nous voyons une porte de sortie à la crise du gaspillage, la FAO estimant qu'un tiers des aliments dans le monde seraient gaspillés. Les pertes dans les pays en voie de développement sont liées à 40% à de mauvaises infrastructures de stockage et de transformation après la récolte.
Réorganiser des stocks, très localement, afin de permettre aux populations d'organiser leur approvisionnement : voilà une politique alimentaire démocratique pour le XXIe siècle. Rien à voir avec les montagnes de beurre stockées naguère par l'Europe. Il s'agit bien de décentraliser ces stocks, en rapport avec les besoins des populations et en envisageant une solidarité en cas d'aléas climatiques inévitables dans l'agriculture. Pour transformer ces stocks localement, il faudra une industrie agroalimentaire de proximité. Cela permettra une transition écologique d'un modèle de production aujourd'hui pathogène pour les hommes comme pour la planète. L'enjeu alimentaire et agricole était le premier souci pratique des révolutionnaires de 1789 et de 1917, il devra aussi l'être pour les communistes d'aujourd'hui. ■

*Maxime Bergonso** est ingénieur en agriculture. Il développe en France des projets agricoles avec une association en milieu rural.

ENJEUX FONCIERS ET ALIMENTATION

L'enjeu foncier est un des défis majeurs pour l'agriculture et l'alimentation du XXIe siècle. La superficie agricole, disponible en quantité limitée, tend à se réduire sous l'effet de l'érosion, de la déforestation, des conséquences des changements climatiques ou de la demande d'usages non agricoles. Il en résulte une vive concurrence pour l'accès au foncier qui oppose les agriculteurs aux autres acteurs économiques, mais aussi les agriculteurs entre eux.

PAR JEAN-PIERRE BOINON*

En France, l'agriculture reste prépondérante dans l'utilisation des sols. La superficie agricole utile couvre plus de la moitié du territoire français et les deux tiers du territoire des communes rurales. Cependant, les exploitations agricoles ont perdu 1,3 million d'hectares en vingt ans. Et depuis les années 2000, la perte de surface agricole au profit des espaces artificialisés (constructions, infrastructures routières…) s'est accrue. Au rythme actuel, c'est l'équivalent d'un département français moyen qui disparaît tous les sept ans. Dès lors, les conflits d'usage des sols s'accroissent, notamment dans les zones périurbaines fragilisant les exploitations agricoles : coût du foncier accru, perte de potentiel d'activités, frein à l'installation ou à la reprise d'exploitations. L'exercice de l'activité agricole est même remis en cause dans ces espaces, en raison de nuisances (bruit, odeurs, épandages de pesticides…) non supportées par les riverains, ou du fait des conséquences sur le milieu des pratiques agricoles, notamment sur les nappes phréatiques.

ACCÉLÉRATION DU MOUVEMENT DE CONCENTRATION ET D'AGRANDISSEMENT DES EXPLOITATIONS

L'intensification qui a permis au cours des années 1960 à 1990 d'augmenter fortement la production agricole trouve aujourd'hui des limites. Elle ne fut possible que grâce à une augmentation du coût énergétique nécessaire à la fabrication des engrais, pesticides et herbicides utilisés pour augmenter les rendements. Cette intensification est aussi fortement consommatrice d'eau et induit une perte de la biodiversité agricole. Elle a fragilisé l'agriculture paysanne au bénéfice des grandes exploitations disposant de fortes capacités d'investissement et principalement tournées vers une production exportatrice, rendue possible en France par les mécanismes de soutien européen. La conséquence en fut une réduction drastique de l'emploi agricole, qui est passé de 4 millions d'actifs en 1960 à moins de 800 000 en 2010.

> *Une autre politique foncière est nécessaire en vue de stabiliser le nombre d'exploitations agricoles et favoriser les installations de jeunes agriculteurs, mais aussi de favoriser une agriculture plus diversifiée avec le développement de modèles de productions agricoles plus respectueux de l'environnement, autonomes et économes en ressources naturelles non renouvelables.*

Si dans les pays pauvres ou émergents à fort potentiel agricole, les achats de terres par des fonds souverains et investisseurs étrangers se développent rapidement, la France est encore peu concernée par le phénomène d'accaparement de terres. Quelques étrangers achètent des vignobles prestigieux, mais le phénomène n'est pas nouveau et à l'inverse, on a l'exemple de la société AgroGénération dont l'actionnaire principal est Charles Beigbeder, qui loue 50 000 ha en Ukraine. Dans la dernière période, on note en France, une accélération du mouvement de concentration et d'agrandissement des exploitations agricoles, avec un développement des formes sociétaires et une augmentation du prix des terres agricoles supérieure à l'inflation. Malgré la diminution de leur nombre, les exploitations agricoles françaises sont essentiellement des exploitations individuelles où la majorité des travailleurs sont membres de la famille du chef d'exploitation. La politique foncière mise en place avec le statut du fermage en 1946 a contribué à façonner la structure des exploitations agricoles françaises. Ce statut, en garantissant la stabilité du fermier, en encadrant le montant des loyers, en garantissant l'investissement du fermier et sa liberté de choix des productions, a été une pièce maîtresse de la politique foncière française. Là où prédominait encore la grande propriété foncière, les limitations du droit des propriétaires fonciers au bénéfice des fermiers ont favorisé le développement de la propriété paysanne par le rachat des terres par ces derniers.

Afin d'accélérer la restructuration des unités de production agricole, les lois d'orientation agricole de 1960 et 1962, donnaient le pouvoir d'orienter l'affectation des terres agricoles aux agriculteurs les plus favorables à la modernisation, en encourageant les petits paysans à libérer leurs terres au bénéfice des agriculteurs moyens aux gains de productivité potentiels élevés. Les outils mis en place pour réaliser ces objectifs ont été le contrôle des structures, qui nécessite de demander une autorisation d'exploiter, lorsqu'un agrandissement projeté dépasse une superficie maximale définie au niveau départemental, et le contrôle du marché foncier assuré par les Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER), qui ont un droit de préemption lors des ventes de terrains agricoles. Parce qu'ils étaient contrôlés par le syndicat agricole majoritaire, la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), ces outils de contrôle du foncier n'avaient pas pour objectif de défendre les petits paysans, mais d'assurer une assise foncière suffisante pour des exploitations fortement productives.

DÉMANTÈLEMENT DE LA POLITIQUE FONCIÈRE FRANÇAISE, OBSTACLE À UNE CONCURRENCE LIBRE ET NON FAUSSÉE

À partir des années 1980, l'insertion de l'agriculture dans les négociations commerciales internationales a mis en évidence les contradictions du dispositif français assez rigide réglementant l'accès à la terre. Les exploitants agricoles sont sommés de s'adapter rapidement aux signaux fournis par les marchés mondiaux des produits agricoles. Dans une Union européenne, où le foncier est beaucoup moins réglementé qu'en France, la politique foncière française peut paraître un obstacle à une concurrence libre et non faussée. Ces évolutions remettent en cause la politique foncière antérieure et les lois d'orientation agri-

cole de 2006 et 2010 inscrivent les exploitations agricoles dans une logique entrepreneuriale, suppriment pratiquement le contrôle des structures en augmentant les seuils nécessaires pour demander l'autorisation d'exploiter, mais surtout en facilitant le contournement de la réglementation par le développement des formes sociétaires. La recherche de baisse de coûts de production comme réponse à l'alignement des prix agricoles européens sur les prix mondiaux, tout comme les aides européennes fondées sur la superficie et non l'emploi, poussent les agriculteurs à augmenter leurs superficies, et donc à accélérer encore l'exode agricole qui a conduit à la disparition des agriculteurs au cours des 40 dernières années.

Une autre politique foncière est nécessaire en vue de stabiliser le nombre d'exploitations agricoles et favoriser les installations de jeunes agriculteurs, mais aussi de favoriser une agriculture plus diversifiée avec le développement de modèles de production agricole plus respectueux de l'environnement, autonomes et économes en ressources naturelles non renouvelables. Les outils réglementaires existants devront être renforcés et démocratisés, notamment par la définition d'un seuil de superficie au-delà duquel aucune autorisation d'exploiter ne pourra être accordée, où la préemption par les SAFER sera systématique, ceci afin d'enrayer une hausse du prix des terres qui serait un obstacle à l'installation de jeunes agriculteurs. En lien avec les élus locaux, une politique efficace de préservation des espaces agricoles doit être mise en œuvre. ■

*Jean-Pierre Boinon** est économiste. Il est professeur émérite d'économie agricole à Agrosup Dijon.

AGRICULTURE, PESTICIDES ET SANTÉ PUBLIQUE

Malgré un certain consensus politique et scientifique pour diminuer l'usage des pesticides pour des raisons de santé publique, les engagements régulièrement répétés peinent à être tenus. Les procédures complexes des autorisations de mise sur le marché et les difficultés scientifiques à établir la responsabilité exacte de chaque pesticide en sont la cause.

Par Jean-Pierre Leroux*

Parmi les engagements pris en 2007 lors du Grenelle de l'Environnement figurait l'objectif de réduire l'usage des pesticides de 50 % d'ici 2018. En 2011, le marché français des pesticides a progressé de 1,3 % en volume et de 5 % en chiffre d'affaires. Le ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, a déclaré le 24 juillet dernier, devant la mission d'information sur les pesticides et leur impact sur la santé et l'environnement que cet engagement était hors de portée.

Cette mission sénatoriale, après sept mois de travaux et 95 auditions, a présenté le 23 octobre dernier son rapport qui a été adopté à l'unanimité. Parmi les constats, la sous-évaluation des dangers et risques des pesticides pour la santé : la santé des utilisateurs (producteurs, agriculteurs…) dont les pratiques ne leur assurent pas une protection suffisante, mais aussi la santé des consommateurs.

Le rapport formule une centaine de recommandations. Parmi celles-ci, la nécessité d'une refonte des procédures d'autorisation de mise en vente des pesticides sur le marché. Actuellement, la firme qui souhaite commercialiser un nouveau pesticide fournit à l'Agence européenne de sécurité alimentaire (AESA ou EFSA en anglais) une étude attestant l'absence de dangerosité des substances actives. Après accord, celle-ci est alors transmise aux agences nationales : en France, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation (ANSES). Mais ni l'AESA, ni l'ANSES n'effectuent d'analyses en laboratoire. Leur expertise porte uniquement sur le dossier qui leur est présenté. Une procédure qui rend difficile le contrôle des données.

DES AUTORISATIONS FONDÉES SUR LA BONNE FOI DES FABRICANTS

Autre préoccupation, le rapport pointe l'insuffisance du suivi des produits après leur mise sur le marché à l'aune de leurs effets sanitaires réels et l'insuffisance de la prise en compte de leur innocuité pour la santé dans les pratiques industrielles, agricoles et commerciales. Le rapport préconise la reconnaissance des maladies professionnelles, une revendication qui a fait l'objet de nombreuses mobilisations, ainsi que la mise en œuvre d'une réelle politique de préventions des risques.

Les pouvoirs publics préconisent pour notre santé de manger cinq fruits et légumes par jour. Une nouvelle étude, publiée en août dernier par des chercheurs de l'université britannique d'Aston, démontre que le mélange de résidus de certains pesticides (l'étude portait sur trois fongicides très utilisés : le pyriméthanil, le cyprodinil et le fludioxinil) pouvant être contenus dans ces aliments peut démultiplier leurs effets. Il semblerait ainsi que des substances, jugées inoffensives en dessous d'un certain seuil, puissent endommager, lorsqu'elles sont combinées, certaines cellules du système nerveux central et entraîner le développement de maladies neurodégénératives (Alzheimer, Parkinson…), voire des risques cancérigènes. C'est le fameux effet « cocktail ».

Le problème est que cet effet « cocktail » n'est pas pris en compte dans les textes communautaires. Le règlement européen REACH analyse les effets des substances, produit par produit, et la commission européenne n'a pas encore décidé d'intégrer cette piste de recherches dans sa stratégie d'évaluation des produits. L'ANSES, quant à elle, a commencé au travers du programme Périclès, à travailler sur cette question et a identifié sept cocktails de molécules les plus fréquemment présentes dans les aliments. Les recherches sont en cours et la proposition de réduire la quantité des résidus autorisée dans les aliments formulée par certaines ONG est jugée prématurée par l'ANSES.

L'EFFET « COCKTAIL » DE CERTAINS PESTICIDES

Le lien entre certains pesticides, d'une part, et l'augmentation de certains cancers et la baisse de la fertilité, d'autre part, constitue une autre préoccupation. Sont tout particulièrement en cause les pesticides ayant des effets perturbateurs endocriniens. Rappelons que notre système endocrinien contrôle des fonctions essentielles comme la croissance, la reproduction ou la régulation du métabolisme.

> SUITE PAGE 18

SUITE DE LA PAGE 17 >

Un colloque international sur « les effets des perturbateurs endocriniens sur l'environnement et la santé » s'est tenu à Paris les 10 et 11 décembre dernier, sous l'égide de l'ANSES. Il a été rappelé que les perturbateurs endocriniens font partie des « risques émergents ». Un ensemble de substances chimiques sont en cause : les phtalates, les parabènes, le bisphénol A, les dioxines, certains pesticides… Des substances qui sont partout : dans l'alimentation, l'eau, l'air, les médicaments, les jouets, les produits ménagers…

> *Le rapport pointe l'insuffisance du suivi des produits après leur mise sur le marché à l'aune de leurs effets sanitaires réels et l'insuffisance de la prise en compte de leur innocuité pour la santé dans les pratiques industrielles, agricoles et commerciales.*

Mais les mécanismes d'action de ces produits dans l'organisme sont encore mal connus, même si de nombreuses études ont déjà permis de formuler des constats et d'avancer des hypothèses convergentes. Un prétexte que les industriels mettent en avant pour continuer à poursuivre leur production et retarder la recherche de produits de substitution.

À l'occasion de ce colloque, Delphine Batho, ministre de l'Écologie, a annoncé qu'un groupe de travail, associant toutes les parties prenantes, avait la mission d'élaborer d'ici juin 2013 une stratégie nationale comprenant des actions de recherche, d'expertise, d'information du public. Une liste de substances « susceptibles d'être en contact de populations sensibles ou pour lesquelles l'exposition est suspectée importante » sera établie et servira de base à l'adoption de mesures réglementaires.

Un programme d'action qui est généralement perçu comme une avancée, même si certains estiment que suffisamment d'études ont déjà été menées et que les effets avérés de certaines substances sur la santé justifient des mesures immédiates de retrait du marché. Dans le secteur de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire, cela se traduira à terme par de nouvelles pratiques plus soucieuses de la santé de tous et de l'environnement. ■

*Jean-Pierre Leroux** est administrateur de la caisse des écoles de Paris 10e.

LA POLITIQUE AGRICOLE AU MÉPRIS DE L'ALIMENTATION

Malgré l'intérêt croissant de citoyens et de collectivités territoriales pour une alimentation saine et inscrite dans des territoires, la commission européenne rate, selon la coordination européenne, Via Campesina, l'opportunité de la réforme en cours de la Politique agricole commune pour infléchir le cadre libéral et répondre à ces enjeux.

PAR GENEVIÈVE SAVIGNY*

À l'origine, la Politique agricole commune (PAC) affichait comme objectif principal d'assurer la sécurité des approvisionnements pour les Européens – six pays en 1962 – et pour cela d'accroître la production, d'assurer un revenu équitable à la population agricole, de stabiliser les marchés et garantir des prix raisonnables au consommateur. Des mécanismes de régulation des prix et des produits importés garantissaient cette stabilité du marché intérieur européen et ont permis une forte diminution du budget des ménages consacré à la nourriture, parallèlement à l'industrialisation et à la standardisation de l'alimentation.

Dans ses premières communications sur le projet de PAC 2014-2020 actuellement en discussion, la commission européenne a désigné la sécurité alimentaire comme un défi prioritaire. Cela s'est vite transformé en « production alimentaire viable » et traduit dans les objectifs politiques en « besoin d'améliorer la compétitivité du secteur ». Le reste en découle : des aides directes à l'hectare afin d'abaisser le prix de revient des produits européens nécessaires à l'agro-industrie, dans la poursuite du système installé lors de la réforme de 1992 lors de la création de l'OMC et de l'ouverture de l'agriculture à l'économie mondialisée.

LA RÉFORME DE LA PAC RATE L'OBJECTIF ALIMENTAIRE

Constatant les déséquilibres dans la chaîne alimentaire, la commission cherche à encourager la « contractualisation », mais l'expérience du secteur fruits et légumes – ou depuis peu du lait (avec la disparition du système des quotas) – qui subit des crises récurrentes, montre qu'il n'y a pas de miracle. Les producteurs disparaissent (moins 25 % de fermes dans l'UE à 27 durant les 10 dernières années) et le prix de l'alimentation ne cesse d'augmenter, au point que de plus en plus de pauvres ne parviennent plus à se nourrir décemment en Europe et dépendent de l'aide alimentaire. Celle-ci dépend en bonne partie du PEAD (programme européen d'aide aux plus démunis) inclus dans la PAC où il ne représente que 500 millions d'euros soit moins de 1%. Pourtant, même cette somme modeste est aujourd'hui mise en cause par plusieurs pays européens, prétendant que les aides sociales doivent relever des États et non de l'UE.

> *Les pauvres des villes devraient être totalement intégrés dans la mise en place des politiques alimentaires.*

La gestion caritative de la pauvreté et de la faim n'est pourtant pas à nos yeux la solution. Comme les paysans se sont organisés et luttent pour la souveraineté alimentaire, celle-ci concerne aussi les consommateurs, et en particulier les pauvres des villes qui devraient être totalement intégrés dans la mise en place des politiques alimentaires.

La qualité et les productions traditionnelles qui font la richesse de la culture européenne devraient également être favorisées par la politique agricole. Or les normes de plus en plus drastiques pèsent notamment sur les petites fermes amenées à cesser leur activité. Les quelques mesures pour favoriser l'aménagement des ateliers contenues dans le deuxième pilier de la PAC (développement rural) ou les politiques de labellisation (AOP, IGP…) peinent à contrebalancer la tendance.

La crise alimentaire de 2008 n'a guère influencé les politiques au-delà d'un discours convenu et la réforme de la PAC rate l'objectif alimentaire. Pourtant, c'est une question qui intéresse de plus en plus d'organisations citoyennes, d'élus, et de collectivités locales où les initiatives foisonnent.

Lors d'un colloque à Paris *Nourrir les villes*

et développer les campagnes pour une alimentation durable et responsable de nombreuses initiatives étaient présentées pour permettre une alimentation bio ou locale dans les cantines, ou pour relocaliser l'alimentation dans un territoire donné, sans oublier les circuits courts à vocation sociale.

UN MONDE FOISONNANT D'IDÉES ET DE RÉFLEXIONS POUR RÉPONDRE AU DROIT À L'ALIMENTATION

La commission européenne elle-même a lancé récemment une réflexion pour « nourrir durablement la planète » avec un séminaire rassemblant à Bruxelles les parties prenantes avec un appel ouvert à participation et contributions. Plusieurs directions générales étaient représentées : santé, recherche, régions, environnement, sous la présidence d'un fonctionnaire de l'agriculture qui a lancé brutalement les choses. Précisant qu'il ne s'agissait pas de nourrir le monde mais d'abord les Européens, il a lancé : Notre système alimentaire n'est pas durable – il doit évoluer – que peut faire l'intervention publique ? » Le cadre reste libéral dans la « Stratégie 2020 » pour une croissance intelligente, durable et inclusive, mais on perçoit l'arrivée de réflexions encore impensables il y a quelques années. Outre des chercheurs ou économistes, de nombreux représentants de l'industrie agroalimentaire participaient à ce séminaire. Ils sentent le vent tourner et doivent au plus vite s'adapter à une nouvelle donne. En revanche, en dehors d'organisations paysannes progressistes, peu d'agriculteurs s'étaient impliqués. Quant aux citoyens, aux usagers, ils restent très peu représentés dans toutes ces instances, c'est pourtant un enjeu capital pour chacun. ■

*__Geneviève Savigny__ est éleveuse de volailles fermières dans les Alpes-de-Haute-Provence. Ancienne secrétaire nationale de la Confédération paysanne, elle est aujourd'hui membre du bureau de la coordination européenne Via campesina.

ALLIER : EXPÉRIENCES, INCERTITUDES, ACTIONS ET OBJECTIFS

Dans une politique agricole fortement encadrée et orientée par les lois du système capitaliste mondialisé, les communistes de l'Allier à la tête du conseil général posent la question du devenir d'un potentiel capable de contribuer aux enjeux alimentaires contemporains en créant de l'activité et de l'emploi en développant les territoires. Un travail qui a du sens, mais se confronte à la logique capitaliste.

Par Georges Thin*

De l'encouragement aux initiatives locales à la remise en cause de la domination financière, nous posons l'objectif de reconquérir de l'autonomie pour les exploitations, de retravailler les rapports de proximité entre les producteurs et les consommateurs dans un contexte économique difficile dominé par le libéralisme économique et avec des acteurs souvent dispersés et aux intérêts parfois contradictoires. Expérience en cours qui prend le contre-pied de la tyrannie de l'austérité dans l'enjeu universel d'une agriculture paysanne en recherche d'émancipation et de développement.

L'AGRICULTURE DE L'ALLIER : ATOUTS, MUTATIONS ET POTENTIELS

Pour un département comme l'Allier, la production agricole et les activités agroalimentaires recouvrent d'importants enjeux. Enjeu économique, en termes de richesses créées, d'emplois directs et induits, enjeu social, enjeu de développement des territoires que l'on dit du *rural profond* pour lesquels l'agriculture demeure le *gros moteur* de développement.

Avec ses réalités fortes, des atouts diversifiés, des savoir-faire séculaires, un ancrage historique d'une paysannerie progressiste, le département dispose d'un vrai potentiel fortement mis à mal par les évolutions de ces dernières décennies. L'Allier ne compte plus que 5 781 exploitations en 2012. Pour 300 départs par an ne correspondent plus que l'installation de moins de 50 jeunes, tous projets confondus, une trentaine seulement en structures « traditionnelles ». Dans ces conditions, la superficie moyenne des exploitations augmente de façon « exponentielle » chaque année. Aujourd'hui, notre agriculture manque de bras pour mettre pleinement en œuvre son potentiel.

Mettre au service des besoins de la société, cet atout économique, social, écologique est un réel défi dans une situation où les plus forts potentiels de développement agricole se situent dans des zones où la dépression démographique se poursuit. Cet aspect en soi est un frein au déploiement… Qui sera intéressé par une installation dans un désert démographique ?

LE CONSEIL GÉNÉRAL : UN OUTIL D'APPUI

L'attention des communistes et de leurs élus pour l'agriculture n'est pas une démarche nouvelle. Dès 1979, avant la première loi de décentralisation de 1982, les élus communistes du conseil général de l'Allier exerçant la responsabilité de la présidence ont impulsé, en liaison avec des organisations agricoles et professionnelles très représentatives et au sein desquelles les communistes étaient influents, des actions en faveur de l'agriculture : installation des jeunes, qualité, protection sanitaire des cheptels, aide aux coopératives, CUMA (coopérative d'utilisation du matériel), aide au drainage… comme en faveur de la voirie rurale et communale.

> ***Les plus forts potentiels de développement agricole se situent dans des zones où la dépression démographique se poursuit.***

Ces actions ont été durables même si la droite qui a repris le conseil général en 1982 en a modifié, parfois inversé les critères.

La reprise du conseil général par la gauche sous présidence communiste de 1998 à 2001 a amené de nouvelles adaptations, par exemple, une implication forte dans la crise de l'ESB (encéphalopathie spongiforme bovine) avec l'appui du laboratoire départemental

> SUITE PAGE 20

SUITE DE LA PAGE 19 >

d'analyses (privatisé depuis !).
En 2008, le PCF se voit à nouveau confier la responsabilité de la présidence du conseil général ; au sein de l'exécutif il pilote les actions en faveur de l'agriculture et de la forêt dans un contexte d'approfondissement de la crise générale. Le paysage syndical et professionnel a profondément changé, modifiant les conditions de travail commun.

AGIR ET DONNER DU SENS

Dans le budget 2013, le conseil général consacre 3,17 millions d'euros en faveur de l'agriculture et de la forêt. Les actions en direction des exploitations, des organismes professionnels, associatifs, syndicaux ou coopératifs sont guidées par l'objectif de reconquête d'autonomie et de valeur ajoutée sur les exploitations et le département. Il ne s'agit bien sûr que d'une entrée dans un interstice étroit laissé par la Politique agricole commune qui détermine sur le fond la vie et l'avenir des exploitations.
Le conseil général intervient en appui aux installations, aux coopératives et CUMA, pour la modernisation et la mise aux normes des exploitations, les investissements dans les bâtiments d'élevage, la qualité des productions, la promotion des productions locales… Nous avons mis en place une aide directe aux éleveurs pour reconquérir une production de bovins finis… Nous avons travaillé pour permettre l'approvisionnement des restaurants des collèges, EPHAD (Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes), etc. en produits locaux en intégrant par exemple le bilan carbone dans les critères des appels d'offres… Nous agissons sur d'autres terrains importants : orientation des structures, banques, enseignement agricole (chantier de sauvetage du lycée agricole de Lapalisse en cours)… Ces actions aux effets réels, bien que limités sur les réalités économiques dominées par l'organisation libérale et mondialisée des marchés agricoles, ont une résonance sur le plan du sens, d'autant plus qu'elles sont mises en œuvre dans la concertation.
Un travail d'évaluation et de croisement des approches est indispensable à l'échelon départemental et bien au-delà. Car ce sens donné ne peut être totalement fécond que si nous parvenons à ouvrir plus grand les interstices et surtout à mettre en cause les logiques capitalistes et leurs déclinaisons locales et régionales. Il nous faut, à ce propos, investir le chantier de nouvelle réforme de la PAC. ■

***Georges Thin** est responsable départemental du PCF, collaborateur du groupe communiste du conseil général de l'Allier.

POUR UNE AGRICULTURE SOCIALE ET PROGRESSISTE

L'agriculture et l'industrie agroalimentaire constituent des secteurs essentiels à notre économie nationale qui sont bradés sur l'autel de la « concurrence libre et non faussée », véritable dogme imposé par les sociétés transnationales auquel l'Europe, dominée par les mêmes intérêts capitalistes n'a même pas fait mine de résister.

PAR JEAN-LUC BINDEL*

En acceptant d'inscrire l'agriculture dans les négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les dirigeants européens, qu'ils soient de droite ou sociaux-démocrates ont capitulé sans combattre face aux exigences américaines, démantelant de façon systématique toute la Politique agricole commune qui était fondée sur la préférence communautaire. Le patronat de l'industrie agroalimentaire, celui de l'agrochimie ou de la distribution, ont ainsi privilégié, dans le seul but d'accroître leurs profits, l'approvisionnement au moindre coût, au mépris de la traçabilité, de la qualité des produits, laissant place à toutes les fraudes à grande échelle, à la multiplication des crises sanitaires, comme cela vient une énième fois d'être révélé par l'histoire des « lasagnes à la viande de cheval ».

Les milieux dirigeants de l'agriculture ont accompagné ces politiques et imposé leurs choix qui ont pour conséquence concentration des exploitations, utilisation irrationnelle des terres, productivisme et intégration européenne, soumission de l'agriculture aux intérêts des multinationales de l'agroalimentaire, de la chimie et de la distribution. Notre souveraineté et notre indépendance alimentaires sont remises en cause. Les conséquences sociales de ces politiques se mesurent par les restructurations et fermetures d'entreprises, la perte de dizaines de milliers d'emplois dans l'agriculture et l'industrie, la réduction constante du nombre d'exploitations agricoles.

LES BESOINS DES SALARIÉS AGRICOLES

Lors de la campagne pour les élections aux chambres d'agriculture, notre fédération a mis en avant des propositions concrètes pour une politique agricole nationale, créatrice d'emplois, respectueuse de l'environnement, structurante par l'aménagement du territoire, assurant un approvisionnement stable des populations en produits agricoles et alimentaires à des prix socialement acceptables, s'inscrivant dans la solidarité internationale.

La prise en compte des revendications sociales des salariés agricoles est essentielle pour atteindre ces objectifs. C'est ce qu'ont clairement signifié les salariés de la production agricole qui ont, avec 36% des voix, confirmé la CGT comme premier syndicat. La revalorisation des salaires et du vpouvoir d'achat est une nécessité sociale et économique.

> *« L'espérance de vie des salariés agricoles est en moyenne inférieure de 6 ans à celle d'autres catégories socioprofessionnelles, notamment du fait des mauvaises conditions de travail, de l'utilisation des produits phytosanitaires »*

80% des salariés de l'agriculture sont payés au SMIC, alors que les qualifications mises en œuvre, notamment par l'utilisation de produits phytosanitaires, de mécanisation, de conduite informatique des élevages par exemple, ne cessent de s'élever. La revendication d'un salaire minimum à 1 850 € et la reconnaissance des qualifications dans de véritables grilles hiérarchiques de salaires

répond à cette nécessité. La précarité de l'emploi, les questions de logement et l'absence de transports publics en milieu rural sont autant de sujets pour lesquels la CGT avance des propositions concrètes pour développer l'emploi permanent et répondre aux besoins des salariés agricoles.

L'espérance de vie des salariés agricoles est en moyenne inférieure de six ans à celle d'autres catégories socioprofessionnelles, notamment du fait des mauvaises conditions de travail, de l'utilisation des produits phytosanitaires souvent sans réelle information sur leur dangerosité, et sans réelle formation. Notre revendication d'un accès gratuit à la santé et d'une retraite à 55 ans répond pleinement à l'exigence de justice sociale.

Le développement de l'agriculture et de l'agroalimentaire, la reconquête de notre souveraineté alimentaire, le renforcement de la qualité des produits et la sécurité sanitaire des aliments doivent s'appuyer sur des politiques répondant aux besoins des populations et non aux exigences de profits de quelques grands groupes qui, s'appuyant sur l'Europe, imposent de véritables carcans aux peuples. La renationalisation maîtrisée de la politique agricole doit permettre de reconquérir notre souveraineté alimentaire autour de la structuration de véritables filières agricoles et agroalimentaires répondant aux besoins économiques. Les politiques impérialistes d'utilisation de l'arme alimentaire pour imposer les politiques libérales aux peuples, ouvrir les marchés pour leurs sociétés transnationales, sont directement responsables de la mort, de la malnutrition, de la faim qui touchent 1 milliard d'êtres humains dans le monde. De par ses atouts agricoles, notre pays s'honorerait à impulser des formes de coopération internationale fondées sur la recherche de l'avantage mutuel, respectant le droit à la souveraineté des peuples, répondant aux revendications sociales des salariés agricoles et de l'agroalimentaire.

Engager résolument des politiques en rupture avec les logiques capitalistes de recherche du profit, en donnant des droits nouveaux aux travailleurs, agir pour une agriculture répondant aux besoins des peuples, c'est cela construire une agriculture sociale et progressiste. ■

*__Jean-Luc Bindel__ est secrétaire général de la Fédération nationale agroalimentaire et forestière (FNAF) CGT.

ENSEIGNER AUTREMENT POUR PRODUIRE AUTREMENT…

Repenser un nouvel enseignement agricole, dans ses contenus et dans ses pratiques constitue un enjeu prioritaire si l'on veut encourager une réorientation de l'agriculture et une autre vision du monde rural.

Par Gérard Pigois, Serge Pagnier, Yohann Vigner*

Les lois d'orientation agricole de 1960 et 1962 (Pisani) ont structuré un modèle d'agriculture qui répondait dans la période de l'après-guerre à la volonté de couvrir les besoins alimentaires de la population. Durant des décennies, c'est la politique du « produire plus » qui s'est imposée et il aura fallu attendre bien longtemps et quelques crises majeures pour que soient enfin reconnus les stigmates de cette orientation, renforcée au fil des ans par les politiques libérales de l'UE.
On mesure bien aujourd'hui les travers, les dangers et les conséquences de ce modèle productiviste pour les ressources naturelles, l'emploi, l'aménagement des territoires, la santé publique… Mais, au-delà des discours, il demeure encore aujourd'hui le modèle dominant, témoignant ainsi de la puissance du « logiciel » initial…
Si le « succès » de cette orientation politique a reposé sur des facteurs tels que la modernisation de l'agriculture (mécanisation), les « révolutions techniques » (génétique végétale et animale, alimentation animale…), une politique de prix, il faut aussi comprendre que l'accompagnement mis en œuvre à l'époque par la création de l'enseignement agricole contemporain en a certainement constitué l'un des plus efficaces.
Les générations d'agriculteurs, qui partent en retraite aujourd'hui ont ainsi été formées au « produire plus » par l'enseignement agricole et ont su le mettre en œuvre.

L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE DOIT D'ABORD FORMER DES CITOYENS !

Dans un monde de plus en plus complexe à appréhender, fournir aux futurs citoyens les outils de connaissance, de compréhension, d'analyse et de réflexion constitue une priorité absolue. Il s'agit bien de permettre à chacun, à travers le développement d'une « culture du doute » d'être responsable de ses propres choix et de ne pas être victime de choix « formatés ».
C'est ainsi que pourrait être proposée, sous des formes adaptées, l'introduction de cours de philosophie dans tous les programmes de formation. Comment accepter qu'à ce jour, les filières professionnelles, prétendument réformées par la droite au nom de l'égale dignité entre les différents baccalauréats, soient les seules à ne pas comporter de philosophie !

Il faut donner les bases culturelles, techniques et professionnelles les plus larges à toutes et tous si l'on veut des citoyens responsables et en capacité de s'adapter au monde qui change. C'est pourquoi, il faut allonger la durée de scolarité, élever les niveaux de qualification et ne pas enfermer les élèves dans une spécialisation précoce.

L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE ET LES CONTENUS DE FORMATION

Les programmes de formation, historiquement coécrits par le ministère de l'agriculture et « la profession » (lire la FNSEA) qui continue aujourd'hui d'influer sur les contenus, doivent échapper à ce lobbying.
Il faut créer une structure d'élaboration des programmes véritablement respectueuse de la diversité des points de vue, y compris en y associant la société civile. Les contenus doivent être retravaillés, indépendamment de tout modèle. Ils doivent prendre en considération les nouvelles fonctions de l'espace rural, intégrer en profondeur toutes les dimensions du développement durable, s'ouvrir à la dimension internationale. L'enseignement agricole public n'a pas vocation à promouvoir un modèle en particulier. Il a en revanche le devoir d'assurer la réflexion autour des différents types de production et de commercialisation. Cet objectif passe par la nécessité de garantir des formations multipliant les situations diversifiées d'apprentissage. Les cours disciplinaires, les observations sur le terrain, les visites et les rencontres avec les différents acteurs du monde rural et

> SUITE PAGE 22

SUITE DE LA PAGE 21 >

agricole, les stages et les séquences pluridisciplinaires sont autant de situations qui permettent un enseignement ouvert. Cet objectif suppose l'attribution de moyens humains (dotation en personnels et capacité à travailler en petits groupes) et logistiques (transport des élèves) à la hauteur des enjeux.

SOUTENIR LES EXPLOITATIONS DES LYCÉES AGRICOLES PUBLICS

Mises en place conjointement avec l'enseignement agricole « moderne », elles ont été le reflet de l'époque où s'est imposé le modèle d'agriculture productiviste qu'elles avaient pour mission de vulgariser.
Un plan de soutien et d'aide aux innovations de ces exploitations doit être entrepris pour qu'elles donnent à voir la diversité des productions et des systèmes. Le modèle dominant d'agriculture est aujourd'hui sérieusement contesté, interrogé, remis en cause par la société et les consommateurs, au regard des conséquences sociales, économiques, écologiques qu'il a générées…

> *« Il faut créer une structure d'élaboration des programmes véritablement respectueuse de la diversité des points de vue, y compris en y associant la société civile. »*

Les questions de sécurité alimentaire, de conditions de production et de commercialisation, d'éthique citoyenne sont au cœur des débats dans notre société.
Par son histoire singulière de cogestion avec « la profession » agricole, l'enseignement agricole est évidemment influencé par ces questionnements.
Il y a urgence à engager les réformes qui le rendront vraiment indépendant, à commencer par le soustraire à la tutelle du ministère de l'agriculture pour l'associer à l'Éducation nationale dans un ministère unique de l'éducation et de la formation.
Il y a urgence enfin à redonner la priorité à l'enseignement agricole public dans tous les secteurs de formation : la production, bien sûr, au regard des enjeux mais les services aussi qui constituent un enjeu non moins important, s'agissant du maintien et du développement de territoires ruraux vivants et attractifs ! ■

*Gérard Pigois, Serge Pagnier, Yohann Vigner** sont syndicalistes dans l'enseignement agricole.

L'HEURE EST-ELLE ENCORE À LA RÉVOLUTION VERTE EN INDE ?

L'analyse de la révolution verte montre que ses objectifs restent d'actualité pour nourrir 1,2 milliard d'hommes en respectant les fonctions sociale, culturelle et environnementale de l'agriculture.

PAR FRÉDÉRIC LANDY*

Quand a commencé la révolution verte en Inde ? On a coutume de souligner l'alerte dramatique des deux mauvaises moussons successives de 1964 et 1965, qui auraient servi de catalyseur, face aux risques de famine, pour révoquer la politique menée depuis 1956 favorisant les importations de blé américain.
La révolution verte incluait trois éléments « technologiques » : semences améliorées, diffusion et subvention des engrais chimiques, développement de l'irrigation souterraine. Quatrième élément, fondamental : la machinerie des prix d'intervention (*procurement prices*), relativement élevés et surtout sans forte variabilité interannuelle. Les agriculteurs ont donc la garantie de pouvoir vendre leurs surplus de façon rentable, ce qui est une incitation clé à l'intensification des systèmes de culture.

LES RÉSULTATS SONT SPECTACULAIRES

Dès 1977, l'Inde exporte des céréales. Ceci est d'autant plus remarquable que cette politique alimentaire repose sur deux piliers apparemment contradictoires, mais que l'Inde parvient à concilier : un volet productiviste, facteur d'intensification de l'agriculture ; et un volet social, avec la distribution subventionnée de riz, blé et sucre produits nationalement. L'Inde, dans le dilemme alimentaire que connaissent tous les pays du Sud – satisfaire les agriculteurs (avec des prix élevés) ou les consommateurs (avec des importations bon marché) – a refusé de choisir.
Mais la réussite de la révolution verte en Inde est aussi fondée sur des mouvements séculaires de fond qui ont fourni un terreau favorable à ce que « prenne » ce processus d'intensification. Ainsi d'une « tradition » ancienne de recherche agronomique, de la petite taille des exploitations engendrées par les fortes densités de population, d'investissements en faveur de l'irrigation et ce dès la période précoloniale, ou encore du cadastrage précoce et des réformes agraires qui ont suivi l'indépendance. L'Inde, pays de petits producteurs, offrait un bon cadre à l'intensification agricole.

ANCIENNES ET NOUVELLES CRITIQUES DE LA RÉVOLUTION VERTE

Quand s'est arrêtée la révolution verte ? En 1991, la signature d'un plan d'ajustement structurel signe le début officiel d'une libéralisation économique : celle-ci va épargner l'essentiel du système des prix et des subventions mais supprimer les directives qui obligeaient les banques nationalisées à prêter aux (petits) agriculteurs. À la fin des années 1990, la hausse des rendements pour le blé et le riz ralentit fortement. La disparition de l'État volontariste des années 1960 explique en partie l'arrêt de la « révolution ».
Mais la révolution verte était, bien avant ce tournant, déjà l'objet de critiques anciennes concernant les processus de concentration auxquels elle présidait.
Concentration culturale tout d'abord : les gains de productivité ont concerné le blé, le riz ou la canne à sucre, laissant sur la touche d'autres cultures (protéagineux et oléagineux) pourtant fondamentales pour l'économie agricole et l'alimentation indienne. Les importations d'huile de palme sont désormais un fardeau considérable pour la balance commerciale, et la « sécurité alimentaire » nationale.
Concentration sociale ensuite. Les Cassandre annonçant que la révolution verte allait enrichir les riches et appauvrir les pauvres avaient tort : les riches sont devenus plus riches et les pauvres… un peu moins pauvres. Mais la période récente a aggravé les clivages socio-économiques. Les besoins en main-d'œuvre agricole déclinent étant donné certains processus d'extensification : dans le sud de l'Inde, les rizières sont cultivées avec une et non plus deux récoltes par an, ou converties en plantations. D'autre part, la

baisse voire l'épuisement des nappes souterraines a engendré une course suicidaire à des forages de plus en plus profonds qui a mis sur la touche les paysans dépourvus de capital, tandis que les agriculteurs aisés ont pu garder accès à l'eau.

Concentration spatiale enfin. La révolution verte s'est développée entre Punjab, Haryana et Uttar Pradesh occidental, dans les deltas rizicoles, ou dans les poches irriguées par barrage. Elle s'est diffusée ensuite de façon fort précaire et des régions entières sont demeurées à l'écart du processus, en particulier les collines forestières peuplées de minorités tribales *adivasi*, du Jharkhand à l'Andhra Pradesh : une bande méridienne aujourd'hui théâtre des révoltes maoïstes naxalites, avec des cantons entiers tenus par les guerilleros.

Depuis les années 1990, comme la Politique agricole commune européenne, la révolution verte est sous le feu de critiques économiques, sociales et écologiques, qui mettent en question la *durabilité* du processus.

Critique économique : Le poids de la machinerie alimentaire et toutes les subventions à l'agriculture ne dépassent pas 1% du PIB, ce qui, vu les enjeux, ne paraît pas un montant injustifié. Mais beaucoup d'argent est gaspillé, et des produits subventionnés sont détournés vers le marché libre.

Critique sociale : alors même qu'un cinquième de la population souffre de sous-nutrition, des exportations massives de grain ont souvent lieu. L'Inde ne peut donc être considérée comme disposant de la sécurité alimentaire au sens fort du terme. Ne faudrait-il pas privilégier l'alimentation des plus pauvres, quitte à distribuer davantage ?

Sur le front de l'agriculture, la révolution verte avait certes pu rendre viables des exploitations d'un demi-hectare si elles disposaient d'irrigation, mais il est évident que le salut des campagnes indiennes ne pourra provenir de l'agriculture seule. Une diversification économique rurale « à la chinoise », avec une double activité et des emplois non agricoles viendraient suppléer à la petitesse des exploitations et au nombre des prolétaires agricoles.

Critique environnementale : La pollution des nappes par les engrais chimiques semble encore peu forte. Davantage que la qualité des eaux, c'est plutôt la qualité des sols qui est problématique, étant donné le degré de salinisation de ceux-ci. Continuer à équiper, avec de nouveaux barrages, les grands cours d'eau, ou mettre en œuvre les projets de transferts entre bassins considérés comme excédentaires et bassins déficitaires, va réduire drastiquement une partie du débit apparemment inutilisée mais indispensable au maintien des écosystèmes aval en place.

QUELLES SOLUTIONS ?

Le paradigme de l'intensification ne peut plus être conservé comme tel : une gestion plus raisonnée des ressources demeure une nécessité. Les rendements pourraient stagner voire baisser au nom d'une réduction des intrants, mais avec une compensation grâce à la réduction des pertes lors de la première transformation, du stockage et du transport. Ceci justifie les processus d'intégration de l'agriculture dans l'agroalimentaire, encouragés par l'État mais le plus souvent laissée au secteur privé. La gauche indienne critique cette intégration : on voit mal comment l'État parviendrait à imposer des cahiers des charges suffisamment stricts pour que les producteurs aient une sécurité garantie.

Reste à reconnaître la « multifonctionnalité de l'agriculture ». Comme en Europe, l'agriculture produit des services environnementaux discrets, tels que la recharge des nappes ou la lutte contre le ruissellement dans les zones de terrasses rizicoles. La Chine commence à verser des aides directes à ses agriculteurs. Il est temps que l'Inde fasse de même, pour les encourager à contribuer à la sécurité alimentaire de la nation, à contenir l'exode rural, et… maintenir des paysages. La valeur patrimoniale accordée en France à l'agriculture a augmenté avec la diminution du nombre de ses agriculteurs : c'est quand on perd quelque chose qu'on le regrette le plus… Étant donné le fort attachement pour l'agriculture et, ce qui n'est pas contradictoire, le dédain croissant pour cette activité, un semblable processus pourrait se produire en Inde.

Cette fonction culturelle de l'agriculture s'ajoute à sa fonction sociale et à sa fonction environnementale, et la rend d'autant plus précieuse. Quant à sa fonction alimentaire, la crise des prix agricoles mondiaux, depuis 2007, a montré qu'elle gardait un rôle de premier plan – en Inde encore plus qu'ailleurs. Produire pour nourrir 1,2 milliard d'hommes n'est pas si aisé. Comme quoi les objectifs premiers de la révolution verte ne sont pas si surannés… ■

*__Frédéric Landy__ est géographe. Il est professeur à l'université de Paris-X, directeur du Laboratoire de géographie comparée des suds et des nords (Gecko).

FORUM DES LECTEURS

2 000 lecteurs supplémentaires se sont connectés sur Internet pour le numéro 24 de votre revue « Les mots piégés » !

Bravo pour ce riche numéro

Les mots piégés, *sauf – pour « Sociétal » : article médiocre et un peu normand, - pour « Race » : très bon dans l'ensemble, mais auquel il manque le concept de « rejet de l'altérité ». J'utilise encore le* Dictionnaire économique et social, *Éditions sociales de 1975. Pourquoi ne pas poursuivre cet inventaire des mots piégés, jusqu'à en faire un ouvrage, plus idéologique qu'économique ? Cela manque.*

Jean

Les chevaliers du guet vous invitent...

Suite aux excellents articles sur « le poids des mots ». Modeste contribution de quelques camarades pour mettre en pratique au quotidien une lutte contre la *novlangue* des journalistes : Les chevaliers du guet, un collectif d'internautes vigilants sur les dérives LQR des journalistes (la *Lingua Quintae Respublicae*, la nouvelle langue chérie des média). Cette façon de parler actuelle qui substitue aux mots de l'émancipation et de la subversion ceux de la conformité et de la soumission… Les chevaliers du guet se proposent de donner un outil de résistance à celles et ceux qui se plaignent souvent des média sans toutefois s'engager (par impuissance) à les contrer.

Il s'agit de repérer au jour le jour (ou à l'occasion) les pratiques LQR des journalistes dans les différents média (presse écrite, radio, télévision, Internet…) et de les contester directement auprès de leurs auteurs dans le but de leur faire prendre conscience des dérives de langages auxquelles ils se prêtent.

Les chevaliers du guet partagent leurs coups de gueule et leurs propositions d'actions grâce à la liste de discussion… Ils agissent ensuite en leur âme et conscience (et en leur nom) auprès des journalistes.

http://chevaliersduguet.free.fr

Pierre

Le cru de ce mois-ci est excellent, bravo pour le dossier « les mots piégés »

Béatrice

Il y a sans doute de quoi écrire un livre à propos de ces mots. Mais il y en a d'autres qui à l'opposé de ceux cités dans l'article, font passer pour de la pure démocratie, de la liberté absolue ou mieux encore pour des concepts allant de soi, les pires enfantements de la société libérale. Tiens justement celui-là, quoi de plus rassurant à l'oreille que la société libérale ou encore le libéralisme économique, ces mots qui portent en eux l'absence de contraintes, donc davantage de liberté. Il y a aussi ceux qui font dans le modernisme et voudraient, à peine prononcés, faire couler ceux qui les utilisent dans le moule de la fatalité, comme la mon-dia-li-sa-tion. Mais que faire contre ce monstre ?

Mary

De la permanence artistique

[…] La mise à disposition permanente d'une troupe de comédiens auprès d'un metteur en scène directeur d'un centre dramatique national (CDN) permet de répondre avec une grande facilité aux besoins multiples du théâtre : répétitions en journée, représentations le soir, rencontres diverses dans les collectivités, enregistrements, lectures, matinées poétiques etc. […] La présence permanente de comédiens auprès d'un metteur en scène, directeur du CDN pose aussi, notamment pour les jeunes comédiens en début de carrière, le problème de leur avenir à la fin des mandats du directeur de CDN (trois à neuf ans). En effet leur expérience professionnelle, leur avenir passe aussi par leur confrontation à d'autres directions artistiques, d'autres répertoires, d'autres univers esthétiques, d'autres pratiques professionnelles. Ce serait une manière de faire valoir leurs qualités d'artistes interprètes auprès d'autres metteurs en scènes avec lesquels ils pourraient travailler à l'avenir. Or il apparaît qu'il est difficile pour un metteur en scène, directeur de théâtre de laisser ses jeunes comédiens qui « lui doivent tout », vivre d'autres expériences artistiques. Enfin, ce mode de fonctionnement de la « permanence artistique » n'est pas sans conséquences sur la conscience sociale et politique des artistes en question. « Incrustés dans une institution », reniant leurs droits élémentaires, dépendants d'un seul système de représentations lié à un seul créateur, leur rapport au public et les valeurs qu'ils transmettent s'en trouvent ramenés à la reproduction d'une seule pensée artistique. Cette forme de salariat est peut-être une avancée par rapport au précariat, mais elle n'est pas la panacée. Elle peut être d'autant plus difficile à appréhender comme système idéal dans la production artistique du spectacle vivant, que s'y mélangent des aspects relationnels, affectifs, qui viennent compliquer les rapports de dépendance économique. [...] Comme dans tout processus de production et peut-être encore plus dans la création de spectacles où le facteur humain est prépondérant (70 % des coûts), les modes de production « mis en œuvre » ne sont pas indépendants des caractéristiques et du sens de la production finale. Il serait donc contradictoire que ce secteur des arts et de la culture qui se prévaut légitimement d'une mission d'émancipation pour les publics et la société, ne s'applique cette mission à lui-même. Le Front de gauche devrait donc adjoindre à sa revendication sur la permanence artistique, une réflexion sur le statut d'artiste permanent et sur les types d'organisations les plus adaptés à la création artistique comme coopération de talents, de savoir-faire et de techniques…

Jean-Pierre

La Revue du Projet - Tél. : 01 40 40 12 34 - Directeur de publication : Patrice Bessac - Rédacteur en chef : Guillaume Quashie-Vauclin - Secrétariat de rédaction : Noëlle Mansoux - Comité de rédaction : Nicolas Dutent, Amar Bellal, Marine Roussillon, Renaud Boissac, Étienne Chosson, Alain Vermeersch, Corinne Luxembourg, Léo Purguette, Michaël Orand - Direction artistique et illustrations : Frédo Coyère - Mise en page : Sébastien Thomassey - Édité par l'association Paul-Langevin (6, avenue Mathurin-Moreau 75 167 Paris Cedex 19) - Imprimerie Public Imprim (12, rue Pierre-Timbaud BP 553 69 637 Vénissieux Cedex) - Dépôt légal : mars 2013 - N°25 - Numéro de commission paritaire : 1014 G 91533.

ABONNEZ-VOUS !
À LA REVUE DU PROJET

ASSOCIATION PAUL LANGEVIN

Administration-Abonnements : **6, avenue Mathurin Moreau, 75167 Paris cedex 19 – Tél. : 01 40 40 12 34**

N° de compte : La Banque postale 5269700R020

BULLETIN D'ABONNEMENT PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

LA REVUE DU PROJET

REVUE POLITIQUE MENSUELLE DU PCF

Abonnement annuel : 10 N° = 50 €

Les prélèvement seront effectués le mois suivant le renouvellement de l'abonnement.

L'abonnement est renouvellé automatiquement, sauf avis contraire de l'abonné.

Remplir et signer la demande et l'autorisation de prélèvement.

DEMANDE DE PRELEVEMENT

La présente demande est valable jusqu'à annulation de ma part à notifier en temps voulu au créancier

NOM, PRENOMS ET ADRESSE DU DEBITEUR

DESIGNATION DE L'ETABLISSEMENT TENEUR DU COMPTE A DEBITER

Code Etablissement	Code Guichet	N° du compte	Clé R.I.B.

NOM ET ADRESSE DU CREANCIER

ASSOCIATION PAUL LANGEVIN
6 Avenue Mathurin Moreau
75167 PARIS CEDEX 19

Date :
Signature :

Les informations contenues dans la présente demande ne seront utilisées que pour les seules nécessités de la gestion et pourront donner lieu à exercice du droit individuel d'accès auprès du créancier à l'adresse ci-dessus, dans les conditions prévues par la délibération n° 80 du 11/4/80 de la Commission Informatique et Libertés.

AUTORISATION DE PRELEVEMENT

J'autorise l'Etablissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si sa situation le permet, tous les les prélèvements ordonnés par la créancier ci-dessous. En cas de litige, sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'excécution par simple demande à l'Etablissement teneur de mon compte. Je réglerai le différend directement avec le créancier.

N° NATIONAL D'EMETTEUR

530622

NOM, PRENOMS ET ADRESSE DU DEBITEUR

NOM ET ADRESSE DU CREANCIER

ASSOCIATION PAUL LANGEVIN
6 Avenue Mathurin Moreau
75167 PARIS CEDEX 19

Code Etablissement	Code Guichet	N° du compte	Clé R.I.B.

NOM ET ADRESSE POSTALE DE L'ETABLISSEMENT TENEUR DU COMPTE A DEBITER

Date :
Signature :

Prière de renvoyer les deux parties de cet imprimé au créancier, sans les séparer, en y joignant oglibatoirement un relevé d'identité bancaire (R.I.B.) postal (R.I.P.) ou de caisse d'épargne (R.I.C.E.).

(Bulletin à découper ou photocopier et à renvoyer à : Association Paul-Langevin – 6, avenue Mathurin-Moreau - 75167 Paris Cedex 19)

Entretien réalisé par **Léo Purguette**

LE GRAND ENTRETIEN

Le communisme de nou un chantier exaltant et e

Président de la commission qui avait en charge la rédaction du texte du XXXVIe congrès du PCF, Pierre Dharréville est membre du CEN. Alternative à l'austérité, Front de gauche, municipales, communisme, il revient pour *La Revue du projet* sur le cap fixé par les délégués réunis quatre jours aux Docks de Paris, à mi-chemin entre Aubervilliers et Saint-Denis (93).

À l'occasion de leur XXXVIe congrès, les communistes ont affirmé leur volonté de rallumer les étoiles. Dans la nuit noire de la crise, quels sont pour vous les moyens d'y parvenir ?

Il faut rappeler que le vers d'Apollinaire qui tire notre texte de congrès est sorti du chaos des tranchées. Il dit à la fois notre ambition, haut placée et l'urgence qu'elle soit mise en actes. C'est un message d'espoir lancé à la face du monde et de tous ceux qui nous répètent sur tous les tons que « ça va être dur » et qu'il n'y a pas d'autre politique possible. Nous prenons le contre-pied. La gauche n'a pas été portée au pouvoir, même par celles et ceux qui ont voté quatre fois pour François Hollande au printemps, pour mener une politique docile à l'égard des marchés financiers et sourde aux aspirations du monde du travail et des milieux populaires. Alors rallumer les étoiles, c'est d'abord lever les doutes qui existent sur la possibilité d'une autre politique, c'est lever les doutes sur la capacité des citoyennes et des citoyens à imposer d'autres choix, c'est agir dès aujourd'hui pour changer le rapport de forces et faire mouche avec des propositions qui pourront se rendre incontournables. La campagne « l'alternative à l'austérité, c'est possible » que nous initions avec le Front de gauche est un premier acte. Nous voulons plus largement ouvrir la voie aux aspirations populaires et obliger la gauche au pouvoir à gouverner avec le peuple. La crise est le résultat de l'emprise de plus en plus forte des marchés financiers et de leur force prédatrice. Nous devons lui opposer la démocratie, cela suppose une reconquête, une révolution citoyenne.

> *Il faut de vraies ruptures, cela suppose le courage de déplaire aux marchés financiers pour répondre aux besoins humains.*

Austérité, « sécurisation de l'emploi », compétitivité, le texte adopté n'est pas tendre avec le gouvernement et pourtant le PCF récuse la thèse des deux gauches. N'y a-t-il pas une contradiction ?

Le problème n'est pas de savoir combien il y a de gauches. Il est de savoir si nous pouvons nous entendre sur une politique clairement à gauche, qui se fixe le cap de transformer la société en affrontant les marchés financiers et les logiques capitalistes. Or la politique actuelle du gouvernement ne prend pas cette direction, loin s'en faut. Et lorsqu'un ministre nie l'existence de la lutte des classes pour éviter d'avoir à y prendre position, cela ne peut pas nous rassurer. Mais entendons-nous bien, nous ne cherchons pas une posture en calculant son hypothétique rapport électoral. Nous voulons être utiles. Nous ne demandons qu'à nous féliciter de l'action du gouvernement, c'est pourquoi nous voulons être une force agissante pour gagner le changement. Nous voulons rassembler la gauche sur une politique de transformation sociale qui réponde aux attentes. Nous ne lâcherons rien dans le débat et dans l'action. L'accord national interprofessionnel, par exemple, doit être refusé par la gauche : il détruit les fondements du droit du travail et ouvre grand les portes à une précarisation massive déjà engagée. Nous rencontrons de plus en plus d'hommes et de femmes qui n'ont pas choisi la gauche pour cela et qui rejettent l'austérité qui leur est imposée. La contradiction n'est donc pas chez nous, qui allons porter des propositions offensives face à la crise de civilisation qui se déploie dans nos sociétés ; elle est chez ceux qui refusent de la combattre efficacement. Le Parti communiste va donc continuer à dire ce qu'il pense, à faire des proposi-

velle génération, ssentiel

tions, à agir pour obtenir les victoires populaires que notre peuple est en droit d'attendre de la gauche après dix ans d'une politique de droite dévastatrice. Il faut de vraies ruptures, cela suppose le courage de déplaire aux marchés financiers pour répondre aux besoins humains. Nous voulons rassembler largement pour faire cela.

Les municipales sont dans toutes les têtes. Qu'ont décidé les délégués sur cette question d'importance au regard de l'implantation du PCF ?

Là aussi, nous voulons rassembler. Pour mettre en œuvre au plan local les politiques solidaires et démocratiques dont la gauche doit être porteuse. « Rassembler le plus largement possible sur des projets ambitieux qui placent chaque institution en position de répondre aux besoins », dit l'Humanifeste. Dans de nombreux endroits, nos élus cherchent à être utiles, avec nos valeurs, nos combats dans des équipes qui travaillent ensemble. Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'il y a des désaccords à gauche sur la politique nationale et européenne, et pourtant, nous essayons d'agir ensemble au plan local du mieux que nous le pouvons. Donc nous appelons au rassemblement sur des projets, et nous appelons d'ores et déjà à en dessiner les grandes lignes avec les citoyennes et citoyens de nos territoires. Avec les habitantes et les habitants, nous voulons faire des municipales un moment de nouvelles conquêtes politiques, où se réaffirmera le souhait d'une action publique et d'une démocratie locales fortes. C'est pourquoi nous allons également mener le débat sur les réformes institutionnelles qui nous sont annoncées, comme sur les restrictions budgétaires sans précédent que l'on veut imposer aux collectivités locales. Nous imaginons déjà pour le mois de juin des assises de la démocratie locale, dont nous voulons faire un événement majeur. Viendra le temps de décisions stratégiques locales, mais pour l'heure, il faut travailler à créer les meilleures conditions politiques pour que ces élections municipales soient utiles à notre peuple, dans toutes les communes de France.

Les communistes proposent d'engager la « saison 2 » du Front de gauche en initiant notamment une « coopérative citoyenne ». Comment la voyez-vous ?

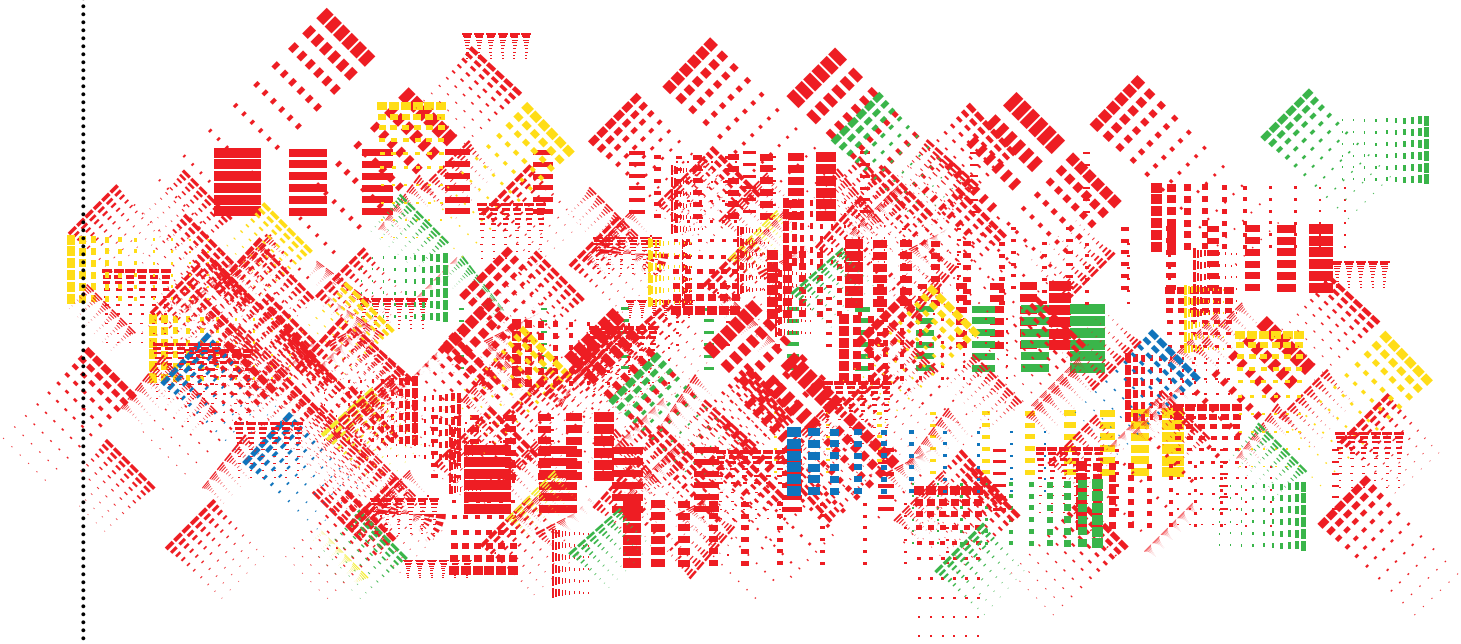
Ce n'est pas une proposition à prendre ou à laisser. Notre texte en donne le profil : « un lieu où les apports et les expériences d'actrices et d'acteurs du mouvement social, associatif, intellectuel et culturel pourraient se croiser, chercher ensemble à produire du sens, et alimenter la recherche d'une nouvelle perspective politique ». Cela en dit beaucoup sur notre conception du Front gauche. C'est une forme politique nouvelle fondée sur l'ouverture, le mouvement, la rencontre. Nous ne voulons pas ossifier, monter une pyramide, remplacer les organisations

politiques, c'est pourquoi nous proposons d'ouvrir un espace coopératif où puisse se produire le bouillonnement citoyen, social et intellectuel qui pourra vivifier encore notre démarche commune. C'est ce qui commence à se produire au plan local dans les assemblées citoyennes qui sont le cœur battant du Front de gauche. Nous voulons permettre à des hommes et des femmes de se saisir de politique pour changer leurs vies et changer le monde. Il faut donc inventer les formes politiques de cette révolution citoyenne. Partout se cherchent et s'inventent des alternatives, des mobilisations… Elles doivent pouvoir se retrouver au sein du Front de gauche. Écrire la saison 2, c'est prendre acte de tout le chemin déjà parcouru, et mesurer celui que nous pourrons parcourir encore dans les temps à venir. Nos objectifs, de rassembler la gauche sur une politique de transformation sociale sont encore devant nous, même si nous avons progressé dans cette direction. Il faut donc se donner les moyens de bousculer la donne, de faire grandir les rapports de forces dans la société. Il faut que les aspirations à vivre pleinement se frayent un chemin et que les propositions qui le permettent grandissent. La campagne pour une alternative à l'austérité, est déjà un épisode de la saison 2. Il ne faut pas voir cette nouvelle étape sous la forme d'une question de structuration, même si nous pouvons faire des propositions utiles de ce point de vue. La nouvelle étape, c'est faire grandir encore les fronts du changement, c'est aller vers un nouveau Front populaire. Et notre proposition d'une grande campagne « Et vous, quels changements de société voulez-vous ? », avec en perspective des assises du changement largement ouvertes, va dans cette direction.

Vous affichez l'ambition de « faire grandir les fronts du changement ». Sur quels sujets prioritaires ?

Je crois que nous les avons bien identifiés, mais d'autres surgiront dans l'actualité. Il y a l'austérité avec tout ce qui s'y rapporte : la réduction de l'intervention publique, l'état lamentable de la santé et de la protection sociale ou l'accord national interprofessionnel… Sur ce dernier point, c'est pour nous une bataille prioritaire. Dans le même ordre de priorité, il y a le droit de vote des étrangers sur lequel nous nous mettons en campagne avec d'autres, très largement. L'égalité des droits est un chantier prioritaire et Pierre Laurent a cité l'égalité entre hommes et femmes parmi les batailles sur lesquelles doivent venir des victoires concrètes rapidement. On pourrait y ajouter les questions institutionnelles. Il n'est plus possible de modifier les règles démocratiques à la petite semaine, sans les gens, pour des intérêts boutiquiers, sans se remettre en face des questions de notre temps et affronter le pouvoir de la finance. Il faut y ajouter l'enjeu éduca-

> *« Nous proposons d'ouvrir un espace coopératif où puisse se produire le bouillonnement citoyen, social et intellectuel qui pourra vivifier encore notre démarche commune. »*



tif avec des réformes annoncées qui se refusent à assumer une réelle ambition éducative et biaisent avec les questions posées. Tout cela pose en grand la question d'un nouvel âge des services publics et de l'appropriation sociale. Il y a également le défi écologique et en particulier celui de la transition énergétique qui a occupé une part importante de nos travaux. Il y a besoin d'un grand débat, mais aussi de volonté politique et de maîtrise publique sur ces questions.

Le sujet de la propriété des moyens de production est revenu avec force dans les débats avec l'actualité de l'industrie. Où en sont les communistes sur cette question ?

Nous pensons qu'un nouveau mouvement d'appropriation sociale et citoyenne est à l'ordre du jour. Nous sentons bien que ce mouvement se cherche et qu'il expérimente des formes nouvelles. Poser la question de la propriété, c'est poser la question du pouvoir. Nous avons déjà des propositions en ce sens, à propos des conseils d'administration des grandes entreprises par exemple, mais aussi concernant les unités de production que des grandes multinationales ferment ou mettent en vente, avec l'idée d'un droit de préemption. Nous parlons de services publics d'un type nouveau, profondément démocratisés, et évoquons également la question des nationalisations dont on ne saurait se servir comme d'un chiffon rouge. Il y a besoin de nationalisations, nous le voyons bien, dans le secteur des banques, des transports, de l'énergie… Mais nous devons pousser notre travail, c'est un sujet essentiel dans la définition de ce communisme de nouvelle génération dont nous avons parlé lors du congrès.

Les congressistes ont en effet fait le choix de travailler à un « communisme de nouvelle génération », quels en sont les contours ?

Le communisme de nouvelle génération, il ressemble à ce que nous avons entrepris ces dernières années, avec notre démarche offensive de rassemblement, avec ce parti investi de nombreux nouveaux adhérents, avec notre choix de l'humain d'abord, avec cette nouvelle époque, marquée par la crise, mais qui remet à l'ordre du jour des changements majuscules, avec la révolution citoyenne… Nous sommes bien des communistes d'aujourd'hui, et notre idéal, notre projet, nos valeurs, nous semblent trouver aujourd'hui une jeunesse nouvelle, une expression nouvelle. Il faut poursuivre et amplifier ce mouvement. C'est pour cela que nous avons décidé d'engager un grand chantier de travail sur notre projet communiste. L'Humanifeste en définit les grandes lignes. Nous voulons approfondir encore, et le rendre mieux audible, plus percutant dans notre manière de le concevoir et de le porter. Il y a des choses à creuser et nous voulons mieux indiquer de quelle manière il peut être mis en œuvre, construire les propositions à usage immédiat qui pourront faire sens. C'est un chantier exaltant et essentiel sur lequel nous voulons mobiliser toutes les intelligences disponibles.

Après le congrès tenu du 7 au 10 février, le nouveau conseil national du PCF s'est réuni jeudi 14 février et a élu son comité exécutif :

Éliane Assassi, *Caroline Bardot**, Lydie Benoist, Patrice Bessac, *Marc Brynhole*, Laurence Cohen, Jacques Chabalier, Éric Corbeaux, Olivier Dartigolles, Isabelle De Almeida, *Pierre Dharréville*, Yves Dimicoli, *Elsa Faucillon*, Jean-Louis Frostin, *Gilles Garnier*, Frédérick Genevée, Jean-Luc Gibelin, Bob Injey, Fabienne Haloui, Danielle Lebail, Patrick Le Hyaric, *Émilie Lecrocq*, Isabelle Lorand, Annie Mazet, Christine Mendelshon, Jean-Charles Nègre, Francis Parny, *Denis Rondepierre, Marine Roussillon, Lydia Samarbakhsh, Véronique Sandoval*, *Pascal Savoldelli, Nathalie Simonnet,* Marie-Pierre Vieu.

** En italique, les nouveaux membres de l'Exécutif.*

Dans cet exécutif, la coordination se compose de :

Éliane Assassi, Patrice Bessac, Lydie Benoist, Jacques Chabalier, Olivier Dartigolles, Isabelle De Almeida, Bob Injey, Jean-Charles Nègre, Lydia Samarbakhsh, Marie-Pierre Vieu.

Il a aussi élu :

Jean-Louis Le Moing, **trésorier**
Isabelle De Almeida, **présidente du CN.**

Par **Gérard Streiff**

Retour sur l'euroco

La notion d'eurocommunisme passa, telle une comète, dans le paysage politique de l'année 1977. À peine venue, déjà disparue. On pourrait lui appliquer cette réflexion de Bossuet : « Entre le temps où je n'étais pas et celui où je ne suis déjà plus, que j'occupe peu de place dans le grand abîme des temps ». Retour sur un concept éphémère, fragile et pourtant prometteur.

Pierre Laurent évoquait récemment la notion d'eurocommunisme lors d'une soirée pour le quinzième anniversaire de la disparition de Georges Marchais (voir encadré). Cette expression est apparue au cours de l'année 1977. Le communisme occidental, après 1968, est travaillé par des interrogations productives. En France, la direction du PCF entreprend une redéfinition de sa doctrine. Des ouvrages, des gestes ponctuent cette réflexion, comme *Le défi démocratique* en 1973, la condamnation du stalinisme en 1975, le XXIIe congrès en 1976, etc. La dimension européenne de ce travail est forte. Le PCF, dont la place est désormais reconnue au sein du parlement européen (1973), prend mieux en compte la réalité de la communauté européenne. Il cherche à développer la coordination entre partis communistes de l'ouest européen, notamment avec la rencontre de janvier 1974 à Bruxelles. Dans la foulée, il entame une concertation accrue avec le parti communiste italien. La rencontre de novembre 1975 Georges Marchais / Enrico Berlinguer donne lieu à un communiqué faisant état d'une certaine analyse commune et d'un calendrier d'initiatives de masse, qui vont connaître un grand succès (meeting de la Villette notamment). Cette même réflexion se retrouve peu ou prou dans d'autres partis communistes, en Europe : Espagne, Grande-Bretagne, Belgique, et au-delà Japon, Mexique… Moscou n'apprécie pas cette « régionalisation », s'agace de la rencontre de Bruxelles puis tente une reprise en main avec la conférence des partis communistes de toute l'Europe à Berlin en (juin) 1976.

Reste que les trois ingrédients de ce qu'on nommera quelques mois plus tard l'eurocommunisme sont en place : un travail de redéfinition du communisme ; une convergence nouvelle au niveau ouest européen ; une volonté de différenciation avec l'Est. Le mot apparaît au début de 1977 et il va se matérialiser de façon spectaculaire lors de la rencontre de Madrid (mars 1977) des trois partis communistes, le français, l'italien et l'espagnol qui sort de la clandestinité. Cette initiative engendre une explosion d'articles, de commentaires, d'analyses globalement favorables sur le thème de la naissance de l'eurocommunisme. Pour Pierre-Vianson Ponté du *Monde*, « nul ne conteste l'apparition d'une nouvelle image du communisme en France » et l'historien Jean-Jacques Becker écrira : « On put avoir le sentiment que Georges Marchais avait la tentation de se mettre à son compte, de jouer les Tito à la française ». La notion séduit une large partie de la gauche et des enquêtes d'opinion en montrent la popularité. Un sondage Sofres d'avril 1977 indique qu'une nette majorité de Français (52 % contre 19) voit « de grandes différences » entre le socialisme du PCF et celui des pays de l'Est ; dans une même proportion, (50 contre 18), les sondés estiment que le projet du PCF est plus proche de celui de Mitterrand que de Moscou. Même si, pour l'heure, les Français ne sont pas encore convaincus de la pleine indépendance du PCF (34 contre 36 et 30 sans opinion). Selon Alain Duhamel, « les Français distinguent de plus en plus l'eurocommunisme du socialisme tel qu'il existe dans les pays de l'Est. Cela retentit naturellement sur l'image du PCF et, bien sûr, positivement ». La couverture de presse est considérable. Les livres se multiplient, de François Fontvielle-Alquier, de Fernando Claudin. La droite s'énerve. Pour *le Figaro*, « c'est à Moscou qu'est né l'eurocommunisme ». Chirac dit que « c'est une plaisanterie, les communistes sont des vassaux fidèles du Kremlin ». Mitterrand s'impatiente : il n'est « pas très sensible à la définition eurocommuniste ».

LE CONCEPT EST POPULAIRE MAIS FRAGILE

Moscou y est radicalement opposé et le manifeste de diverses manières. La social-démocratie s'interroge. Au PCF, il ne fait pas l'unanimité. Certains demeurent méfiants et trouvent qu'on leur force la main. Une partie de la direction, avec Georges Marchais et Jean Kanapa, estime que la notion peut correspondre à leur projet mais elle reste prudente dans son expression, use de formule comme « ce

réaliste, et la volonté de voir ce projet mené à bien.» Sidney A. Friedman, économiste américain

mmunisme

que certains appellent » ou « ce que l'on nomme eurocommunisme », etc. Dans la presse communiste, le premier (et un des rares) papier intitulé « Peut-on parler d'eurocommunisme ? » sort fin février 1977 dans l'hebdomadaire *France Nouvelle* : « À lire une certaine presse, un nouveau spectre hanterait l'Europe : le spectre de l'eurocommunisme. Ce n'est pas nous comme on sait qui avons inventé le mot et il ne fait pas partie de notre vocabulaire politique. Nous ne pensons pas en effet qu'il existe de *modèles* universels ou régionaux de socialisme. C'est à chaque parti communiste qu'il appartient de déterminer en toute indépendance sa politique ; en outre notre solidarité est indivisible : elle va à l'ensemble des partis communistes, de toutes les forces démocratiques et progressistes ». Cela dit, l'article considère l'eurocommunisme comme une réalité et en pointe quelques caractéristiques : la crise de la société capitaliste et ses conséquences ; une voie démocratique au socialisme ; un socialisme qui égale liberté ; une politique de larges alliances ; la pleine indépendance des partis communistes. L'auteur ajoute que le XXIIe congrès du PCF n'est « pas un phénomène marginal ni le fruit d'une réflexion isolée » ; il faut y voir « les contours réels de l'approfondissement des stratégies d'une série de partis communistes de pays hautement développés ». C'est un « fait nouveau ». Nulle critique frontale des pays de l'Est, si ce n'est cette phrase : « Les problèmes se posent dans des conditions très éloignées de celles que rencontraient les révolutionnaires russes voici 60 ans. »

Et pourtant, dès l'été et l'automne 1977, la dynamique s'essouffle. Les relations entre Moscou et les partis communistes français, italien et espagnol s'enveniment. Hasard du calendrier ou faiblesse du projet ? Les trois partis à l'initiative du mouvement vont connaître de sérieux problèmes. L'espagnol est occupé par de vives divisions internes. L'italien affronte une situation dramatique (avec le « terrorisme »). Au PCF, les enjeux de politique intérieure (alliance, renégociation du programme commun) occupent tout l'espace. Certes l'eurocommunisme continue de faire parler de lui. En septembre 1977, les commentaires sont encore nombreux à l'occasion de la parution de *L'Eurocommunisme et l'État* de Santiago Carillo, mais ils portent plus sur les tensions entre Moscou et Carillo que sur le projet lui-même.

Fin octobre, un nouvel article, toujours dans *France Nouvelle*, évoque le sujet mais le cœur n'y est plus ; l'enjeu, de fait, est marginalisé. La notion est quasi absente de la campagne des législatives de 1978. Reste que l'eurocommunisme marque une date significative dans le processus de novation communiste. ■

UN CONTEXTE PARTICULIER

Extraits de l'intervention de Pierre Laurent en novembre 2012 pour l'anniversaire de la disparition de Georges Marchais.

La « voie démocratique » pour un parti communiste qui ensuite (XXIIIe congrès, 1979) renonce au dogme « marxiste-léniniste » c'est faire œuvre d'audace dans un monde encore coupé en deux, en deux systèmes antagoniques, dont les fers de lance s'érigent en modèles. De janvier 1974 à juin 1976, sous la direction de Georges, le PCF entreprit trois ans de travaux intensifs avec les partis communistes d'Europe capitaliste pour faire converger leurs analyses et leur action sur toutes les questions (de l'émancipation féminine au développement industriel) qui sont posées en Europe de l'Ouest. Cet effort aboutit au Sommet de Madrid en mars 1977 avec Enrico Berlinguer et Santiago Carillo où les trois partis communistes français, italien et espagnol ont réaffirmé leur refus de tout « modèle de socialisme » et leur volonté de concilier en permanence démocratie et communisme. « L'eurocommunisme », dans un contexte particulier, celui de l'existence puis du déclin soviétique, marque une étape sur laquelle il est toujours utile de se pencher pour comprendre ce qu'était le PCF à cette période précise. Il ne correspond plus aux exigences de notre temps mais il indique un chemin, celui de la nécessaire convergence des forces sociales et politiques de progrès et de transformation pour accoucher d'une Europe des peuples, solidaire, sociale, écologique et démocratique.

« Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes. » Karl Marx, Friedrich Engels - *L'Idéologie allemande.*

Par Julie Cazenave*

Une filmographie de Parti : la nécessité et l'envie

Regarder en arrière pour se réinventer...

***Julie Cazenave** est responsable de Ciné-archives.

Chez plus d'un militant – même bien disposé – le mot « archive » provoque la réaction suivante : c'est vieux, c'est précieux, c'est vénérable, mais qui a envie de se coltiner de l'ancien pour l'amour de ce qui est ancien ? Trop loin de la bataille « ici et maintenant ». Plus tard, à la rigueur... Et puis, quelle envie de regarder en arrière pour un parti qui cherche à se réinventer et qui se réjouit de sentir le frémissement d'un renouveau voulu de longue date. Trop heureux de s'arracher enfin aux vieilles images qui lui collent à la peau ! Alors y replonger, merci bien, mais on passe son tour.

D'ailleurs, c'est un peu le sort commun des archives, leur redécouverte saute souvent une génération. C'est qu'il faut un œil neuf pour y chercher et pour y voir autre chose qu'un vieux reflet.

UNE MÉMOIRE VIVANTE

Tenons-nous donc loin des mots qui éloignent, rapprochons-nous des films.

C'est avec un œil de néophyte que j'ai d'abord regardé ces archives filmées. Arrivée par hasard dans l'association qui en a la charge et ayant entendu dire que Jean Epstein avait tourné un film pour la CGT, je les ai visionnées avec une curiosité purement cinéphile : *Les bâtisseurs* (1938) pour moi, c'était de l'inédit !

Et ses images ont opéré, leur vitalité m'a frappée : l'ondulante arabesque de la foule parisienne du 14 juillet 1935 brandissant son serment de briser les ligues factieuses (anonyme, 1935), les lignes de front heurtées des mineurs en grève et des soldats casqués (*La Grande Lutte des mineurs*, Louis Daquin, 1948), la tranquille colonne des paysans décidés à passer à l'action (*Ceux des champs*, Ghislain Cloquet, 1952), la chaîne de travail des marins à bord du chalutier « Franc-Tireur » (*Mon Ami Pierre*, Louis Félix, 1951)... Et aussi : la camaraderie à l'unisson des grévistes devant et derrière la caméra en mai et juin 36, l'humour des ouvrières de Grandin (Nat Lilenstein, 1975), la ferveur aveuglée des militants confectionnant leur cadeau à Staline, et jusqu'aux intellectuels, aux artistes et aux techniciens qui lui dédiaient ce film (*L'Homme que nous aimons le plus*, anonyme, 1949) pour ses 70 ans. Et même : l'agitation menaçante de l'index de Maurice Thorez tandis que, dans une inflexion haut perchée, il s'époumone au Xe congrès du PCF : « Produisez, produisez, produisez encore, malgré et contre les trusts ! » (*Les Lendemains qui chantent*, Louis Daquin, 1946). J'étais tombée de plain-pied dans un monde, dans une histoire, dans sa représentation. Je ne m'attarde pas ici sur les tares de cette propagande filmée. En matière de représentation, elle a aussi ses impasses et ses ratés.

L'ANONYMAT DES FILMS

Je préfère rassembler ici quelques traits qui la distinguent et qui ne tiennent pas seulement de la réussite propagandiste.

Les génériques, par exemple : La plupart des films sont anonymes. Ce qui est remarquable de la part d'une corporation dont Jean-Luc Godard raillait les « professionnels de la profession ». Ainsi, Jean Renoir n'apparaît pas au générique de *La Vie est à nous*, ni Louis Daquin à celui des *Lendemains qui chantent* ; dans les années soixante-dix, le collectif Dynadia (collectif de réalisation créé à l'été 1968, Unicité maintenant) ramasse les noms en trois lignes, à égalité, sans crédit ni hiérarchie générique.

Si l'anonymat a pu être une protection contre les anathèmes professionnels menaçant les communistes du métier, il illustre aussi la démarche militante d'une œuvre réalisée pour le PCF, la CGT, *L'Humanité*, ou une cause commune.

Une mention supplée parfois l'anonymat et met en avant la dimension collective de l'œuvre dans sa réalisation et dans sa portée, comme celle-ci : « Les Films populaires présentent Grèves d'occupations. Ce simple reportage, dû à l'initiative de l'Union des syndicats ouvriers de la région parisienne avec l'aide des techniciens de la société *La Marseillaise* a cherché à représenter les importants mouvements grévistes de juin 1936 dans la région parisienne...» Cette mention est signe d'engagement qui d'emblée jette un pont entre filmeurs et filmés. Elle est touchante à l'égal de certains regards adressés à la caméra au cours du film, qui témoignent d'une connivence établie à travers l'image par la reconnaissance d'une appartenance (et d'une action) commune.

L'importance de cette reconnaissance n'est pas négligeable. Dans leurs travaux, les deux sociologues, Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon ont analysé l'organisation de classe des très grandes fortunes françaises. La puissance cumulée des capitaux – financier, matériel, culturel et relationnel – qui assure leur domination sociale. Michel Pinçon a lui-même témoigné du sentiment d'écrasement qui le saisit et contre lequel il doit lutter face à l'ascendant symbolique de la grande bourgeoisie qu'il côtoie et dont l'assurance de propriétaire – de ses terres,

de son histoire, de son image – lui signifie, à revers, son illégitimité et son insignifiance à lui fils d'ouvrier. Face à cette lourde domination symbolique, le PCF, ses organisations et ses alliés ont réussi un temps à incarner une autre conscience de classe, à façonner un blason au monde ouvrier, une image de soi, par soi et pour soi, une force de représentation capable de le disputer *à l'ordre établi*. Cette force saute aux yeux dans la filmographie du PCF. C'est son capital culturel et symbolique.

UNE CONSCIENCE DE CLASSE

Des exemples ? Quand dans une fête champêtre les enfants d'ouvriers (*La Fête de Garches*, Silka, 1928) ou lors d'une occupation d'usine, les grévistes de Renault Billancourt, parodient le bolchevique avec le couteau entre les dents, ils s'amusent de leur propre image fantasmée et caricaturée, ils maîtrisent leur représentation avec une évidente jouissance.

D'autres ? Les banlieues rouges : une image qui s'est imposée, et qui a vécu ; les grèves et les manifestations : un art noble dans les films du mouvement ouvrier (si volontiers criminalisé ailleurs, dans le « champ de l'information »).

Produire sa propre représentation (images et valeurs), s'exprimer par soi-même fut une nécessité autant qu'un désir pour le PCF, le moteur de sa production. En matière d'audiovisuel, il est celui qui a le plus essayé parmi tous les autres partis, mais cela a été pour lui un terrain de lutte ingrat : il n'est jamais parvenu à mettre en place l'équivalent de sa presse écrite. Ce n'est pas faute d'avoir eu l'idée, mais les entraves ont été nombreuses : cherté des équipements, de la production, censure et non-accès au circuit privé et commercial du cinéma, etc.

Sans doute est-ce aussi dû, à un autre niveau, à la prépondérance de la culture écrite parmi ses dirigeants. Ceux-ci ont souvent été « patrons » de presse – de Marcel Cachin à Pierre Laurent – mais, ils sont peu à avoir eu des affinités ou une réelle curiosité pour le médium audiovisuel à l'exemple de Paul Vaillant-Couturier. L'audiovisuel, de fait, est resté plus souvent un à-côté dans l'arsenal de la propagande du PCF, tantôt repris, tantôt abandonné et impliquant ponctuellement des professionnels ad hoc. *La Vie est à nous* , réalisé pour soutenir les candidats communistes aux élections législatives de 1936, est ainsi l'heureux précipité d'un parti qui fait un effort de dépense, de curiosité et de créativité pour incarner sa nouvelle politique de Front populaire. En retour, il bénéficie de l'élan et de l'adhésion qu'il suscite : du concours d'artistes et de techniciens du cinéma prêts à s'investir et à faire beaucoup de « perruques » pour assurer au PCF un beau prototype de film militant.

De cette rencontre en toute altérité résulte souvent le meilleur des réalisations de cette filmographie partisane. De ce point de vue, la communication audiovisuelle du PCF n'est jamais aussi bonne que lorsqu'il résiste à la tentation d'annexer ce qui (se) crée pour lui. Organiser l'altérité en son sein n'est certes pas le plus facile, mais en matière de cinéma c'est un pari qui a plutôt réussi au PCF lorsqu'il l'a tenté.

Mais, il a été aussi prompt à remiser cette altérité, voire à l'ignorer, par méfiance à l'égard des initiatives « francs-tireuses » ou par désintérêt pour ce qu'il jugeait inopérant dans l'optique d'une propagande efficace.

C'est pourtant à de jeunes réalisateurs communistes agissant de leur propre initiative que le PCF doit les films anticoloniaux réalisés sous sa bannière *Afrique 50* (René Vautier, Raymond Vogel, 1950) et *Terre tunisienne* (Raymond Vogel, Jean-Jaqcues Sirkis, Jean Beckouche, 1951). C'est pourtant à des militants amateurs qu'il doit ses premiers essais de sujets et de contre-actualités filmées.

LA RICHESSE DES FILMS AMATEURS

Le début des années trente voit d'ailleurs naître une polémique. Est-il possible d'investir des militants amateurs de la propagande cinéma du Parti ? Faut-il encourager l'appropriation du cinéma par le peuple et pour le peuple en faisant œuvre d'éducation populaire ou bien vaut-il mieux aligner le PCF au niveau d'excellence capable de rivaliser avec la propagande adverse ?

Il est de fait, qu'en matière d'expérimentation propagandiste à l'initiative du Parti, il n'exista pas d'expérience aussi aboutie en cinéma que celle des rabcors et des Amateurs photographes ouvriers (APO) pour la photo et l'information.

Reste que la collecte des films amateurs lancée depuis dix ans par Ciné-Archives auprès des militants remonte des pépites, en particulier au tournant des années soixante. La direction du PCF s'est repliée sur sa communication papier. Dans le même temps, les petites caméras sont devenues moins chères, et ce sont les films amateurs qui témoignent aujourd'hui de la période 1955-1965, en particulier de l'engagement des militants communistes contre la guerre d'Algérie.

Cette question de l'initiative et des formes d'expression audiovisuelle du PCF est plus que jamais actuelle : vidéo, numérique et Internet démultiplient les réseaux de diffusion et rendent à nouveau possible une contre-information audiovisuelle. Dans les luttes à venir, l'aura qu'il cherche à reconquérir, dans sa réinvention même, le PCF a un cran à gagner sur ce terrain pour continuer d'enrichir son bouillon de culture. ■

L'association Ciné-archives a été créée en 1998 dans le but de préserver et de promouvoir le patrimoine audiovisuel du PCF et du mouvement ouvrier et démocratique. Le catalogue de films regroupe aujourd'hui des œuvres très diverses. Site de ciné-Archives : www. cinearchives.org (284 films en ligne actuellement). Plus de 200 titres de son catalogue sont également consultables dans la salle des collections du Forum des images et dans la collection de films documentaires de la Bibliothèque nationale de France (BNF) ainsi que par le biais du dépôt légal des vidéogrammes de la BNF. Les films restaurés sous convention avec les Archives françaises du film sont visibles dans l'emprise des AFF au sein du site François-Mitterrand (avenue de France, Paris-13e) de la BNF.

PAR **FRANÇOIS JARRIGE***

Briseurs de machines au XIXe siècle

Longtemps considérée avec condescendance comme une manifestation d'archaïsme, de sauvagerie, ou une réaction d'arrière-garde face aux pressions de la misère, la pratique des bris de machines s'avère en réalité riche et complexe.

***FRANÇOIS JARRIGE** est historien.
Il est maître de conférences en histoire contemporaine à l'université de Bourgogne.

L'histoire des mondes du travail au XIXe siècle, à l'ère de l'industrialisation, a indéniablement perdu de sa centralité dans l'historiographie des dernières décennies. Mais elle a aussi été revue et relue de diverses manières : que ce soit par une plus grande attention à la pluriactivité, par l'étude des frontières longtemps poreuses entre le travail agricole et industriel, ou encore par l'intérêt croissant porté à la culture des travailleurs. Dans ces recompositions en cours, l'histoire des briseurs de machines offre un bon observatoire pour envisager l'expérience singulière des ouvriers du XIXe siècle confrontés aux mutations de leur activité et de leurs modes de vie. C'est l'histoire sociale britannique des années 1950 et 1960, autour des figures d'Eric Hobsbawm et Edward Thompson, qui a d'abord attiré l'attention sur ce phénomène et son ampleur en Angleterre, avant que le regard ne se tourne aussi vers le continent.

L'AMPLEUR D'UNE PRATIQUE

Entre la fin du XVIIIe siècle et le milieu du XIXe siècle, des groupes ouvriers divers et dispersés choisissent en effet de détruire des mécaniques pour faire entendre leur voix et leurs revendications. Les ouvriers fileurs du Lancashire, l'épicentre de la « révolution industrielle » britannique, s'ameutent ainsi à plusieurs reprises à la fin du XVIIIe siècle, tout comme leurs homologues normands au début de la Révolution française. Dans les cahiers de doléances rédigés en 1789, certains dénoncent « les mécaniques de coton » qui « plongent le peuple dans la plus affreuse misère ». Au début du XIXe siècle, c'est au tour des tisserands et, surtout, des tondeurs de draps, ouvriers qualifiés et bien payés de l'industrie lainière, de se soulever contre les mécaniques « tueuses de bras ». Les bris de machines atteignent leur apogée à l'époque du luddisme (1811-1813) en Angleterre, même si cet épisode insurrectionnel fameux est loin de se réduire à la plainte contre les machines et la mécanisation. Sous la Restauration, ce sont les ouvriers du Languedoc lainier en crise qui se soulèvent contre la « grande tondeuse », machine redoutable parce qu'elle périme en quelques années leurs anciens savoir-faire. En 1819, à l'annonce de l'arrivée de l'une de ces machines dans la ville de Vienne (Isère), les ouvriers dénoncent ce procédé qui offre le « pernicieux moyen de tondre, lustrer et brosser mille aunes de draps par douze heures, étant conduite par quatre hommes seulement ». Lorsque la machine arrive finalement, la population s'assemble, s'en empare, la brise avant de jeter les débris dans la rivière.

> *« L'histoire des briseurs de machines offre un bon observatoire pour envisager l'expérience singulière des ouvriers du XIXe siècle confrontés aux mutations de leur activité et de leurs modes de vie. »*

Mais les troubles ne concernent pas que les travailleurs du textile. Aux lendemains des révolutions de 1830 et de 1848 en France, des imprimeurs typographes se rendent en cortège dans les imprimeries afin de détruire les presses mécaniques récemment installées dans les ateliers. D'autres métiers expriment leurs plaintes avec violence : les bonnetiers de l'Aube dans les années 1840, les scieurs de long, mais aussi les travailleurs ruraux qui se soulèvent à plusieurs reprises contre les batteuses mécaniques, premières machines agricoles à pénétrer les campagnes au milieu du XIXe siècle.

Ces divers événements, et d'autres impossibles à présenter ici, relèvent de deux logiques distinctes. Ils peuvent correspondre, selon la célèbre formule d'Eric Hobsbawm, à des formes de « négociations collectives par l'émeute », à une époque où toute forme de protestation et d'organisation ouvrière demeurait illégale. En menaçant l'outil de production il s'agissait de faire pression sur le maître pour obtenir de meilleurs salaires ou de meilleures conditions de travail. Mais

dans de nombreux cas, les bris de machines relèvent aussi d'un réel refus des mécaniques et de leurs effets sociaux, les violences se produisant principalement dans les groupes disposant des ressources suffisantes pour résister aux transformations industrielles, ou dans les territoires en crise caractérisés par une forte pression sur le marché du travail.

GRAMMAIRE DE LA PROTESTATION

Contrairement aux descriptions et interprétations proposées par les contemporains, les bris de machines ne se réduisent pas au seul déchaînement d'une violence débridée et archaïque, à des formes de jacqueries industrielles de groupes devant être civilisées à l'heure du progrès. L'usage de la violence est sans cesse encadré et contrôlé par les travailleurs afin de minimiser les risques de l'action. Par ailleurs, la violence ne constitue en réalité que la partie émergée de l'iceberg, celle qui se donne à voir le plus aisément au regard de l'historien. Les travailleurs utilisent toutes les ressources disponibles dans la société civile pour construire la légitimité de leur cause et de leurs actions auprès du pouvoir. Ils mobilisent des argumentaires complexes pour justifier le rejet des mécaniques, ils rédigent des lettres de menace et de justification, des pétitions. Leur argumentation s'articule autour des notions clés de « bien commun », de « bon droit », « d'équité ». Comme l'écrit un typographe dans une brochure publiée pour justifier les destructions lors de la Révolution de juillet 1830 : « Les machines, plus voraces que les monstres terrassés par Hercule sont contraires à l'humanité, aux droits de la nature et de l'industrie et à l'intérêt général des membres de la société » (*Les Justes alarmes de la classe ouvrière au sujet des mécaniques, par un vieux typographe victime de l'arbitraire,* Paris, 1830). Ils font appel à « l'intérêt général » et profitent des contextes révolutionnaires pour légitimer leurs actions. C'est ainsi qu'après février 1848 les troubles augmentent en France, les ouvriers se plaçant désormais sous la protection de la République et de ses symboles.

Par ailleurs, loin de refuser en bloc le « progrès technique », ce qui aurait peu de sens pour des techniciens et ouvriers hautement qualifiés, les travailleurs élaborent plutôt des formes « d'économie politique » alternatives à celle qui s'impose peu à peu chez les économistes libéraux et les réformateurs sociaux. La main-d'œuvre imagine toute une panoplie d'instruments et d'arguments pour réguler le changement technique et négocier avec les autorités et les élites les transformations industrielles en cours. Il peut s'agir d'appels à la taxation des nouvelles méthodes mécaniques, de commissions chargées d'étudier les effets des machines, ou, plus fondamentalement encore, après 1830, d'un appel à l'association et à l'organisation des ouvriers eux-mêmes pour tenter de maîtriser le changement technique et le mettre au service des classes populaires.

LA PLURALITÉ DES INTERPRÉTATIONS

L'histoire des bris de machines, en raison même de l'opacité de ces violences, a fait l'objet de nombreuses interprétations et instrumentalisations contradictoires. Trois lectures principales me semblent avoir fixé le sens de ces violences et, en les délégitimant, contribué aussi à les résorber. Il y a d'abord les économistes libéraux, comme Jean-Baptiste Say en France, et les technologues qui voient dans la machine les promesses de l'avenir et dans ceux qui s'y opposent des ignorants à contre-courant de l'histoire et des lois du marché. Il y a aussi les radicaux et les républicains pour qui seule l'organisation politique compte. Comme l'affirme le journal *La Réforme* en 1848, ceux qui se laisseraient « entraîner à l'holocauste des machines se tromperaient sur leur véritable ennemi ». Pour le journal républicain, la technique industrielle n'est pas responsable de la misère : l'ennemi des ouvriers « c'est le gouvernement féodal-industriel ». La reconnaissance de la souveraineté populaire et du suffrage universel doit naturellement supprimer les effets néfastes des mécaniques.

> *« Il faut du temps et de l'expérience avant que les ouvriers, ayant appris à distinguer entre la machine et son emploi capitaliste, dirigent leurs attaques non contre le moyen matériel de production, mais contre son mode social d'exploitation. »*
>
> Marx, *Le Capital*

Viennent enfin les interprétations des mouvements socialistes naissants, en quête de légitimité, celles des phalanstériens, du communiste Étienne Cabet puis de Marx lui-même. Pour ces auteurs, les bris de machines sont d'abord la preuve du manque d'organisation des travailleurs, comme l'écrit Marx dans le *Capital* : « Il faut du temps et de l'expérience avant que les ouvriers, ayant appris à distinguer entre la machine et son emploi capitaliste, dirigent leurs attaques non contre le moyen matériel de production, mais contre son mode social d'exploitation ». Pour la pensée socialiste naissante, ce sont les formes de la propriété et de l'organisation du travail qu'il faut changer pour domestiquer les mécaniques. Dans le mouvement ouvrier en voie d'institutionnalisation à la fin du siècle, la question des machines continue d'être discutée et débattue mais il revient désormais aux syndicats d'organiser la phase de transition en négociant des conditions acceptables en termes de salaire ou d'organisation du travail.

Le phénomène des bris de machines durant la première industrialisation permet en définitive de suivre les négociations complexes qui se jouent autour du changement technique au début de l'âge industriel, il montre que les dominés ne sont pas simplement un réceptacle passif des transformations industrielles, mais qu'ils créent en permanence les conditions de possibilité d'un échange, certes déséquilibré et modeste, mais bien réel. Ces violences accompagnent par ailleurs le long processus d'organisation des travailleurs, elles témoignent des réflexions menées par les ouvriers eux-mêmes sur leur travail et des tentatives pour faire entendre leur voix sans cesse rejetée et marginalisée. C'est peut-être l'un des principaux enseignements de ces épisodes conflictuels pour notre époque confrontée à son tour à des mutations radicales du travail et de son organisation. ■

Les territoires sont des produits sociaux et le processus de production se poursuit. Du global au local les rapports de l'Homme à son milieu sont déterminants pour l'organisation de l'espace, murs, frontières, coopération, habiter, rapports de domination, urbanité... La compréhension des dynamiques socio-spatiales participe de la constitution d'un savoir populaire émancipateur.

PAR **ANNE MARTIN***

Agriculture urbaine outil de lien social ou projet de société ?

Les nouvelles formes d'agriculture urbaine vont-elles résoudre les problèmes de sécurité alimentaire des pays en développement ?

***ANNE MARTIN** est étudiante à AgroSup Dijon (Institut national supérieur des sciences agronomiques de l'alimentation et de l'environnement).

La croissance urbaine des pays industrialisés a rejeté le lien avec la terre hors des limites de la ville. Néanmoins, les jardins ouvriers ou familiaux comme les nomme la loi du 26 juillet 1956 sont un héritage de l'industrialisation rapide des villes, un témoin de l'histoire d'une population venant du monde rural, mais aussi un marqueur actuel de nouveaux comportements urbains, de préoccupations écologiques et économiques collectives et individuelles. Cela se traduit par l'intérêt pour la fonction spatiale symbolique du paysage, l'occupation spatiale alternative à l'étalement urbain, aussi bien que par la production de biens alimentaires plutôt biologiques, avec des modes de cultures, d'intrants plus respectueux de l'environnement.

MAÎTRISE ALIMENTAIRE ET MISE EN COMMUN

Aujourd'hui encore, ces jardins, cultivés prioritairement pour une production potagère sont majoritairement situés dans les villes industrielles et les villes usines. L'histoire de ces jardins est rythmée de périodes de développement qui correspondent pour la plupart aux crises économiques. C'est ainsi qu'ils se sont développés pendant les années 1930, se sont (re-)créés dans les années 1980 et plus encore au courant des années 2000.

Ils répondent à la fois à une nécessité de subsistance alimentaire et à une préoccupation d'aménagement territorial. En effet, leur récent redéveloppement illustre la nécessité d'une meilleure maîtrise alimentaire, mais aussi d'une mise en commun et deviennent alors espaces participatifs de codécision. L'intérêt de ces jardins familiaux est qu'ils ne répondent pas dans leur conception à une démarche associative ou caritative, mais plutôt à une préoccupation de production locale et contrôlée des produits, mêlée à une volonté de partage de l'initiative.

Le caractère collectif des jardins en fait un outil d'aménagement du territoire, un outil de couture du tissu urbain. La co-élaboration de ces jardins entre acteurs publics et population est alors moteur de l'aménagement du territoire et régulateur en partie des conflits d'usage de l'espace périurbain.

> *Ces nouveaux modèles d'agriculture urbaine semblent aujourd'hui au mieux un trop faible moyen de production alimentaire si ce n'est un gadget de la ville tertiairisée postindustrielle.*

Ce phénomène social n'est pas étranger aux associations pour le maintien de l'agriculture paysanne qui viennent en ville approvisionner directement leurs clients-adhérents en produits frais. Cette pratique est née du mouvement locavore (consommation d'aliments produits à moins de 150 km) et des attentes de fermiers soucieux de réduire les maillons du réseau de distribution afin de profiter davantage des fruits de leur travail.

L'AGRICULTURE POUR INVENTER DE NOUVELLES FORMES URBAINES

L'engouement pour ces jardins familiaux, ouvriers, les AMAP, le développement de l'agriculture urbaine devient un révélateur d'une société urbaine

détachée des espaces de production agricole depuis longtemps et prenant conscience au fil des scandales touchant l'industrie agroalimentaire de la nécessité d'un meilleur contrôle de la production. Les processus de transformation et de changement sont en cours. On repère des signaux faibles de dynamiques d'acteurs investissant le champ d'une action territoriale qui vise une meilleure intégration des dynamiques urbaines et agricoles. De plus en plus, la ville se saisit de l'agriculture pour inventer de nouvelles formes urbaines, la planification territoriale envisage une intégration des activités et des espaces agricoles, des initiatives locales érigent l'agriculture et l'alimentation en question publique. C'est notamment le cas dans nombre d'écoquartiers comprenant des projets d'agriculture verticale au sein de tours de plus d'une dizaine d'étages visant parfois une relative autonomie alimentaire complétée par la proximité d'une AMAP. Vont ainsi émerger toute une série de propositions de fermes urbaines depuis le simple conteneur surmonté d'une serre avec étal de vente incorporé jusqu'à la ferme Cactus dont les serres verticales partent à l'assaut du ciel arrimées à un mat structurel et technique.

Néanmoins, si ce développement de l'agriculture urbaine est intéressant du point de vue de la prise de conscience des sociétés de la nécessité d'un retour aux circuits courts, et d'une remise en relation de l'urbanité et de la biodiversité, la préconisation de sa généralisation par l'ONU et la FAO comme outil de résolution des besoins de sécurité alimentaire des pays en développement ne peut qu'interroger sur la conception d'un réel projet émancipateur de la part de ces organisations mondiales.

En effet malgré la garantie annoncée de rendement 5 à 6 fois supérieur qu'en plein champ pour ces productions hors-sol continuelles de proximité – indépendantes des saisons, des aléas climatiques et des agressions animales ou bactériologiques, mais pas forcément de la pollution – permettant de cultiver sous nos latitudes des produits tropicaux ne voyageant plus, ces nouveaux modèles d'agriculture urbaine semblent aujourd'hui au mieux un trop faible moyen de production alimentaire si ce n'est un gadget de la ville tertiairisée postindustrielle. Qu'il s'agisse des modèles de villes en transition, de la permaculture, ou des récents développements de jardins sur les friches industrielles de Chicago, et pour intéressants qu'ils soient, ils ne présentent en aucun cas un changement de paradigme des relations entre villes et campagnes, entre lieux de production et lieux d'accumulation capitaliste. ■

La culture scientifique est un enjeu de société. L'appropriation citoyenne de celle-ci participe de la construction du projet communiste. Chaque mois un article éclaire une actualité scientifique et technique. Et nous pensons avec Rabelais que « science sans conscience n'est que ruine de l'âme ».

Par **Aliette Geistdoerfer***

Pour une gestion durable de la biodiversité marine

Scientifiques et professionnels doivent collaborer pour imposer des mesures politiques qui enrayeront la surexploitation des ressources marines sauvages, permettront de manger du poisson en France demain et assureront le maintien des sociétés littorales.

***Aliette Geistdoerfer** est ethnologue. Elle est directrice de recherche honoraire au CNRS et responsable de la formation CNRS/Musée national d'histoire naturelle « Techniques et culture anthropologique maritime. »

Dans les années 1990, la diminution mondiale des ressources marines est dénoncée par des scientifiques, des professionnels, des média. L'opinion publique est alertée, car cette raréfaction, particulièrement celle des poissons, toucherait une source de protéine essentielle pour une partie de la population. Cette réalité scientifique est prise en compte par des organismes internationaux (FAO, ONU) qui donnent l'obligation aux pays de prendre des mesures pour limiter les efforts de pêche. La cause de ce déclin, ne serait que la surpêche, d'où des campagnes, parfois irrationnelles, traitant les pêcheurs de « destructeurs » et certains poissons d'animaux « assassinés ».

Les ressources marines présentent des caractéristiques biologiques qui exigent des méthodes de recherche, des modes d'exploitation et de gestion originales, très différentes de celles applicables aux ressources terriennes, donc moins familières au grand public qui peut absorber des informations simplistes, comme « acheter responsable, choisir du poisson durable », alors qu'aujourd'hui, les Français, consomment à 85 % des produits marins importés du monde entier, dont la traçabilité n'est pas donnée, car pêchés en un pays, transformés dans un autre et revendus ailleurs.

ÉCOSYSTÈME ET CHAÎNES ALIMENTAIRES

Les chercheurs scientifiques au sein d'organismes publics, en France (Ifremer, CNRS, universités, Institut de recherche pour le développement, Muséum) étudient les conditions de vie des espèces marines et les composants des milieux marins : géologiques, océanographiques, chimiques… ainsi que leur évolution. Il y a des centaines d'espèces de poisson. Ceux, présents dans une même zone, peuvent être différents quant à leur biologie et physiologie et ils vivent en interactions, les uns avec les autres et avec d'autres espèces animales et végétales, au sein de ce qui est défini comme écosystème (habitat). Ils sont interdépendants prédateurs ou aliments, ou les deux et participent ainsi à ce qui est appelé « des chaînes alimentaires » : le cabillaud peut vivre, saisonnièrement, avec le hareng, il se nourrit des jeunes et le hareng, des alevins de cabillaud. Les poissons pratiquent des migrations d'ampleur et aux fonctions – alimentation, reproduction – diverses, variables selon les saisons et les zones.

Ainsi, pour vivre, chaque espèce exige un système de conditions particulières : nourriture + température de l'eau + taux de salinité + état géologique + force et direction des courants + conditions météorologiques, etc. Facteurs de différentes natures, très variables, que mettent en évidence les scientifiques, grâce à une approche écosystémique. Ils démontrent, avec les professionnels, qu'il ne faut pas simplifier les réalités biologiques, ni oublier les contextes économiques, sociaux et politiques, pour expliquer rationnellement les relations entre pêche et biodiversité marine et pour construire les outils efficaces de gestion de celle-ci.

Les ressources marines sont dites *sauvages*, limitées en quantité et qualité, car les hommes n'en maîtrisent ni la présence, ni le renouvellement qui dépendent des facteurs environnementaux et de leur exploitation par les sociétés humaines qui s'en nourrissent depuis des millénaires.

LA PÊCHE EN MER, UN SECTEUR ÉCONOMIQUE « RENTABLE »

La pêche, n'est ni une chasse, ni une prédation, mais l'appropriation de la mer et des ressources naturelles par des pêcheurs qui acquièrent des droits d'usage en utilisant outils et connaissances et en transformant, par leur travail, des ressources *sauvages* en produits commercialisables qui acquièrent une valeur marchande.

Dans les pays du Sud, cette production est, en partie, entre les mains des groupes du secteur international de l'agroalimentaire qui profitent d'une main-d'œuvre peu chère et exportent les produits dans le monde entier. En France, dans les pays industrialisés, il y a plusieurs modes techniques, économiques et sociaux, de pêche. Des sociétés privées arment à la pêche au large un ou plusieurs navires et possèdent les ateliers de transformation et les magasins de

vente de leur production. Les pêcheurs ont un salaire (souvent proche du SMIC) mais sont aussi payés à la part, au sein de l'entreprise. Pour ce qui concerne la pêche artisanale, armement à la pêche côtière, pêche diversifiée en espèces, le *patron* possède son bateau et ses engins, il travaille à bord, seul ou avec un équipage, rémunéré *à la part*.

Pour adapter la production du *sauvage* à ce commerce, les pêcheurs, les armateurs ont cherché à diminuer les aléas par une optimisation technique (bateaux-engins de pêche et de repérage) et pu ainsi augmenter la productivité. La surpêche conduit à la réduction de la taille des espèces pêchées au sein d'une population qui, ainsi, perd sa capacité biologique à se renouveler, par insuffisance de reproducteurs et une baisse irréversible d'alevins. Ainsi, pour rentabiliser leurs entreprises, des armements ont puisé sans limites dans certaines populations. Par exemple le cabillaud qui, en Atlantique Nord-Ouest, après un moratoire de quinze ans ne se reconstitue pas ; d'autres, sont « hors des limites de sécurité » et donc surveillées comme le merlan bleu, les anchois, etc.

La fragilisation des populations de poisson est en grande partie due, à l'élévation de la productivité et à l'accentuation de l'intégration de la distribution des produits marins. La vente de la viande diminuant, le poisson devient une source importante de profit, au sein du secteur agroalimentaire ; la concentration capitaliste internationale se traduit, en France en 1990 (et dans bien des pays), par l'implantation des centrales d'achat et des « grandes et moyennes surfaces » (GMS), grâce à l'ouverture des frontières aux produits maritimes étrangers qui ont définitivement mis en concurrence inégale les produits de la pêche locale, artisanale et même industrielle. Les rémunérations des pêcheurs dépendent des aléas des cours du poisson sur les marchés locaux, les importations ont concurrencé irrémédiablement le poisson débarqué et ont entraîné la faillite de sociétés de pêche et surtout d'entreprises artisanales.

Désormais, le commerce des produits de la mer est en grande partie, dirigé par les sociétés internationales qui, de fait, tiennent les rênes des pêches. Des départements *produits marins* sont présents dans toutes les GMS et les Français, sensibles aux campagnes publicitaires, remarquablement ciblées, en ont doublé leur consommation (32 kg/an/personne).

POUR UNE PÊCHE DURABLE, UNE COLLABORATION SCIENTIFIQUES-PROFESSIONNELS

Les pêches sont réglementées, en France depuis des siècles pour que les pêcheurs puissent gagner leur vie en préservant la capacité des ressources à se renouveler. De manière systématique et intense aujourd'hui, scientifiques et professionnels mettent en commun, connaissances et expériences, afin de résoudre ce problème. Des outils de gestion des ressources marines ont été mis en place, saison de pêche, taille des engins et des espèces, quotas, mais aussi sélectivité des chaluts, et sont régulièrement améliorés.

Au sein d'organismes nationaux et internationaux, Commission européenne (CE), Commission internationale pour l'exploitation de la mer (CIEM), les scientifiques donnent des avis sur l'état des ressources, les changements en cours, en mesurant les efforts de pêche et en évaluant les conséquences, pour faire des recommandations, afin que les instances en titre puissent prendre les mesures nécessaires pour éviter des surexploitations, moratoires, baisse des quotas, établissement de zones protégées. Par l'application de sa politique commune des pêches, la CE a mis en place un encadrement croissant des flottilles et des droits de pêche. En France, grâce aux recommandations des scientifiques, retenues par les politiques, des espèces fragilisées, cabillaud (mer du Nord), thon en Méditerranée, retrouvent une situation stable. La pêche du merlu fut *la* pêche des grands chalutiers (Boulogne-sur-Mer et Lorient) pendant des années, mais quand cette population s'effondre en mer du Nord (1990), les armateurs envoient leurs chalutiers pêcher en grande profondeur, provoquant une surpêche d'*empereurs,* de *sikis*, dont on ignorait les conditions de renouvellement. Les situations ne sont pas irréversibles : cette pêche, désormais gérée rationnellement, est un exemple qu'une pêche au chalut, en zone profonde, peut être une pêche *durable*.

La baisse de la biodiversité marine n'est pas irrémédiable. Mais est-il possible de maîtriser la productivité des maîtres du commerce des produits marins qui travaillent principalement là où les contrôles sont difficiles et où la main-d'œuvre ne coûte rien ? Est-il possible de contrer des destructions rarement dénoncées ? Les bancs de poissons et les pollutions ne connaissent pas les frontières et les règlements n'auront des effets positifs que si les pays coopèrent ce qui n'est pas le cas partout, puisque « la pêche illégale » (hors quotas et zones nationales), est difficile à identifier et à combattre. Trop peu prise en compte, aussi, pour des raisons économiques et politiques, la dégradation des écosystèmes côtiers, là où vivent, se nourrissent, se reproduisent la plus grande diversité des espèces animales, là où sont accusées les pollutions (rejets urbains, agricoles, industriels, piscicultures), réalisées les extractions de graviers, etc., mais aussi les variations naturelles (pluies acides, température des eaux, salinité) et des surabondances de mammifères marins.

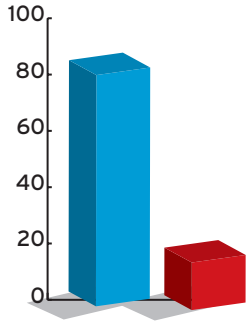
ON POURRA MANGER DU POISSON EN FRANCE DEMAIN

- si les pouvoirs politiques prennent des mesures qui n'auront pas pour seul effet de réduire des flottilles de pêche, principalement artisanales, au profit des sociétés filiales internationales et du commerce international;
- si certains acteurs ne privilégient pas de faux outils de gestion, comme la « privatisation » de l'accès aux ressources, qui fut un échec violent en Islande;
- si la production fraîche locale, de qualité, est valorisée pour que les pêcheurs bénéficient de meilleurs prix d'achat en évitant que le poisson frais ne devienne un produit de luxe;
- si la recherche scientifique publique se développe afin de mieux « maîtriser » la mer et ses ressources pour que les réglementations soient fondées sur des réalités scientifiques (y compris les dimensions socio-économiques), et non sur la base de campagnes irrationnelles ou d'objectifs politiciens.

La moitié de la flottille de pêche française a été détruite en trente ans. Au nom de la défense du commerce international et de *lobbies* associatifs, doit-on réduire les sociétés littorales, déjà privées de bien des métiers de la mer, à n'accueillir qu'un tourisme, souvent éphémère ? ■

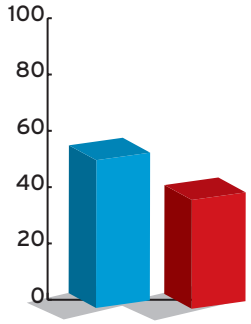
Oui, prendre aux riches !

L'enquête d'Ipsos (janvier 2013) intitulée « France 2013 : les nouvelles fractures » et réalisée par le Centre d'études politiques de Sciences Po (Cevipof) et la fondation Jean-Jaurès a été très largement médiatisée par toute une presse disons « conforme » pour crier au danger populiste. Les Français voudraient de l'autorité, ils chercheraient un chef ! C'est ce qui a été surtout retenu de l'étude. De là à parler de droitisation de l'opinion, le pas a été vite franchi. En vérité, nous l'avons dit dans ces colonnes, l'opinion est ambivalente (nous reviendrons ultérieurement sur cette étude du Cevipof). Pour l'heure, pointons quelques questions, posées lors de cette même enquête, et nettement moins mises en avant dans ces média de la pensée unique à la mode d'aujourd'hui. Ainsi pour l'immense majorité, l'argent corrompt la société ; une belle majorité (58 %) estime qu'il « faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres » ; cette question distingue fortement gauche et droite : 83 % à gauche partagent cette idée contre 29 % à l'UMP. De la même manière, les sondés ne crient pas (massivement) haro sur les fonctionnaires comme on le prétend trop facilement.



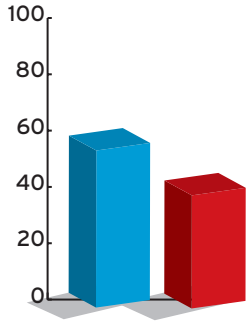
PENSEZ-VOUS QUE L'ARGENT A CORROMPU LES VALEURS TRADITIONNELLES DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE ?

- Oui : 82 %
- Non : 18 %



QUELLE EST VOTRE PRÉOCCUPATION DOMINANTE ?

- Chômage : 56 %
- Pouvoir d'achat : 41 %



PENSEZ-VOUS QUE POUR ÉTABLIR LA JUSTICE SOCIALE, IL FAUDRAIT PRENDRE AUX RICHES POUR DONNER AUX PAUVRES ?

- Oui : 58 %
- Non : 42 %

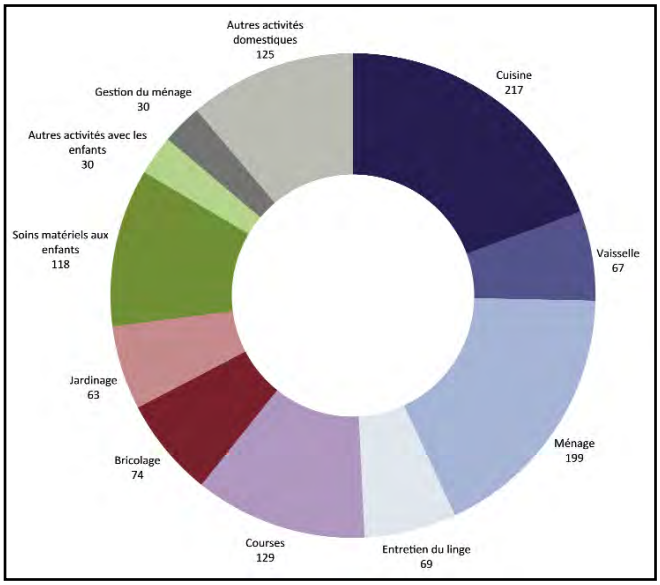
Page réalisée par Gérard Streiff

Par **Michaël Orand**

Après le travail, encore 3 heures de travail pour les Français (et 4 heures pour les Françaises !)

Depuis quelques années, l'enjeu majeur pour les économistes et les statisticiens est la recherche d'une nouvelle mesure de la richesse, qui permettrait de combler les lacunes du PIB, connues depuis longtemps et dénoncées entre autres par le rapport Stiglitz en 2009. La principale de ces lacunes est l'absence presque totale de prise en compte de la partie non-marchande de l'économie, et notamment tout ce qui concerne le travail non rémunéré. Pourtant, une étude de l'INSEE publiée en novembre 2012 vient nous rappeler l'importance de ce travail non rémunéré dans la vie des Français, en particulier de ce qu'on nomme « travail domestique » : cuisine, ménage, soins aux enfants, jardinage, bricolage… En effet, un Français consacre en moyenne 1 121 heures par an à ces activités, soit plus de 3 heures par jour. La cuisine et le ménage, avec respectivement 217 et 199 heures, sont les deux activités auxquelles les Français consacrent le plus de temps.

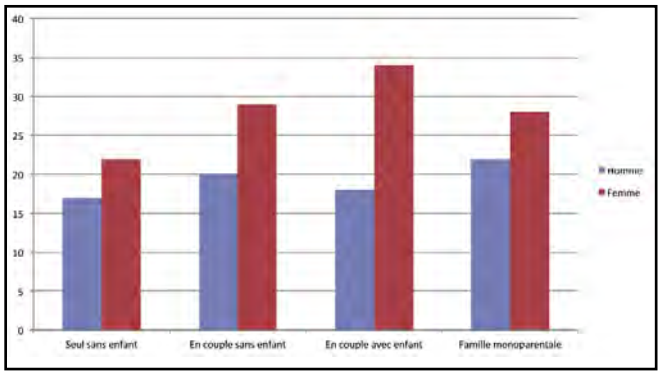
RÉPARTITION DU TRAVAIL DOMESTIQUE PAR CATÉGORIE (EN HEURES CONSACRÉES PAR AN)



Source : INSEE
Lecture : les Français âgés de 11 ans et plus passent en moyenne 217 heures par an à cuisiner

Sur l'ensemble de la population, ce sont donc finalement plus de 60 milliards d'heures de travail domestique qui sont réalisées par les Français chaque année. C'est près de deux fois plus que le nombre d'heures consacrées par an au travail rémunéré, qui ne représente « que » 38 milliards d'heures par an en France. Si l'on cherche à estimer la valeur que représentent ces 60 milliards d'heures de travail, par exemple en appliquant le salaire horaire moyen des professions exerçant ces tâches (par exemple les assistantes maternelles pour la garde d'enfants, les femmes de ménage pour le ménage…), on obtient légèrement plus de 1 000 milliards d'euros, c'est-à-dire plus de la moitié du PIB tel qu'il est mesuré actuellement.
Il va malheureusement sans dire que les Français ne sont pas tous égaux devant le travail domestique. Et naturellement, la principale différence se situe entre les hommes et les femmes. Celles-ci réalisent en effet 64 % des heures de travail domestique. Si l'on exclut du compte les activités qui peuvent relever plutôt des loisirs que du travail domestique (bricolage, jardinage, jeux avec les enfants…), les femmes réalisent même jusqu'à 72 % du total du travail domestique en France.

TEMPS DE TRAVAIL DOMESTIQUE HEBDOMADAIRE SELON LE SEXE ET LA STRUCTURE FAMILIALE



Source : INSEE
Lecture : un homme seul sans enfant consacre 17 heures par semaine au travail domestique, contre 22 heures par semaine pour une femme seule sans enfant

Ainsi, en moyenne, une femme seule sans enfants consacrera 22 heures par semaine au travail domestique contre seulement 17 heures par semaine pour un homme seul sans enfants. En couple, même sans enfants, l'écart est encore plus important, avec 29 heures de travail domestique hebdomadaire pour les femmes, contre 20 heures pour les hommes. Mais c'est dans les foyers en couple avec enfants que l'on constate la plus grande inégalité : les femmes en couples avec enfants consacrent deux fois plus de temps au travail domestique que les hommes, avec en moyenne 34 heures par semaine contre 18.
Ces inégalités entre hommes et femmes face au travail domestique sont certes inquiétantes, mais une perspective historique nous permet une lecture un peu plus optimiste. Il y a trente ans, les femmes consacraient en moyenne plus de 2,5 fois plus de temps au travail domestique que les hommes. Progrès technologique et progrès social ont permis aujourd'hui de réduire cet écart à 1,7. Il reste du travail à effectuer pour atteindre l'égalité des sexes dans ce domaine mais une partie du chemin a déjà été parcourue avec succès.

Par **Alain Vermeersch**

La France a peur ?

Un sondage Ipsos tente de démontrer des attitudes négatives de la part des Français. La presse s'en est emparée.

Une enquête d'Ipsos, intitulée « France 2013 : les nouvelles fractures » et réalisée pour *Le Monde*, avec le Centre d'études politiques de Sciences Po (Cevipof) et la Fondation Jean-Jaurès montre que la crise économique et sociale de ces dernières années a consolidé le pessimisme de l'opinion publique en France. De quoi la France a-t-elle peur ? Comment endiguer la crise de la représentativité politique ? Peut-on réduire les fractures sociales, ou sont-elles trop profondes ?

DES SENS DIFFÉRENTS DU MOT « CHEF »

Ce sondage a entraîné de très nombreux commentaires. Ainsi Alain Garrigou (Blogs *Monde diplo* 31/01) conteste le bien-fondé des éléments exposés par Ipsos. Selon lui, « Le sondage fait apparaître à la fois des biais si visibles qu'ils en semblent énormes et une crédulité tout aussi énorme des commentateurs. 87 % des sondés veulent « un vrai chef pour remettre de l'ordre », assure le sondage. Si l'échantillon était représentatif, cela signifierait que 87 % des Français ont un tel désir. Ce plébiscite est redoublé par un score tout aussi massif de 86 % de sondés estimant que "L'autorité est une valeur qui est souvent trop critiquée aujourd'hui". Bref, la France serait proche des foules de Nuremberg. » Il remarque « Sur un panel de plusieurs centaines de milliers d'internautes contactés par courrier électronique, les volontaires répondent aux enquêtes mises en ligne. On a donc affaire à des échantillons spontanés. Ce recours au volontariat a un défaut que connaissent bien les sondeurs : des personnes politisées, souvent à l'extrême droite, s'expriment plus volontiers. La rémunération est censée corriger ce biais politique. Ainsi, les internautes sont-ils invités à gagner des cadeaux ou des primes, dont la valeur totale est suffisamment attractive mais qui, divisée entre les gagnants, donne des gains faibles à chacun. Si la rémunération n'a pas corrigé l'orientation politique de l'échantillon spontané des internautes sondés, c'est parce qu'elle ne motive plus suffisamment d'internautes. On peut accepter le constat d'une droitisation sans croire que 87 % des Français souhaitent un *führer*, un *duce* ou un maréchal. Évidemment, les sondés ont mis des sens différents dans le mot "chef". Il n'empêche. La formulation est lourde pour ne pas dire nauséabonde. » Il souligne ensuite « Dans le régime d'opinion, les gouvernants sont sans cesse confrontés à leur popularité, comme si leur légitimité était soumise à cette première. D'où l'importance des cotes de confiance. C'est ainsi que le directeur du Cevipof répétait invariablement le même propos suggérant que François Hollande, quoique élu depuis quelques mois, gouvernait un pays ancré à droite. Autrement dit, une politique de gauche est-elle encore légitime ? On voit immédiatement les profits symboliques de juges et donneurs de leçons qui, au nom de l'opinion publique, prétendent dire aux élus ce qu'ils doivent faire. Une compensation à la menace de la crise. On pourrait ainsi dire que les sondages par Internet recrutent surtout les sots et les fachos. Au cours de l'histoire, la domination sur les esprits a trouvé bien des procédés. Les sondages par Internet ont inventé une recette si judicieuse qu'elle prêterait à rire, si elle n'était si pitoyable. »

« La France a peur mais pas tant que ça », remarque Thomas Legrand (Slate.fr 01/02) « 87 % des Français pensent que le pays a besoin d'un vrai chef pour mettre de l'ordre ». Les titres de la presse sur cette étude sont éloquents : « la France a peur », la « France entre pessimisme et xénophobie », « la France se crispe »... Mais, on pourrait avoir une lecture différente. N'y a-t-il pas une illusion d'optique ? Le pouvoir pyramidal est rejeté et c'est une autorité forte, certes, mais arbitrale, bienveillante et exemplaire qui paraît être la plus adaptée aux volontés exprimées, plutôt que le traditionnel bonapartisme qui se cache derrière la vieille acception du mot « autorité ». Serge Kaganski (*Les Inrocks* 30/01) voit « Une France moche ». « Ce sondage indique qu'à de légitimes interrogations, la majorité des Français apporte de bien mauvaises réponses. Notre pays est sans doute en déclin économique, mais il est encore très loin d'être pauvre, son avenir démographique est bon et les cycles économiques ne sont pas inéluctables. MM. Hollande, Ayrault et leurs ministres ont sans doute lu ce sondage. Après huit mois de flou mou au pouvoir, on espère qu'ils ont saisi l'importance historique de leur mandat, l'exigence absolue de leur réussite. »

D'autres journalistes comme Ivan Rioufol (*Le Figaro* 02/02) en rajoutent « Parce que les citoyens n'adhèrent pas à la propagande sur les bienfaits de l'immigration et de l'islam en France, voilà les sermonneurs qui les traitent de ploucs racistes et xénophobes. De salauds, en somme. » Y. de Kerdrel (*Valeurs actuelles* 30/01) brandit « La France a peur. Et les Français sont inquiets pour eux-mêmes. Une autre étude d'opinion a montré que trois quarts de nos concitoyens craignent aujourd'hui de basculer dans la précarité. C'est aussi pour cette raison qu'elle en appelle au retour de l'autorité, l'une des trois valeurs cardinales avec l'ordre et le mérite que *Valeurs actuelles* défend depuis des décennies. La France a peur. Car aucune des mesures prises par ce gouvernement depuis deux cent soixante-dix jours ne peut la rassurer. La France a peur. Car chacun sait bien que notre pays

continue de vivre largement au-dessus de ses moyens. Les Français ont tellement peur que jamais ils n'ont autant épargné et réduit leur consommation. La France a peur, enfin, car ce président « mou » et « flou » qui a été élu au printemps dernier au nom du « rassemblement »et de « l'apaisement » ne cesse de créer des fractures inutiles et dangereuses dans le pays. »

Michèle Cotta (*Nouvel économiste* 30/01) s'alarme « N'ayons pas peur des mots : la dernière enquête du Cevipof, étayé par un sondage Ipsos est purement catastrophique. La France est un pays dont chacun connaît le vieux fond anarchiste, datant de la Révolution française. Comme dans le même temps, ils manifestent dans leurs réponses et leur comportement, la volonté du repli, le refus de la mondialisation, l'inquiétude devant la construction d'une Europe où chaque pays risquerait de renoncer à une part importante de sa souveraineté, on voit bien où leurs conclusions nous entraînent : dans un monde fermé, replié frileusement dans son hostilité à l'univers tout entier. On aura beau dire, et c'est sans doute vrai, que la crise est largement responsable de la peur de l'avenir traduite par les réponses de nos concitoyens. Appeler un chef, s'en remettre à un chef, attendre de lui qu'il réduise d'un coup de baguette magique ou d'un coup de menton, le chômage et donne la recette d'une réindustrialisation massive, c'est surtout, pour les Français, refuser de se réformer eux-mêmes. »
Alain Duhamel (*Libération* 31/01) parle d'une « dépression française ». Selon lui, « La nouveauté de ce sondage est que la France présente de surcroît toutes les caractéristiques du populisme : forte demande d'autorité (87 % pensent que la France a besoin "d'un vrai chef pour remettre de l'ordre" rejet brutal de l'immigration, aversion de la religion musulmane, sentiment massif de dépossession, détestation du monde politique. À lire ce sondage, la France n'est pas seulement décliniste, elle ne traverse pas une simple crise d'identité, elle est entrée en dépression et présente tous les signes d'une nation blessée, en proie à une terrible mélancolie, prête à suivre les pires démagogues. Une France en danger, et même en danger démocratique. »
Chantal Delsol (*Le Figaro* 30/01) relève « Pourquoi les Français sont-ils si tristes ? Pourquoi sont-ils si angoissés ? Ce n'est pas, comme le disent les commentateurs de l'enquête, parce que des « incendiaires » d'extrême droite, ourdissant un complot, ont répandu chez un peuple idiot et influençable les graines d'une peur rappelant les années 1930 (on l'aura remarqué, la peur écologique est vertueuse, mais la peur du peuple est prénazie). Les Français sont pessimistes parce qu'on ne les écoute jamais. Ils pourraient marcher sur la tête que leurs gouvernants ne les regarderaient même pas. Nos élites sont autistes. Elles se sont juste fait une idée de ce que le peuple devrait être, mais ce qu'il est, cela ne les intéresse pas. Ce n'est pas l'opinion populaire qui est dangereuse : c'est l'autisme des élites. »

LA QUÊTE D'UNE BOUSSOLE EFFICACE

Éric Dupin (Rue 89 10/02) constate de son côté, « Les difficultés et les angoisses générées par la crise avivent une défiance sociale mortifère. La méfiance se manifeste encore dans le regard posé sur le vaste monde. Au total, le besoin de protection, dont Nicolas Sarkozy avait tenté de se faire le porte-parole pendant la campagne présidentielle, est dominant. Une sourde peur du déclassement hante la France. Ce profond pessimisme a de lourdes conséquences sur la manière d'envisager l'avenir. Dans un contexte aussi délétère, on ne s'étonnera pas de la faible estime dans laquelle les Français tiennent leur classe politique. Que faire alors ? La tentation autoritaire guette. Le rejet des élites politiques peut toutefois se traduire d'une autre manière. » Il conclut « Un tel climat est gros de bourrasques même s'il est impossible d'en prévoir les formes. Il apparaît d'autant plus porteur pour le Front national que l'UMP peine à se remettre en route après ses déchirements internes. Il laisse entrevoir la possibilité de révoltes analogues à celles des "indignés" dès lors que l'alternance n'est plus dépositaire d'espoir. »

Jack Dion ironise (*Marianne2* 09/02) « On nous ressasse que, pour 87 % des Français, le pays "a besoin d'un vrai chef pour remettre de l'ordre". Oui, bon, et alors ? Que faut-il en déduire ? Que la foule est en mal d'un dictateur ou bien qu'elle est en attente d'un dirigeant politique capable d'en finir avec toutes les formes de désordre ? Pourtant, *le Monde* s'interroge avec gravité sur ce qu'il appelle "l'obsession française de l'homme providentiel". Le journal du soir en tire cette leçon, administrée à l'intention de François Hollande : "S'il n'est pas ce "vrai chef", un autre s'imposera. Les Français, en tout cas, y sont prêts." Un petit coup de danger frontiste quand la gauche est en difficulté, ça ne fait jamais de mal, même si la ficelle, avec le temps, s'est usée. Il serait hasardeux de spéculer sur les gains hypothétiques du "chef de guerre" qu'il est devenu, d'autant que rien ne permet de penser que les Français sont en mal d'un président sûr de lui et dominateur. On ne saurait en déduire que les Français ont un penchant naturel pour le sauveur suprême, quel qu'il soit. En revanche, il est vrai que les citoyens sont en quête d'une boussole efficace et d'un cap politique clair. Pour l'heure, ils ont le sentiment que les dirigeants politiques ne dirigent plus rien et que les puissances financières tirent les ficelles. » ■

Chaque mois, des chercheurs, des étudiants vous présentent des livres, des revues...

LE TEMPS DES CERISES

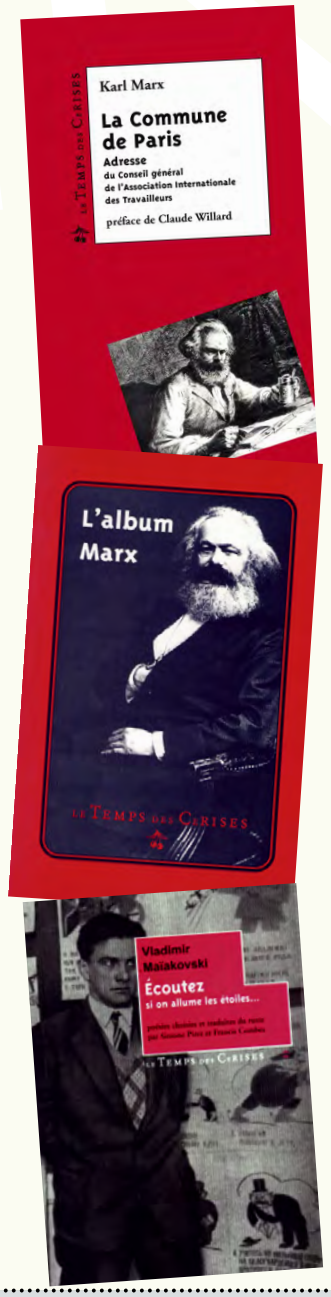
Un éditeur au cœur de la lutte

PAR JULIETTE COMBES LATOUR

En octobre prochain le Temps des Cerises devrait fêter son vingtième anniversaire. Sa création en 1993, fut le fait d'une trentaine d'auteurs (dont Jorge Amado, Eugène Guillevic, Pierre Gamarra, Pierre Bourgeade, Gilles Perrault, Roger Bordier…). Ce qui a réuni ces auteurs, c'était la volonté de faire vivre une maison d'édition d'inspiration progressiste, révolutionnaire, littéraire et poétique.

Depuis, nous avons parcouru un beau chemin et constitué un fonds de près de 600 titres dans le champ de la littérature, de la poésie et des essais. Nous avons mené un travail de réédition de textes classiques (tels *Le Capital* de Marx, des œuvres de Louis Aragon, de Paul Éluard, de Nazim Hikmet, de Vladimir Maïakovski, de Maxime Gorki), des inédits aussi de Robert Desnos et plus récemment de Louis Althusser et de Paul Nizan. Nous avons également soutenu de nombreux auteurs d'aujourd'hui, des économistes, des philosophes, des historiens, des romanciers, des poètes… qui ont en commun de considérer que le capitalisme n'est pas l'horizon indépassable de l'humanité.

Le chemin parcouru n'a pas été sans difficultés. La concentration croissante dans le milieu de l'édition, notamment en ce qui concerne la diffusion et la distribution du livre en librairie, menace sérieusement l'existence des maisons d'édition comme la nôtre. 20 % de la profession réalise 80 % du chiffre d'affaires, les œuvres sont traitées comme des marchandises soumises à une rentabilité immédiate et il est nécessaire de soutenir le travail des maisons d'édition militantes qui comme nous s'efforcent, bien au-delà de ces impératifs marchands, de faire vivre les livres dans la durée pour constituer un véritable fonds de la pensée critique et transformatrice.



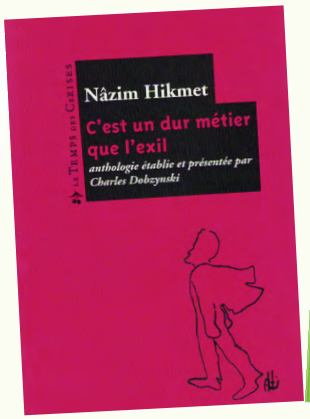
Nous avons eu le souci constant de défendre et de promouvoir une édition indépendante, notamment par le développement de liens étroits de collaboration entre éditeurs.

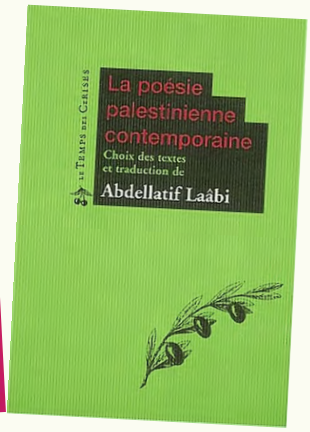
Nous avons joué un rôle de premier plan dans la défense et l'organisation de l'édition indépendante, en contribuant à la création de l'association l'Autre Livre, en 2003, qui compte aujourd'hui plus de cent cinquante éditeurs.

Nous avons aussi été à l'initiative de la création d'une structure de diffusion-distribution pour les petits éditeurs. Malheureusement, cette entreprise, trop modeste, n'a pas su résoudre réellement cette question cruciale pour les éditeurs. Mais il nous semble indispensable de poursuivre ce travail pour promouvoir une autre édition et s'imposer face aux mastodontes du métier.

Dès notre création, nous avons soulevé la question de la coopération entre éditeurs pour mener à bien de grands projets comme la publication des œuvres complètes de Marx. Nous essayons, chaque fois que nous le pouvons, de favoriser les coéditions avec d'autres. Des revues, comme *La Pensée* ou *Ecopo*, des éditeurs, comme les éditions Delga dans le domaine des sciences humaines (deux titres pour l'instant : Domenico Losurdo et Annie Lacroix-Riz), des Maisons de la poésie (*Anthologie de la poésie palestinienne, Les poètes et la guerre d'Algérie*).

Il nous semble indispensable de continuer et de développer ces tentatives d'entraide et de soutien entre éditeurs afin que vive une édition critique, nécessaire pour penser une alternative au capitalisme.

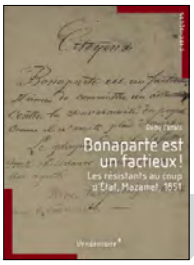




L'année 2012 a été particulièrement difficile pour nous, dans un contexte d'aggravation de la crise. Le changement du taux de la TVA sur le livre a été un véritable coup de massue pour bon nombre de maisons, entraînant des retours massifs de la part des libraires. Nous aurions pu faire face, lutter comme nous nous sommes toujours efforcés de le faire, mais nous venons de rencontrer un sérieux incident de parcours lié à un litige prudhommal avec une ancienne salariée et associée qui pourrait nous contraindre au dépôt de bilan.

Ce serait une issue malheureuse. Pour les trois salariées, bien sûr, pour les auteurs et au-delà pour tous ceux qui sont attachés à l'existence d'une maison d'édition comme la nôtre qui contribue à faire vivre, sans dogmatisme, le marxisme, dans sa pluralité de « pensée devenue monde » comme disait Henri Lefebvre. Ce qui caractérise notre politique éditoriale, dans tous les domaines (politique, théorie mais aussi poésie et roman) c'est un fort esprit d'internationalisme et d'ouverture au monde et aux autres.

Aucun désaccord personnel ou politique ne saurait justifier la destruction de notre maison d'édition. La pérennité du Temps des Cerises, dans les circonstances présentes, dépend de la réaction de tous ceux qui se sentent concernés par son existence. Le Temps des Cerises n'a jamais été « la maison d'édition du parti », c'est une maison d'édition indépendante fondée par des intellectuels communistes ou proches du PCF. Mais si on entend « communiste » au sens du courant qui traverse la culture française, le Temps des Cerises n'a pas d'hésitation à se dire éditeur communiste. À ce titre, son existence ne peut laisser indifférents les militants et responsables du PCF.



Bonaparte est un factieux ! Les résistants au coup d'État, Mazamet, 1851

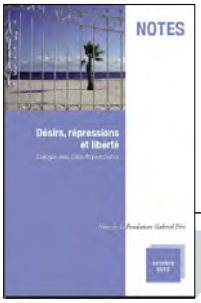
Vendémiaire Éditions

RÉMY CAZALS

PAR YOHANN CHANOIR

Ce livre est l'histoire d'une résistance, d'une résistance doublement oubliée. D'une part, parce qu'elle a échoué. Et, d'autre part, parce qu'elle émanait des « petits », des « humbles », des ouvriers, elle n'a laissé guère de traces dans l'historiographie. Rémy Cazals, spécialiste connu et reconnu de la Grande Guerre, évoque donc dans ces pages la résistance au coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte du 2 décembre 1851 dans la petite ville du Tarn de Mazamet. Il s'attache, par une analyse détaillée des archives, à rendre audibles les « paroles d'en bas ». Dans un essai d'histoire sociale, coutumière à l'auteur, pour laquelle il milite au sein du Collectif de recherche international et de débat sur la guerre de 1914-1918 (CRID 14-18) pour renouveler l'approche sur la Grande Guerre, l'auteur évoque d'abord le contexte social lourd des années précédant le coup d'État. La lutte contre la dégradation des salaires et des conditions de vie, le combat contre les nouvelles machines, ont développé comme un réflexe de la contestation en même temps que l'habitude de prendre la parole. Résister à Mazamet s'inscrit donc bel et bien dans une tradition. Le combat de 1851 a échoué et l'histoire de la résistance devient, hélas, celle d'une répression : internement, surveillance, proscriptions, déportations en Guyane et en Algérie qui équivalaient à une condamnation à mort sans bourreau. Dans le tableau sordide de la terrible répression qui s'abat sur les participants, on découvre que les ouvriers du textile n'étaient pas les seuls. On rencontre aussi des notables acquis à la cause républicaine, bien que cette dernière eût fait couler, avec abondance le sang ouvrier en 1848 et supprimé rapidement le suffrage universel (masculin). Le livre montre donc que la République est une idée jamais bornée, jamais achevée, qui repose sur un projet même fruste, hier à Mazamet, plus achevé, comme aujourd'hui en France. L'ouvrage de Rémy Cazals constitue un apport déterminant pour celles et ceux qui veulent connaître cette petite ville et une période de son histoire, mal traitée et maltraitée, tout en offrant un élément capital pour de fécondes et nouvelles comparaisons d'échelle régionale et nationale, ou pour s'inspirer quand l'idée même de résistance semble impensable.

Désirs, répressions et liberté. Dialogue avec Dany-Robert Dufour



Notes de la Fondation Gabriel-Péri

Par Shirley Wirden

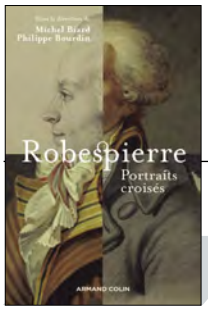
À l'occasion de la sortie du nouvel ouvrage de Dany- Robert Dufour : *L'individu qui vient… après le libéralisme*, la fondation Gabriel-Péri a fait paraître en octobre 2012 un dialogue avec l'auteur intitulé *Désirs, répressions et libertés* tenu le 3 mai 2012. La thèse principale du livre est que le triomphe du libéralisme économique est en lien direct avec la glorification sans fin des désirs. La méthode de l'auteur est à la fois héritière de la psychanalyse, de la philosophie politique et de la philosophie du langage. Spécialiste des processus symboliques, il souhaite réfléchir aux grands récits qui fondent notre culture.

Dany-Robert Dufour condamne avec fermeté le libéralisme économique. Selon lui, ce n'est pas seulement une doctrine économique mais bien une pensée totale destructrice. Le libéralisme s'évertue à lever tous les interdits moraux au profit de la pléonexie (le désir de vouloir toujours plus). La société de consommation au travers notamment de la publicité mais aussi de la téléréalité, exacerbe les pulsions, tente de les libérer au profit de l'achat. Or, le refoulement des pulsions par la symbolisation, l'acceptation de la contrainte pour être libre est le principe de la civilisation. L'exhibition constante est le moyen pour passer d'une culture répressive à une culture incitative. L'auteur semble vouloir retrouver une forme de régulation en prônant l'invention d'une nouvelle forme de l'État, contre les thèses léninistes. S'il honore le programme du CNR que les gouvernements successifs tentent de détruire, il critique la tentative foucaldienne de désinstitutionalisation. Selon lui, désinstitutionalisation et dérégulation vont de pair. L'auteur prône le retour d'une certaine forme de libéralisme politique. Se défendant pourtant d'être réactionnaire, il critique dans la même logique les revendications de levée totale des interdits lors de mai 1968.

Il s'agit en fait dans son ouvrage de dénoncer la fausse équation : vices privés = vertu publique. Le libéralisme apparaît comme une religion, une promesse de la richesse infinie (théorie qui justifie en partie la théorie de la fin de l'histoire de Fukuyama). Le libéralisme veut se faire morale de l'égoïsme qui serait le seul moyen de la richesse collective. Or, l'expérience a prouvé que cela était faux : richesse personnelle oui mais crise pour les autres. Le libéralisme s'inscrit dans la ligne d'Adam Smith : l'égoïsme serait le fondement du lien social, les agents sociaux ne travaillent que par égoïsme.

Pour lui on s'est libéré de la nostalgie du désir du père jouisseur, évoqué par plusieurs psychanalystes et anthropologues comme Christian Geffrey dans le *Nom du maître*, de façon sauvage par une déterritorialisation aux airs deleuziens, par la marchandisation. La marchandise serait devenue le nouveau Maître.

Robespierre. Portraits croisés



Armand Colin, 2012.

MICHEL BIARD ET PHILIPPE BOURDIN (DIR.)

Par Jean-Baptiste Le Cam

Ecrite dès les lendemains immédiats de la mort de l'« Incorruptible », notamment par des Conventionnels désireux de faire oublier leur propre responsabilité dans l'application des politiques répressives de 1793-1794, la légende noire de Robespierre n'a cessé d'être reprise tout au long des XIXe et XXe siècles, y compris sous la forme déguisée de vérités scientifiquement établies. Or en ce début du XXIe siècle, elle se porte toujours à merveille et continue d'avancer masquée auprès du grand public. Ainsi, en septembre 2011, la revue *Historia*, qui prétend faire oeuvre de vulgarisation historique, osait consacrer un dossier à « Robespierre : le psychopathe légaliste ». Deux ans auparavant, Pierre-Yves Bournazel, conseiller municipal UMP de Paris, s'abritant sous l'autorité scientifique de François Furet, motivait son refus de voir une rue de la capitale prendre le nom de Robespierre en qualifiant ce dernier de « criminel jugé devant l'histoire » dont l'action aurait inspiré les purges de Staline. Enfin, le 23 janvier 2013, France 3 diffusait pour la troisième fois en moins d'un an une émission intitulée « Robespierre : bourreau de la Vendée ? ». On pouvait y entendre d'autoproclamés historiens n'hésitant pas à proférer les pires inepties sans le moindre fondement scientifique, faisant de Robespierre un « tyran », un « dictateur », qui aurait été le principal « inspirateur » des massacres de Vendée, lesquels préfigureraient les « *Einsatzgruppen* » nazis. Robespierre n'est plus seulement le précurseur du stalinisme mais aussi un Hitler avant l'heure !

Dès lors, dans ce contexte où les fables, les caricatures, les anachronismes et autres raccourcis aberrants sur l'action de Robespierre peuvent s'appuyer sur d'importants relais médiatiques et politiques, la publication de *Robespierre. Portraits croisés.* est particulièrement bienvenue. En quinze articles synthétiques, clairs et donc parfaitement accessibles à un public large, dix-sept historiens spécialistes de la Révolution française et issus de différentes universités, dressent des portraits thématiques, nuancés et, surtout, contextualisés de l'action et des positions de Robespierre en tant qu'avocat, militant, député ou membre du Comité de Salut Public. Plusieurs articles font un sort à l'image du Robespierre tyran sanguinaire, inspirateur et unique responsable des violences commises sous la Terreur. Ils montrent ainsi qu'elle relève de la caricature et absolument pas d'une vérité scientifiquement établie, tout en soulignant que relayer cette fable peut être un moyen redoutablement efficace pour

discréditer des pans entiers de l'expérience révolutionnaire, voire toute idée et tout projet de transformation profonde de la société. Cet ouvrage nous rappelle par ailleurs que Robespierre est un homme de son temps, que ses combats et son action politiques sont partagés par d'autres que lui et ne peuvent se comprendre si on les sort de leur contexte, qu'il s'agisse de défendre l'accès à la citoyenneté politique des libres de couleur, de lutter contre la pauvreté et la misère ou de mettre en oeuvre une dictature provisoire sans dictateur au nom de la défense de la République.

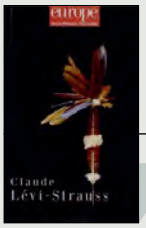
La grange-aux-Belles
Maison des syndicats

Éditions Créaphis, 2012

DANIELLE TARTAKOWSKY, JOËL BIARD

Par Nina Léger

Retracer toute l'expérience de la CGT depuis 1906 dans le but de se loger et de se financer : c'est là l'objet du livre de Danielle Tartakowsky et de Joël Biard. Une des conditions de l'émancipation des travailleurs, c'est un syndicalisme indépendant. L'expérience de la Bourse du travail, sous autorité du préfet, a été de ce point de vue peu concluante pour la CGT, exclue en 1906. La commission désignée pour trouver une solution de relogement va louer une usine désaffectée sise au 33 de la rue de la Grange-Aux-Belles. Les travaux – considérables – à peine terminés, la propriétaire meurt : l'immeuble doit être vendu. La CGT contourne la loi de 1884 interdisant l'accès à la propriété aux syndicats en créant une société en nom collectif, et c'est ainsi qu'en novembre 1907, la CGT devient propriétaire. De l'expulsion de la CGT de la Bourse à la construction de la Bourse du travail de Montreuil en 1989, l'idée d'une construction ambitieuse, d'un espace où l'on est « chez soi », polyvalent, lieu de culture et de lutte, de travail et de loisir est récurrente. Les différents achats sont toujours pensés comme provisoires dans l'attente de cette construction désirée mais hypothétique. La constitution en juin 1914 d'une société anonyme dont les actionnaires sont des délégués des syndicats marque la fin de l'amateurisme qui prévalait auparavant. La bonne gestion du patrimoine durant la guerre, associée à la forte syndicalisation des années 1920 vont permettre d'acheter d'autres bâtiments dont le 211, rue LaFayette, mais aussi ce qu'on appelle alors « le triangle sacré » : l'angle de l'avenue Mathurin Moreau et du boulevard de la Villette où on trouve aujourd'hui le siège du PCF. Les auteurs, à partir de sources très majoritairement administratives, nous montrent comment se traduisent les ambitions, les oppositions et les luttes d'influences politiques dans la gestion pratique d'un patrimoine constitué de haute lutte. Si l'on devine ce que pouvait être ce « triangle sacré » où se trouvaient le PCF, des syndicats, la Ligue contre l'oppression coloniale et l'impérialisme, puis, pendant les années fastes du syndicalisme que furent celles de l'après 1936, toute la nébuleuse antifasciste ; on aspire, une fois l'ouvrage fermé, à en savoir plus sur les modes d'occupation des lieux. Les auteurs en conviennent par ailleurs, et disent leur déception de ne pas avoir trouvé d'autres types de sources. Ils l'expliquent notamment par le caractère provisoire de la Maison des syndicats. Voici un ouvrage qui permet de découvrir un aspect méconnu du syndicalisme et qui, après avoir ouvert une voie, appelle à s'y engouffrer pour creuser encore la recherche.



« Claude Levi-Strauss »

Europe, n°1005-1006

Par Victor Thimonier

Il est toujours délicat d'écrire sur Claude Lévi-Strauss, pourtant on ne s'en prive pas. La revue *Europe* tente dans ce numéro une mise à plat des nombreux ouvrages qui sont sortis, des nombreuses déclarations qui ont été faites depuis le décès de l'ethnologue en 2009. Les nombreux essais que contient la revue permettent de recentrer la pensée de Levi-Strauss dans le monde d'aujourd'hui qu'il considérait à la fin de sa vie, avec le regard pessimiste de celui qui n'a pas réussi à se faire entendre comme il l'espérait. L'article de Wiktor Stockzowski, est particulièrement instructif, il remet les pendules à l'heure sur l'épineuse question du socialisme de l'ethnologue. C'est toutes ses déclarations d'admiration à la pensée de Marx qui sont ici démantelées. Wiktor Stockzowski rattache la pensée de Lévi-Strauss au « révisionnisme » marxiste d'Henri De Man, figure ambiguë des années 1920, à la fois président du Parti ouvrier belge (POB) et collaborateur en 1940, tout en donnant à comprendre le développement de la pensée humaniste de l'ethnologue à partir de cette influence originelle. C'est bien à l'exégèse d'une œuvre qu'on se livre ici. Un long entretien avec l'anthropologue Carlo Severi entre parfois en contradiction avec l'article de Wiktor Stockzowski, en particulier sur la question du marxisme de jeunesse, mais cet entretien permet aussi de reformuler le rôle de l'anthropologie comme acte permettant de « subsumer l'ensemble des sciences sociales ». On remarquera dans ce numéro que le débat sur l'œuvre protéiforme de l'ethnologue n'a pas fini de s'alimenter. Enfin, il est fait une large place à la théorie esthétique du structuralisme, au travers notamment d'une analyse d'un tableau de Poussin par Lucien Scubla. Ici c'est bien l'anthropologie structurale qui se livre au jeu de l'analyse de tableau, bien qu'on y soit habitué par Jean-Louis Schefer et autres, l'exercice est toujours étonnant. On notera aussi l'intérêt des pages créations de la revue qui ne cessent d'étonner à chaque numéro. La nouvelle de Marc Pondruel, *Le vieux taxi anglais du Boulevard Beaumarchais*, est une ode à l'imagination. C'est l'esprit qui s'emballe à partir d'une chose vue, pour donner libre cours à son désir d'histoire.

ABONNEZ-VOUS ! À LA REVUE DU PROJET

10 N° PAR AN

En ligne sur : projet.pcf.fr

BULLETIN D'ABONNEMENT TARIF : Durée 1 an/10 numéros : 50 €

❏ **Je règle par chèque bancaire ou postal (France uniquement) à l'ordre de «La Revue du projet»**

SERVICE ABONNEMENT - i-Abo/La Revue du projet
11, rue Gustave-Madiot - 91070 BONDOUFLE

Tél. : 01 60 86 03 31 - Fax : 01 55 04 94 01 - Mail : larevueduprojet@i-abo.fr

(Bulletin à découper ou photocopier et à renvoyer à l'adresse ci-dessus) :

Prénom .....Nom .....

Adresse .....

.....

Code Postal.....Ville.....

Adresse électronique .....Mobile(*) .....

(*) informations utilisées uniquement dans le cadre de l'abonnement

PCF Parti communiste français

Date : ___/___/___

Signature

.....L'ÉQUIPE DE LA REVUE.....

Patrice Bessac Responsable de la Revue
Guillaume Quashie-Vauclin Responsable adjoint
Noëlle Mansoux Secrétaire de rédaction
Amar Bellal Sciences
Gérard Streiff Combat d'idées
Marine Roussillon Pages critiques
Nicolas Dutent Mouvement réel/Regard
Alain Vermeersch Revue des média
Corinne Luxembourg Production de territoires
Léo Purguette Travail de secteurs
Côme Simien Histoire
Renaud Boissac Collaborateur
Étienne Chosson Regard
Michaël Orand Statistiques
Frédo Coyère Mise en page graphisme